l'unité

M 2805 - N° 518 - 7 F | L'hebdomadaire du Parti socialiste | 17 juin 1983



Sygma

CLIMATS

PAR CLAUDE ESTIER

DE nombreux journalistes accompagnaient François Mitterrand durant sa visite en Corse. Bon nombre d'entre eux ont souligné que d'Ajaccio à Bastia, en passant par Sartène et Calvi, le président de la République a reçu un accueil chaleureux, troublé seulement par un chahut, d'ailleurs pacifique, à l'université de Corte. Dans tout cela, « le Quotidien de Paris » n'a vu que « la grimace » et « le Figaro », et « un fiasco total ». Les Corses, eux, semblent avoir apprécié les paroles de François Mitterrand leur reconnaissant le droit à la différence tout en récusant le recours à la violence. Nul n'attendait que ce voyage présidentiel règle comme d'un coup de baguette magique les problèmes de l'île. Mais il a peut-être créé un climat plus favorable à leur solution. C'est en tout cas ce qu'ont vu ceux qui regardent autrement que par le petit bout de la lorgnette.

Il y avait bien quelques semaines que l'on n'avait pas entendu Yvon Gattaz. Il est réapparu lundi et, bien évidemment, dans « le Figaro » d'Hersant. Pour lancer une nouvelle charge contre la politique économique du gouvernement et se plaindre une fois de plus du sort des chefs d'entreprise. Ce n'est pas inédit. Ce qui l'est davantage c'est que, pour la première fois, le patron des patrons affirme ouvertement son intention de renouer avec l'opposition « qui dans une démocratie, a un rôle important à jouer ». Au moins les choses sont claires : Yvon Gattaz se replace directement dans la ligne de son prédécesseur François Ceyrac qui, il y a deux ans, s'était totalement engagé aux côtés de Giscard d'Estaing. Après avoir fait semblant d'observer une trêve, il repart à l'attaque contre la politique actuelle du gouvernement comme s'il craignait que celle-ci commence à porter ses premiers fruits...

Un ministre communiste, Marcel Rigout, vient de se déclarer moyennement optimiste sur les chances de réussite de ce que l'on appelle le plan Delors. Après les déclarations de Charles Fiterman et d'Anicet le Pors, il répète clairement que les communistes demeurent solidaires du gouvernement et, ainsi que l'a aussi confirmé Pierre Juquin, n'ont pas l'intention d'en sortir comme un certain nombre de commentateurs voudraient le laisser croire. Quant au « plan Delors », tout laisse penser qu'il atteindra l'objectif d'une réduction sensible du déficit du commerce extérieur. Les derniers chiffres du chômage montrent cependant que les craintes exprimées dans ce domaine par les socialistes ne sont pas vaines. C'est pourquoi dans la première discussion sur le IX^e Plan qui s'est déroulée cette semaine à l'Assemblée nationale, ils ont demandé au Premier ministre, et obtenu de celui-ci, un chiffrage plus précis des objectifs à atteindre en matière d'emploi, de taux de croissance, d'inflation et d'investissement. Le président de la République a clairement rappelé la semaine

(suite en page 2)

CHALEUREUSE CORSE (page 3)

EXCLUSIF LA VRAIE PENSEE DE CHIRAC SUR L'EUROPE (page 5)

II. LA CRISE DE L'ADHESION ET DU SYNDICALISME: UN PAYSAGE CONTRASTÉ (page 6)

LE SALAIRE DES MALOUINES (page 10)

LES PETITS SOUTIERS DE LA DAME DE FER (page 11)

LE PAPE EN POLOGNE: ENTRE L'INCERTITUDE ET L'ESPOIR (page 12)

L'ITALIE VOTE "EN SE BOUCHANT LE NEZ" (page 12)

JEAN-MICHEL BELORGEY: "IL FAUT REFORMER LA POLICE ET VITE!" (page 14)

ATHLETISME: S.O.S. CHEF D'OEUVRE EN PERIL (page 18)

LA TRIBUNE DU CONGRES (page 28)

(suite de la page 1)

dernière que ces objectifs sont liés et que le redressement national suppose que l'on ne sacrifie pas l'un à l'autre.

*

* *

Au Chili, l'objectif est simple. C'est tout un peuple désormais qui se dresse contre la dictature de Pinochet. Après les manifestations du mois dernier, la journée de protestation de mardi a montré l'ampleur du mouvement. Même ceux qui, en 1973, ont appelé de leurs vœux le putsch contre Salvador Allende descendent maintenant dans la rue pour crier leur refus de ce régime. Pendant six ans, Pinochet a gouverné par la peur. Aujourd'hui, malgré la répression policière, les Chiliens n'ont plus peur. A l'aube de l'hiver austral, il se passe quelque chose à Santiago qui nous concerne tous. ●

POUR LES JUIFS D'U.R.S.S.

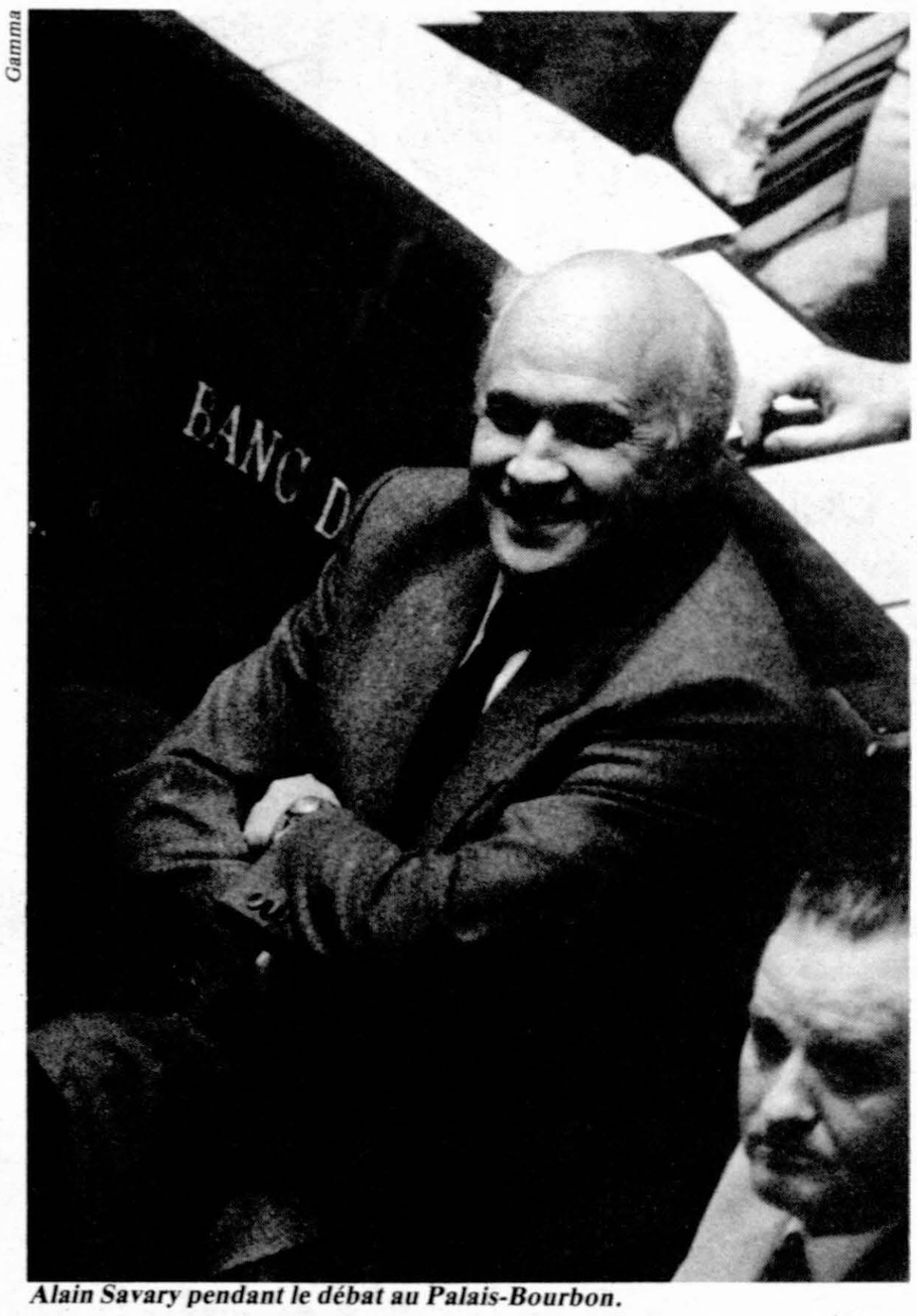
A la veille de la réunion du plénum du Comité central du P.c.u.s., le Comité de solidarité avec les Juifs d'U.r.s.s. a entrepris une nouvelle série de démarches pour tenter d'obtenir la libération d'un certain nombre de « refuznikis », poursuivis pour avoir voulu émigrer en Israël.

Deux cas sont particulièrement mis en avant : ceux de Youri Tarnopolsky et de Yossif Begun. Le premier, chimiste de son état, a créé en 1980 une université juive à Kharkov. Harcelé par les autorités, il a fait plusieurs grèves de la faim avant d'être arrêté le 15 mars dernier. Sans nouvelles de lui, ses amis français sont inquiets sur son sort. La ville de Kharkov étant jumelée à Lille, plusieurs personnalités de cette ville, en liaison avec la communauté juive, sont intervenues en sa faveur.

Yossif Begun est quant à lui poursuivi depuis 1977 date à laquelle il avait été arrêté et accusé de « parasitisme ». Condamné une première fois, il était arrêté à nouveau en juin 1978 et relégué en Sibérie. Libéré d'exil, il faisait l'objet, le 6 novembre 1982, d'une troisième arrestation à Leningrad. Depuis il est détenu à la prison de Wladimir. Le 4 mai dernier, une délégation d'intellectuels français s'est rendue à l'ambassade d'U.r.s.s. pour demander la libération de Begun. D'autres démarches ont été faites directement auprès des autorités soviétiques. Jusqu'ici en vain.

A ces deux cas particulièrement préoccupants, Amnesty International ajoute celui de l'ingénieur Felix Kochubievsky, condamné en décembre 1982 à Novosibirsk à 30 mois d'emprisonnement pour avoir voulu manifester son droit à la liberté d'expression dans un ouvrage intitulé « Livre transparent ».

Gamma



Alain Savary pendant le débat au Palais-Bourbon.

LOI SAVARY: UN TEXTE D'ESPOIR

Jean-Claude Cassaing, rapporteur de la commission des Affaires culturelles, tire les conclusions du débat-marathon qui a abouti au vote en première lecture de la réforme de l'enseignement supérieur

« L'UNITE » : Jean-Claude Cassaing, vous étiez le rapporteur du projet de loi sur l'enseignement supérieur qui a traîné en longueur, quelles sont vos conclusions ?

JEAN-CLAUDE CASSAING : Assurément avec 17 jours de travail, 43 séances et 2 202 amendements nous avons, avec plus de 132 h de débat, battu tous les records. Pour l'anecdote, 2 202 amendements (dont près de 90 % déposés par l'opposition), cela ferait mis bout à bout 654 m c'est-à-dire plus de deux fois la hauteur de la tour Eiffel (antenne comprise). La prolifération des amendements de l'opposition avait pour objectif de prolonger les débats au-delà du raisonnable. Pour quelles raisons ? Pour attendre quelle échéance ? Chacun peut imaginer une réponse. Mais cette tactique de l'obstruction de la droite a eu des effets nuisibles pour ses auteurs : on ne peut, avec la meilleure volonté du monde, répondre à plus de 2 000 amendements souvent contradictoires ou redondants. Pour les amendements aussi la mauvaise monnaie chasse la bonne.

— Cette tactique de l'obstruction ne pose-t-elle pas le problème d'une révision des règles de travail des députés ?

— Sans doute. L'attitude d'obstruction de la droite — amendements répétitifs, tardifs, suspensions de séance à répétition, utilisation abusive des procédures réglementaires — pose le problème des règles du travail parlementaire : oui au débat et au droit d'amendement, non à l'abus du retardement.

— Le texte a été voté en première lecture. Qu'y a-t-il de changé par rapport au texte initial ?

— La loi a été adoptée en première lecture par 325 voix contre 160. Une centaine d'amendements présentés par la Commission des affaires culturelles, dont j'étais le rapporteur, et le débat parlementaire ont permis de préciser, parfois d'améliorer le texte.

Les explications du ministre, interrogé par le rapporteur et les parlementaires, ont mis un point final à des malentendus, parfois entretenus par quelques apprentis sorciers.

Le baccalauréat vaut ticket d'entrée dans l'enseignement supérieur. Pas de sélection à l'entrée du second cycle : comme aujourd'hui, le contrôle des connaissances à la fin du premier cycle suffit, sauf pour une liste limitative de formations professionnelles définies par décret.

Autre débat : la spécificité des études de médecine, pharmacie et d'odontologie est reconnue, mais dans le cadre de l'organisation commune de l'université, établissement public.

De même, un amendement de la Commission à l'article 20 prévoit une « équitable représentation » des différentes unités de formation, ce qui devrait apaiser des inquiétudes.

Enfin les accusations dérisoires contre la loi ont été réduites à rien : il n'y a aucune menace contre les écoles et les classes préparatoires. L'enseignement privé n'est pas concerné par la loi sauf pour les conventions d'examen (article 41).

La discussion a permis de remettre à sa place le discours alarmiste d'une opposition qui, souvent, prétendait même revenir en arrière par rapport à la loi E. Faure de 1968.

— Pour le rapporteur, quels sont les côtés les plus positifs de la loi Savary ?

— Je dirai sans hésiter : la professionnalisation et la formation continue. Vouloir, dès les premiers cycles, des formations où une initiation à des professions est prévue, vouloir mettre en place des seconds cycles avec une sensibilisation aux problèmes de tel ou tel secteur de professions, faire participer des professionnels à certains enseignements, ce sont des garanties du projet de loi pour faire des étudiants mieux armés pour les métiers de leur temps.

Et pour celles et ceux qui n'ont pas pu avoir une première chance de formation de l'enseignement supérieur, la loi Savary offre une seconde chance : désormais la formation continue prend toute sa place dans l'enseignement supérieur ; les travailleurs et les auditeurs ont leur place à côté des étudiants.

J'ai la conviction que le travail fait sur ce texte de loi a été un travail utile : la loi Savary est, pour beaucoup, un texte d'espoir. ●

DIPAPACÉQUOI

Un chicot



par Piem

LA poule ayant pondu son œuf se mit à caqueter de bonheur et c'est en ouvrant le bec qu'on s'aperçut qu'elle avait des dents.

C'est à la même époque que Jacques Chirac ayant pondu sa demande de référendum on s'aperçut qu'il avait une dent, une seule.

Une dent contre la politique économique du gouvernement du président Mitterrand. Ce n'était pas une dent de sagesse mais un vieux chicot pourri qui détériorait son merveilleux sourire. L'appétit de pouvoir qu'il manifestait le forçait à dévorer des bouillies que Bernard Pons lui préparait avec amour.

Bouillie de constitution, bouillie de déclarations fracassantes, bouillie de démocratie adaptée à ses besoins.

Aussi, sur les conseils de ses amis et n'y tenant plus, il décida de se rendre d'urgence chez un dentiste.

Après tout, un fauteuil de dentiste vaut bien un fauteuil de président de la République.

« Il faut, dit-il au spécialiste, me sauver cette dent sans laquelle la vie ne vaut pas la peine d'être vécue.

« -C'est une ruine, dit le médecin, il vaut mieux arracher cette horreur et mettre à la place un beau dentier blanc et brillant. »

Lecanuet prévenu de l'infortune de son ami se mit aussitôt en campagne. Plongeant dans ses réserves, il choisit avec amour le plus beau dentier de sa collection. Il avait très peu servi, c'était celui des grandes occasions, le dentier des dimanches.

Le praticien reçut ce trésor avec respect et le déposa dans l'illustre mâchoire chiraquienne. L'objet prit sa place sans difficulté, il lui allait comme un gant, tant il est vrai que les mâchoires carnassiennes de l'opposition sont toutes de même nature ; prêtes à mordre tout ce qui passe à leur portée.

On déposa avec précaution le vieux chicot dans un récipient de cristal et cette relique fut l'occasion de grandes manifestations.

Chaque année à la même date une procession déroulait ses fastes sur le parvis de l'Hôtel de Ville de Paris.

Encadré par l'extrême droite de la police, le chicot déposé au cœur d'un ostensoir et porté par Jean-Marie Le Pen était présenté à l'adoration des foules.

On signale qu'à cette occasion, il y eut de nombreux miracles. Des caries furent guéries, des abcès disparurent sans laisser de traces.

Jacques Chirac étala son sourire, c'était un autre homme et le peuple saint crut voir en lui le nouveau messie.

Hélas ! Hélas ! Hélas ! la nature reprit vite ses droits. Bien que cette mâchoire ne fût qu'une prothèse, deux incisives se mirent à pousser longues et acérées. La nuit, Jacques le Vampire se mit à hanter les allées du pouvoir.

L'histoire est un éternel recommencement.

Collection Jean-Jaurès

CHALEUREUSE CORSE

En Corse on aime les gens qui tiennent parole: C'est pourquoi le président de la République, qui a tenu tous les engagement du candidat François Mitterrand pour l'île, a reçu un accueil souvent enthousiaste et toujours souriant

PAR JEAN-PIERRE BEDEI

(de notre envoyé spécial)

« LA Corse doit être elle-même. Mais la Corse c'est aussi la France. » Réaffirmer l'identité de l'île dans le cadre de la communauté nationale, telle est l'idée maîtresse sur laquelle a insisté François Mitterrand tout au long de son voyage officiel en Corse les 13 et 14 juin. D'entrée à Ajaccio devant environ 1 500 personnes qui s'étaient rassemblées sous les palmiers de la place Foch ornée de drapeaux tricolores et de bannières aux couleurs de la ville, le chef de l'Etat a tenu à s'adresser « au peuple corse » pour lui rappeler qu'il avait été le premier dès le 26 avril 1974 à proclamer « le droit à la différence et à l'identité culturelle de la Corse » et qu'il avait tenu ses promesses : « Singularité, spécificité, solutions particulières, autonomie administrative, une certaine autonomie, tel fut le vocabulaire de mes prédécesseurs qui ont reconnu qu'il convenait de poser ce problème mais dont aucun pour diverses raisons qui n'étaient pas toutes raisonnables n'a pu lui apporter une réponse. Le gouvernement que j'ai constitué, lui, l'a fait. Mais il l'a fait en refusant de séparer le peuple corse du peuple français et en réaffirmant l'appartenance de la Corse à la République française. »

Alors que les gouvernements précédents se contentaient de paroles ou de mesures de saupoudrage, la gauche, elle, est passée aux actes en proposant à la Corse des moyens d'assurer son propre développement. La différence est de taille. D'ailleurs, sur tous les plans, le président de la République François Mitterrand a tenu les engagements souscrits par le candidat socialiste François Mitterrand. Les séparatistes et autonomistes condamnés ont été libérés, la Cour de Sûreté de l'Etat a été supprimée et un statut particulier a été accordé à l'île. C'est sans doute une des raisons pour lesquelles la population dans l'ensemble a réservé un accueil plutôt chaleureux au chef de l'Etat. « Les Corses aiment les gens qui tiennent leurs engagements », faisait remarquer Ange Pantaloni, président du groupe socialiste à l'Assemblée régionale.

A l'issue de son allocution à Ajaccio, François Mitterrand a tenu à avoir un contact direct que sollicitait la population. « Enlevez-moi cette barrière », demanda-t-il au service d'ordre.



Sygma

François Mitterrand à Sartene.



A.f.p.

A la coopérative fromagère d'Appietto.

Avec Jean Zuccarelli, député-maire de Bastia.



Sygma

A Sartene, petit village du sud de la Corse sur lequel flotte une atmosphère que ne renieraient pas Pepone et don Camillo, les cloches sonnaient à toute volée pour saluer l'arrivée du président de la République. Dans chaque ville visitée et même devant la coopérative fromagère d'Appietto sur une petite route à quelques kilomètres d'Ajaccio, des poignées de riz et des pétales de roses étaient jetés sur le passage du président de la République en signe d'hospitalité. Mais l'expression de cette popularité a atteint son point culminant à Calvi. La population de cette très vieille cité s'était massée tout le long du parcours officiel depuis le port jusqu'à la mairie. Des réactions carrément enthousiastes.

Seule ombre (de faible portée) à ce voyage ensoleillé : l'arrivée à l'université de Corte, ancienne capitale historique de la Corse, nichée au cœur de l'île. Sortant du banquet républicain qui avait réuni près de 300 maires, François Mitterrand a été accueilli par une pluie de tracts jetés par quelques dizaines d'étudiants scandant : « F.l.n. », « F.l.n. ». François Mitterrand devait qualifier ce petit chahut de « révolte d'occasion ». De toute manière, rien de bien dangereux. Quant au F.l.n.c. comme il s'y était engagé il ne s'est pas attaqué à la personne du président de la République.

Au total François Mitterrand gardera de ce voyage en Corse le souvenir « d'une hospitalité généreuse et souvent chaleureuse ».

Reste que si ce voyage s'est déroulé dans un excellent climat, tous les problèmes d'une île « en proie à l'inquiétude », selon l'expression de Jean Zuccarelli député-maire de Bastia, sont loin d'être réglés. François Mitterrand a stigmatisé les « lenteurs à Paris » assurant que ce voyage pourrait servir à « mettre l'accélérateur ». Mais il a aussi exhorté les élus à assumer pleinement leurs responsabilités. Evoquant le rôle de l'Assemblée régionale, il a notamment déclaré : « Elle est incontestable dans sa réalité démocratique. A elle maintenant de faire son travail de justifier les espérances mises en elle et pour cela il ne faut pas se retourner du côté du président de la République et du gouvernement. C'est votre affaire. »

Certes il n'est pas rentré dans le détail des problèmes économiques et sociaux de la région comme il l'avait fait lors de son dernier voyage dans le Nord-Pas-de-Calais. Mais cinq jours avant ce voyage, Pierre Mauroy, interlocuteur privilégié de l'Assemblée régionale dans l'esprit de la décentralisation, avait annoncé des mesures complétant la politique mise en œuvre par le gouvernement en Corse. En matière de

(suite en page 4)



Le président de la République s'adressant à l'assemblée régionale corse. Sygma

ASSEMBLEE REGIONALE : DES ELUS REQUINQUES !

(de notre envoyé spécial)

LE voyage de François Mitterrand était l'occasion de faire un premier point de l'action et du fonctionnement de l'assemblée de Corse, dix mois après son élection. Seule assemblée élue au suffrage universel — et à la proportionnelle — , elle est considérée par le Pouvoir comme « une situation exemplaire sur le plan de la décentralisation ». L'originalité de cette institution et du statut particulier conférés à la Corse prouve à quel point le gouvernement est soucieux de répondre à la spécificité de l'île.

Il faut bien se garder de tirer un premier bilan pour trancher des dix mois de fonctionnement de l'assemblée régionale. Celle-ci connaît des difficultés administratives, économiques et politiques. Mais elle peut aussi s'enorgueillir d'avoir réglé un certain nombre d'importants dossiers.

Au chapitre des problèmes : la lenteur de la procédure entre l'assemblée régionale et l'administration parisienne. A Paris, on n'était pas préparé ni habitué à travailler dans cet esprit d'étroite collaboration. Consultation par le gouvernement des organismes locaux, préparation des décrets qui sont examinés devant l'assemblée régionale avant de retourner au gouvernement pour être enfin signés, ce long cheminement prend du temps. Une lourdeur que Prosper Alfonsi, président de l'assemblée, devait résumer en accueillant François Mitterrand à la préfecture d'Ajaccio : « Nous avons souffert depuis des mois des piétinements, des retards, des oublis, des malentendus et parfois, nous l'avons pensé, des réticences et des méfiances. »

Autre difficulté rencontrée par la nouvelle institution : l'insuffisance des moyens. D'autant plus qu'avec détermination et fierté les élus corses affichent des objectifs élevés. « Nous avons déploré que les moyens financiers qui nous paraissent indispensables à l'exercice des différentes compétences ne soient pas toujours à la mesure des charges transférées », regrettait Prosper Alfonsi.

Enfin, dans une Corse toujours turbulente, les problèmes politiques ne pouvaient pas être absents de la vie de l'assemblée. Dans sa logique extrémiste, le F.l.n.c. a tout intérêt que la « tentative réformiste » du statut particulier échoue. Quant à la droite, elle ne ménage pas ses efforts pour porter des coups à la nouvelle institution et donc à la politique de décentralisation. « On peut déceler chez certains élus de droite des comportements dictés par des manœuvres parisiennes pour remettre en cause le gouvernement », accuse Ange Pantaloni, président du groupe socialiste à l'assemblée.

Dirigées par un radical de gauche, les forces traditionnelles de gauche ne disposent que de vingt-deux sièges contre vingt-six à l'opposition. Mais les scissions au sein de la droite, l'attitude des autonomistes et des petits groupes (on pouvait être représentés à l'assemblée en obtenant 1,6 % des voix) modifient quelque peu la logique purement arithmétique et politique. C'est ainsi que avec beaucoup de mérite Prosper Alfonsi a pu faire voter le budget il y a quelques semaines. « Après concertation, les autonomistes de l'union du peuple corse (U.p.c.), d'Edmond Simeoni et le groupe des non-inscrits ont voté le budget avec la gauche, explique Pantaloni. Nous avons donc obtenu une majorité budgétaire. C'est heureux, car si nous n'avions pas pu voter le budget c'était la dissolution de l'assemblée. Sur le plan politique, il faut que nous passions un accord sur quelques points avec ceux qui ont voté le budget avec la gauche, afin d'élaborer un programme et une action vraiment construits et de déboucher sur une assemblée stable. »

La stabilité politique que seuls les Corses peuvent instaurer est un préalable capital à la poursuite du travail engagé par l'assemblée. Car, depuis dix mois, les élus ont tout de même réussi à œuvrer aussi avec efficacité. De nombreuses institutions ont été mises en place ou vont l'être très prochainement (conseil économique et social, conseil de la culture, de l'éducation et du cadre de vie, office hydraulique, office du développement agricole rural, office des transports et comité de coordination industriel).

Enfin, selon Pantaloni, l'ensemble des compétences doit être transféré le 31 juillet. D'autre part, les problèmes d'installation ont enfin été réglés, le rattachement des chemins de fer à la S.n.c.f. a été voté, le problème des liaisons avec le continent est à l'étude, le gel des travaux d'équipement de la centrale thermique du Vallio a été décrété sans oublier l'université dont l'existence ne sera plus remise en question chaque année. Enfin, de nombreux dossiers ont été apportés sur les bureaux des élus par les organismes locaux. « La population a confiance dans notre assemblée, à tel point que diverses associations et syndicats s'adressent à nous plutôt qu'à la mairie », explique Pantaloni.

Evoquant le statut particulier dont bénéficie la Corse, Prosper Alfonsi pouvait dégager des perspectives d'avenir devant François Mitterrand : « Le cadre est tracé. Il conforte pour la Corse un grand espoir : il justifie aussi une ambition. Il est l'instrument propre à nous aider à vaincre nos immenses difficultés. »

Incontestablement, l'assemblée régionale arrive à un tournant capital. Mais en réaffirmant devant les élus l'identité de la Corse dans l'unité nationale, en mettant au pied de ses responsabilités l'assemblée qui ne doit pas tout attendre de Paris et en l'assurant qu'elle élaborerait elle-même son propre projet de développement, François Mitterrand a, semble-t-il, instauré un climat de confiance entre le gouvernement et la Corse. « Même la droite n'a rien trouvé à redire au discours du président de la République », conclut Pantaloni.

Ainsi, ce voyage du chef de l'Etat devrait impulser un nouvel élan politique à l'assemblée. Désormais, il serait bien étonnant qu'un effort ne soit pas accompli pour favoriser les relations à tous les niveaux entre l'île de Beauté et Paris. En tout cas, jamais les prolongements concrets d'une visite dans une région d'un président de la République ne sont attendus avec autant d'impatience et d'espoir qu'en Corse depuis que François Mitterrand a regagné le continent.

JEAN-PIERRE BEDEÏ

(suite de la page 3)

développement économique et social ces décisions donnent les moyens d'améliorer les infrastructures et les communications, de développer la formation et les recherches, de valoriser les potentialités locales industrielles, d'aider l'agriculture et de promouvoir le tourisme. Concernant le statut particulier, douze chargés de mission sont mis à disposition de la région qui en outre bénéficie d'une subvention de 25 millions de francs pour l'installation du nouveau siège. Bref, François Mitterrand n'est pas le seul centre d'intérêt en Corse. Le problème de la sécurité revêt bien sûr une grande importance comme en témoignaient les banderoles à l'entrée de la nouvelle préfecture de Bastia. A ce sujet le chef de l'Etat a été ferme : « La violence peut être considérée comme un épiphénomène. Non par ce qui la provoque et qui vient des profondeurs mais par son expression. Il ne faut pas la mésestimer mais la soigner comme il convient en cherchant à mieux comprendre l'âme corse. Il n'est pas possible qu'elle se perpétue ou s'étende car ce serait offenser la loi... L'Etat est là pour assurer la paix civique... La République sera sans complaisance et montrera à chacun où se trouve son devoir qui passe par la préservation de l'unité nationale et l'affirmation de la personnalité corse. » Une condamnation très nette de la violence en complète harmonie avec les sentiments de la très grande majorité du peuple corse.

Enfin, même si elle a été abordée de manière relativement discrète au cours de ce voyage, la politique nationale n'a pas été totalement absente des déclarations de François Mitterrand dans lesquelles il était difficile de ne pas voir un avertissement à ceux qui émettent des revendications catégorielles : « J'ai appelé tous les Français en toutes circonstances à comprendre que le redressement national qui nous importe à tous devait commencer par le sentiment ou plutôt par la certitude que toute justice entre nous allait désormais régir nos rapports, plus de justice, la fin des privilèges entre les individus, les groupes, les régions. Le redressement national devait commencer par là et il finira aussi par là, à savoir que le gouvernement doit poursuivre sa route et quand il le faut imposer des mesures nécessaires au redressement, sans tenir compte des intérêts particuliers s'ils nuisent à l'intérêt national mais en veillant toujours à préserver et à transformer notre société en ce qu'elle a de nécessaire dès lors qu'elle est injuste... Quoi, nous ne serions pas capables de passer une crise et nous en avons connu d'autres ? Elles furent surmontées en fin de compte par l'alliance profonde d'un peuple et de ceux qui s'exprimaient pour lui. » Quoi de plus naturel que ces considérations d'ordre national puisque la Corse c'est aussi la France ! ●

EXCLUSIF

LA VRAIE PENSEE DE CHIRAC SUR L'EUROPE

JACQUES Chirac serait-il victime d'un génial faussaire ? Depuis quelques jours circulent dans Paris un texte, des « petites phrases » tendant à faire croire que le « patron » du R.p.r. se serait converti à une « certaine idée de l'Europe » chère, par exemple, à Valéry Giscard d'Estaing.

On ne dira jamais assez le mal que peuvent faire les faussaires en politique. Jouant sur la faculté d'oubli des peuples, sur la timidité d'hommes politiques n'osant plus démentir une information, ils pratiquent à grande échelle ce que les spécialistes appellent la désinformation. Jacques Chirac vient d'en être victime, et la presse — trop docile ? — répète, depuis une semaine, qu'aujourd'hui le R.p.r. serait favorable à une Europe vraiment européenne.

« L'Unité », sans vouloir se mêler des problèmes de la droite, tient, pour que les Français puissent prendre la mesure des manœuvres indignes qui se déroulent, à publier un texte de Jacques Chirac. Ce texte est authentique. C'est lui qui l'a écrit, quasiment seul. C'est lui qui l'a lu, distribué. Durant de longs mois il l'a commenté. Ce texte peut donc être considéré comme reflétant les pensées les plus « profondes » du maire de Paris. Et il montre bien que la campagne actuelle est l'œuvre de faussaires.

Certes, ce texte date. Il a été écrit le 6 décembre 1978. Mais qui pourrait penser que depuis Jacques Chirac a changé d'avis à ce point, qui pourrait croire qu'un homme qui se déclare responsable, qui brigue Dieu sait quelle responsabilité, puisse adorer ce qu'hier il brûlait ? Peut-on croire que le R.p.r. et son leader pratiquent la politique de la girouette ? Peut-on croire que jugeant une politique ils se refusent de faire la moindre proposition ? Peut-on penser qu'il ne s'agirait que d'une « manœuvre électorale » ? Il faut donc lire ce texte — le vrai — pour comprendre qu'aujourd'hui des menteurs, des faussaires sont à l'œuvre. Qu'il s'agisse de l'Europe ou de tous les autres thèmes de la vie nationale, il faut les dénoncer. Jacques Chirac devrait d'ailleurs nous remercier.

IL est des heures graves dans l'histoire d'un peuple où sa sauvegarde tient toute dans sa capacité de discerner les menaces qu'on lui cache.

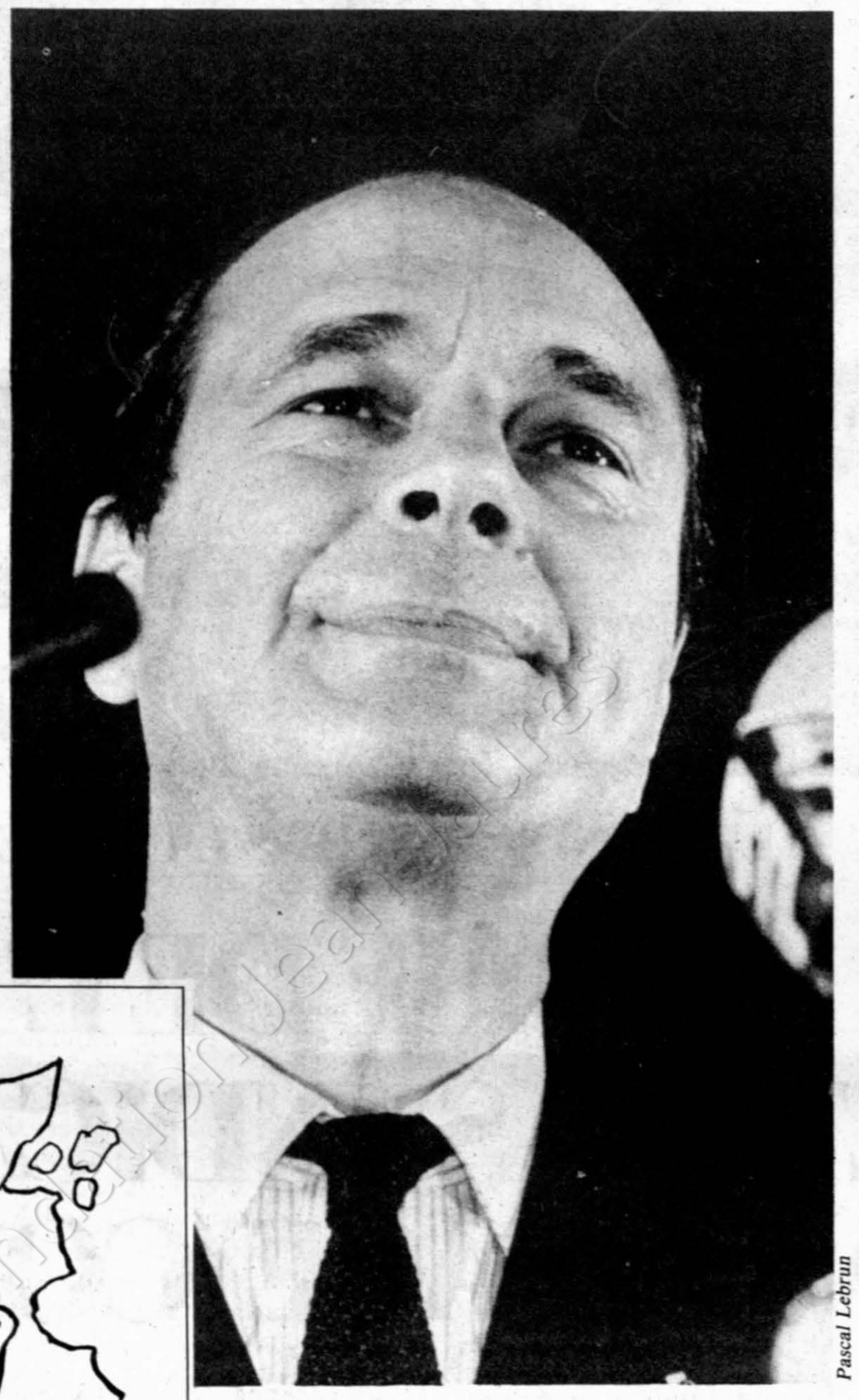
L'Europe que nous attendrions et désirions, dans laquelle pourrait s'épanouir une France digne et forte, cette Europe, nous savons depuis hier qu'on ne veut pas la faire.

Tout nous conduit à penser que derrière le masque des mots et le jargon des technocrates, on prépare l'inféodation de la France, on consent à l'idée de son abaissement.

En ce qui nous concerne, nous devons dire non.

En clair, de quoi s'agit-il ? Les faits sont simples, même si certains ont cru gagner à les obscurcir.

L'élection prochaine de l'Assemblée européenne au suffrage universel direct ne saurait intervenir sans que le peuple français soit exactement éclairé sur la portée de son vote. Elle constituera un piège si les électeurs sont induits à croire qu'ils vont simplement entériner quelques principes généraux, d'ailleurs à peu près incontestés quant à la nécessité de l'organisation européenne, alors que les suffrages ainsi



Pascal Lebrun



captés vont servir à légitimer tout ensemble les débordements futurs et les carences actuelles, au préjudice des intérêts nationaux.

1) Le gouvernement français soutient que les attributions de l'Assemblée resteront fixées par le traité de Rome et ne seront pas modifiées en conséquence du nouveau mode d'élection. Mais la plupart de nos partenaires énoncent l'opinion opposée presque comme allant de soi, et aucune assurance n'a été obtenue à l'encontre de l'offensive ainsi annoncée, tranquillement, par avance. Or, le président de la République reconnaissait, à juste raison, dans une conférence de presse récente, qu'une Europe fédérale ne manquerait pas d'être dominée par les intérêts américains. C'est dire que les votes de majorité, au sein des institutions européennes, en paralysant la volonté de la France, ne serviront ni les intérêts français, bien entendu, ni les intérêts européens. En d'autres termes, les votes des quatre-vingt-un représentants français pèseront bien peu à l'encontre des trois cent vingt-neuf représentants de pays eux-mêmes excessivement sensibles aux influences d'outre-Atlantique.

Telle est bien la menace dont l'opinion publique doit être consciente. Cette menace n'est pas lointaine et théorique : elle est ouverte, certaine et proche. Comment nos gouvernants pourront-ils y résister demain, alors qu'ils n'ont pas été capables de la faire écarter dans les déclarations d'intention ?

2) L'approbation de la politique européenne du gouvernement supposerait que celle-ci fût clairement affirmée à l'égard des errements actuels de la Communauté économique européenne. Il est de fait que cette Communauté — en dehors d'une politique agricole commune, d'ailleurs menacée — tend à n'être, aujourd'hui, guère plus qu'une zone de libre-échange favorable peut-être aux intérêts étrangers les plus puissants, mais qui voue au démantèlement des pans entiers de notre industrie, laissée sans protection contre les concurrences inégales, sauvages ou qui se gardent de nous accorder la réciprocité. On ne saurait demander aux Français de souscrire ainsi à leur asservissement économique , au marasme et au chômage. Dans la mesure où la politique économique propre au gouvernement français contribue pour sa part aux mêmes résultats, on ne saurait davantage lui obtenir l'approbation sous le couvert d'un vote relatif à l'Europe.

3) L'admission de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté soulève, tant pour nos intérêts agricoles que pour le fonctionnement des institutions communes, de très sérieuses difficultés qui doivent être préalablement résolues, sous peine d'aggraver une situation déjà fort peu satisfaisante. Jusque-là, il serait d'une grande légèreté, pour en tirer quelque avantage politique plus ou moins illusoire, d'annoncer cette admission comme virtuellement acquise.

4) La politique européenne du gouvernement ne peut, en aucun cas, dispenser la France d'une politique étrangère qui lui soit propre. L'Europe ne peut servir à camoufler l'effacement d'une France qui n'aurait plus sur le plan mondial, ni autorité, ni idée, ni message, ni visage. Nous récusons une politique étrangère qui cesse de répondre à la vocation d'une grande puissance, membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies et investie de ce fait de responsabilités particulières dans l'ordre international.

C'est pourquoi nous disons NON.

Non à la politique de supra-nationalité.

Non à l'asservissement économique.

Non à l'effacement international de la France.

Favorables à l'organisation europeénne, oui, nous le sommes pleinement. Nous voulons, autant que d'autres, que se fasse l'Europe. Mais une Europe européenne, où la France conduise son destin de grande nation. Nous disons non à une France vassale dans un empire de machands, non à une France qui démissionne aujourd'hui pour s'effacer demain.

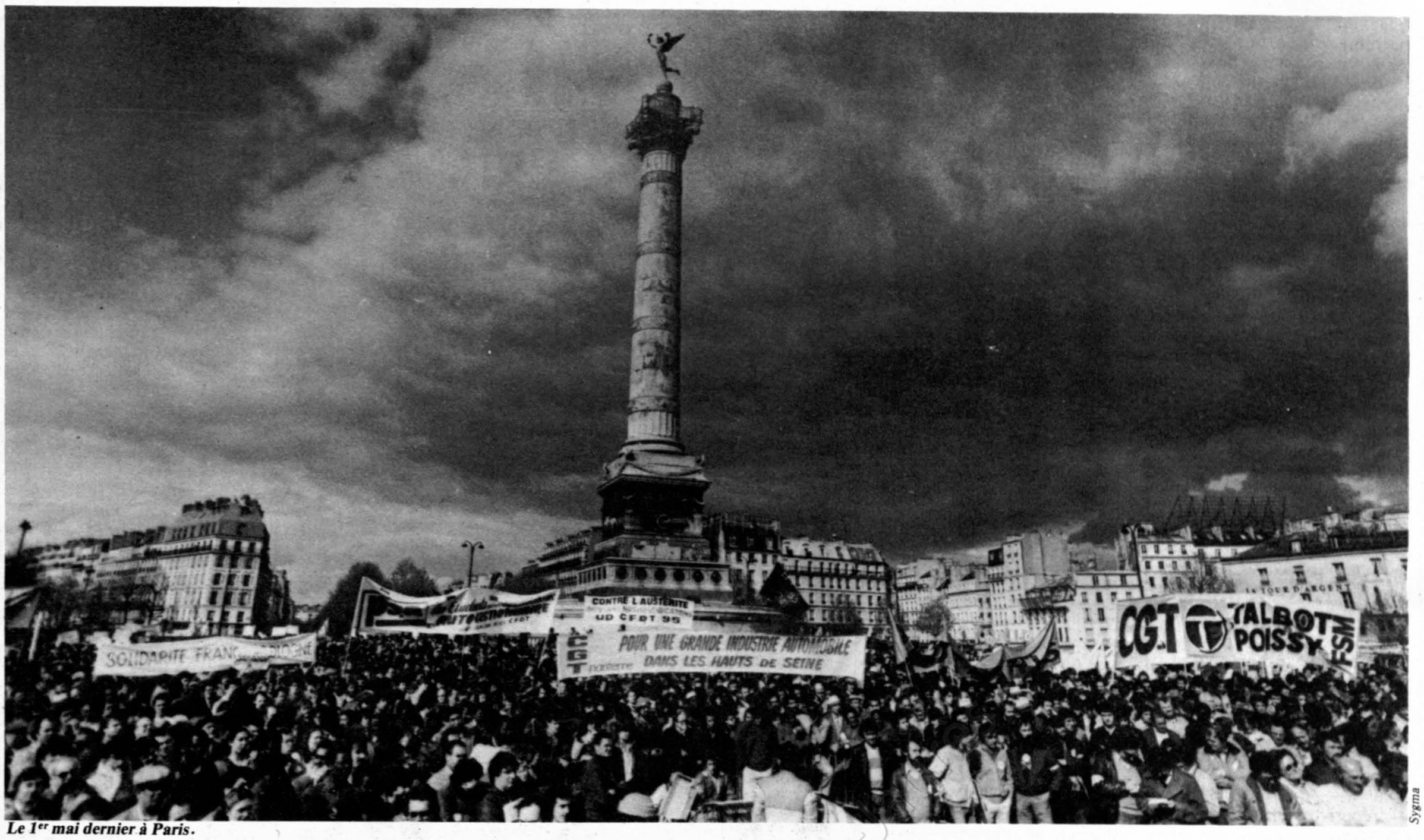
Puisqu'il s'agit de la France, de son indépendance et de son avenir, puisqu'il s'agit de l'Europe, de sa cohésion et de sa volonté, nous ne transigeons pas. Nous lutterons de toutes nos forces pour qu'après tant de sacrifices, tant d'épreuves et tant d'exemples notre génération ne signe pas, dans l'ignorance, le déclin de la patrie.

Comme toujours quand il s'agit de l'abaissement de la France, le parti de l'étranger est à l'œuvre avec sa voix paisible et rassurante. Français, ne l'écoutez pas. C'est l'engourdissement qui précède la paix de la mort.

Mais comme toujours quand il s'agit de l'honneur de la France, partout des hommes vont se lever pour combattre les partisans du renoncement et les auxiliaires de la décadence.

Avec gravité et résolution, je vous appelle dans un grand rassemblement de l'espérance à un nouveau combat, celui pour la France de toujours dans l'Europe de demain.

(Déclaration du 6 décembre 1978) connue sous le nom d'« Appel de Cochin ».)



Sygma

Le 1er mai dernier à Paris.

LES SYNDICATS DANS LA SOCIETE FRANÇAISE

II. LA CRISE DE L'ADHESION ET DU SYNDICALISME: UN PAYSAGE CONTRASTÉ

PAR CLAUDE JADOUL

EFFRITEMENT des « bastions » traditionnels pour la C.g.t., échec relatif du «recentrage » cédétiste, renforcement du bloc réformiste F.o., C.f.t.c. et C.g.c. : la réalité syndicale française est bel et bien plurielle. Et, en 1983, on est fort loin des grands élans unitaires de 1936. Le paysage syndical français change en profondeur et à un rythme accéléré depuis ces dernières années. La donne, on le pressent confusément, se modifie. Et les idées reçues en plus. Avec en arrière-fond, un formidable « révélateur » des faiblesses et des points de force de chacun : la situation née du 10 mai.

Depuis la victoire de la gauche, l'audience syndicale stagne inexpliquablement, expliquions-nous la semaine dernière (1). Mais il n'y a pas que l'audience. Les syndicats trinquent également en terme d'adhérents. Et le militantisme n'est plus ce qu'il était. « Le 10 mai a eu des effets pervers sur notre action », m'expliquait dernièrement, avec une belle franchise, un gradé parmi les gradés du syndicalisme. Encore faudrait-il savoir pourquoi, et ne pas mêler sa voix au concert des lamentations. Edmond Maire et Henri Krasucki ont au moins une obsession en commun : la « ligne bleue » des adhésions.

Il y a vingt ans, un travailleur actif sur quatre était syndiqué. Mais on parlera bientôt d'un rapport de 1 à 5, si rien n'arrête la désaffection qui touche les organisations syndicales. Oui, mais comment « isoler » l'étrange virus désyndicalisateur qui frappe C.g.t., et C.f.d.t., avec des degrés dans l'intensité ? Chacun a sa recette, « son » explication, le « Stal » comme le « moderniste ». Et, bien entendu, elles ne coïncident pas. Le publicitaire Seguela, parfois mieux inspiré, exécute les syndicats d'un trait acéré : « tous des ringards ». Facile. Mais c'est vrai que « l'image de marque » des confédérations ouvrières n'est ni séduisante ni attractive...

Pour une anémie foudroyante

Encore faudrait-il « relativiser » le phénomène actuel de désyndicalisation. Il est loin d'atteindre en ampleur l'anémie foudroyante qui frappa le mouvement syndical français au moment de la guerre froide, lorsque la tendance F.o. quitta la C.g.t.

Une chose aussi : l'adhésion syndicale a toujours été, historiquement, un phénomène restreint en France. Depuis la Charte d'Amiens, le taux de syndicalisation est resté faible, avec des variations peu considérables. La théorie des « minorités agissantes » est bien enracinée. Une bonne explication à cela : les conditions d'un syndicalisme de masse n'existent pas, à commencer par l'inexistence d'une social-démocratie vigoureuse qui s'articule, précisément, sur des relais puissants en terres ouvrières : coopératives, mutuelles, syndicats. ici pas de Trade Unions qui « font » les congrès du Labour, pas de couple D.g.b.-S.p.d., comme en Allemagne, pas de liens organiques « à la belge » (où la F.g.t.b. a ses représentants au bureau du P.s. comme les mutuelles ou les coopératives). Pas d'illusions, donc, les conditions ne sont pas réunies, en France, pour « faire » un taux de syndicalisation de 85 % (et même plus dans certaines régions) comme en Belgique. Et « l'empire » de la F.e.n. est l'exception qui confirme la règle, avec son enchevêtrement de réseaux multiples, financiers notamment. Mais la F.e.n. n'est pas une « vraie » confédération...

Ces bonnes explications « structurelles » n'expliquent pourtant pas tout, à commencer par l'absence d'élan des travailleurs français vers les « acteurs du changement » privilégiés que devraient être les syndicats. Tout, à commencer par l'histoire, aurait dû faciliter une remontée. Comme l'engouement qui a suivi la guerre de 1914-1918 — la volonté de ne « plus jamais revoir ça » —, ou encore le formidable élan de recrutement du printemps de 1936, après la victoire du « Front popu ». Sans compter l'essor exceptionnel des années 1944-1946, ou même la « pointe » de 1968. En 1981-1983, rien. Pire encore...

« Pourquoi le coq ne se syndique-t-il pas ? » René Mouriaux (2) cite Jean-Richard Bloch qui écrivait en 1911 : « Entre chaque crise, le syndicalisme français perd ses cotisants, ses sections et sa doctrine. Il fait penser à l'armée espagnole du temps des ''prononciamientos'' : des cadres énergiques, mais point de troupe. »

« Entre chaque crise », un début d'explication à la situation actuelle. De fait, la rupture de l'union de la gauche et la mise au rancart du programme commun par le P.c.f. n'ont pas facilité les choses. Un grand élan mobilisateur a été stoppé net, ce qui n'arrange jamais les choses. La C.g.t. et, dans une moindre mesure, la C.f.d.t., en paient toujours les conséquences. A trop désespérer Billancourt...

Répression féroce ou latente

Mais le syndicalisme minoritaire a un fervent supporter : le patronat français. Contrairement à nos voisins, la bourgeoisie française ne s'est jamais accommodée d'un syndicalisme représentatif, d'un partenaire. Le C.n.p.f. et ses prédécesseurs ont toujours cherché à limiter, au maximum, l'existence d'une vie syndicale sur le terrain partant d'une vision fort courte : « Pas de syndicalistes d'entreprises, pas de problème. » Avec, à la clé, une répression féroce ou latente, selon les époques. Et les lois Auroux ne sont jamais qu'une mise à jour (sur le haut) par rapport aux situations européennes. Un exemple : les sections syndicales et les

délégations prennent, officiellement, racine depuis 1968. Et entre 1945 et 1968, il s'est passé beaucoup de choses, de ce point de vue, en Allemagne, en Autriche, dans le Bénélux, en Italie. En France, le statu quo, ou presque.

Raison de plus pour les syndicats d'« impulser » réellement les lois Auroux. On est loin du compte et le contenu des accords d'entreprises sur le droit d'expression manque parfois d'imagination. On signe, mais du bout des lèvres. Et il y a un risque de bâcler des accords d'ici à la nuit du 4 août, date limite de l'application du fameux droit d'expression. Alors, les patrons cherchent à « récupérer » un maximum. Et le C.n.p.f. n'est pas avare de « conseils » en ce domaine, des conseils restrictifs bien sûr. Une manœuvre claire : dans certains cas le C.n.p.f. s'essaie à mettre en place des versions améliorées des « cercles de qualité » proposés — sous Giscard — par une frange « éclairée » du patronat...

De ce point de vue, le « blocage » de F.o. à l'égard des lois Auroux sert opportunément le patronat ! Et, du côté cégétiste, on demeure hésitant à confier des responsabilités aux « simples » travailleurs dans le cadres des lois Auroux, notamment à propos du droit d'expression. On préférerait, sans le dire trop ouvertement, accroître le *volume des crédits* d'heure et le nombre des permanents. Bilan : sur cent « groupes d'expression », près de quatre-vingts ont confié la tâche de rapporteur — le verrou de l'activité réelle — à des cadres d'entreprise... Manque de confiance en soi ? Absence de militants formés ? Une chose est sûre, le mouvement « du bas » relaie mal celui du « haut ». Et les patrons tirent les marrons du feu.

Les syndicats ne sont pas seuls en cause ; la crise et le chômage ont emporté un bon paquet d'adhérents dans la tourmente. On licencie les syndiqués et les militants par priorité. Et beaucoup d'entre eux se retrouvent dans la cohorte des deux millions de chômeurs. L'absence sur le terrain de ces demi-soldes du syndicalisme pèse lourdement sur l'action quotidienne. La chute des effectifs syndicaux s'explique pour partie, mais pour partie seulement, par les coupes claires qui ont affecté le salariat le plus combatif et le mieux formé, celui des « bastions » cégétistes entre autres.

Ajoutez à cela le trouble qui règne dans les esprits cégétistes et cédétistes confondus depuis 1978. L'ensemble de la C.f.d.t. n'a pas accepté, comme un seul homme, le « recentrage » d'Edmond Maire. Et des grincements se font parfois entendre dans l'appareil lui-même. Eugène Descamps, ce n'est un secret pour personne, n'apprécie guère la mise au rancart de l'unité d'action. Et son absence lors du dernier congrès de la C.f.d.t. n'a pas d'autre explication. On lui a même prêté l'intention de livrer ses réflexions dans un ouvrage à deux voix, écrit en commun avec Georges Séguy... Des tiraillements aussi, des remises en cause de plus en plus ouvertes : l'opposition à Maire s'exprime avec plus de vigueur, même s'il s'agit d'un phénomène qui n'atteint pas celui de « Reconstruction ».

Dernière grogne en date, celle de Daniel Richter, le leader C.f.d.t. de Renault-Flins — traité de gauchiste dans sa confédération — qui s'en prend, dans « le Monde » avec quelques compagnons, à la ligne officielle de sa centrale et à son leader. Et de « grosses » fédérations — Hacuitex, les impôts, etc. — passent insensiblement à la fronde. En cause, une conception jugée parfois irréaliste des « nouvelles solidarités » qui passent mal à la base, lorsqu'elles ne sont pas, purement et simplement, niées par certaines sections cédétistes qui agissent en total désaccord avec la ligne officielle, notamment sur la question des « compensations » horaires. Et qui se retrouvent au coude à coude avec les copains de la C.g.t. lorsqu'il s'agit de causer pouvoir d'achat. Manifestement, il y a plus qu'un hiatus entre l'Etat-major et les troupes. Le prochain congrès sera chaud.

Perte de substance spectaculaire

Ce trouble des esprits se reflète dans les statistiques officielles d'effectifs (3). Après avoir plafonné a 1 077 071 adhérents en 1977, à la veille du « recentrage », les chiffres de la confédération sont tombés à 949 350 unités, soit une chute de près de 130 000 membres. La C.f.d.t. « trinque », elle aussi, malgré les apparences. Jean Kaspar, le numéro 2, l'affirme : « Nous avons stoppé l'hémorragie », tout en avouant aussitôt qu'elle était de l'ordre de 1,5 à 2 % durant la denière période. Cette perte de substance n'est évidemment pas aussi spectaculaire que celle de la C.g.t. qui avoue publiquement avoir perdu quelques 400 000 membres entre 1974 et 1980, passant de 2 046 336 à 1 634 375 affiliés actifs (à l'exclusion des retraités dont le chiffre reste presque stable). Et la C.g.t. est passée sous la barre des deux millions en 1978, époque de la rupture de l'union de la gauche. Un hasard qui ne l'est pas. Sa principale fédération, celle des métaux, a été ramenée à 250 000 adhérents en 1983, venant de 420 000 en 1975, déclarait récemment son secrétaire général André Sainjon. Mais dans ce cas, les causes sont principalement structurelles : la restructuration de la sidérurgie. F.o. n'a pas été touchée, apparemment, par cette désyndicalisation. En 1975, la centrale de Bergeron a vendu plus de 900 000 cartes, suivant en cela une progression régulière (798 948 cartes vendues en 1968). Depuis 1975, peu d'indications précises mais les rapports des derniers congrès indiquent une progression de recettes de trésorerie de l'ordre de 30 %, entre 1973 et 1979, ce qui est considérable. Aujourd'hui, les effectifs réels de F.o. devraient graviter aux alentours du million (y compris les retraités). Avec un arrêt de la progression des effectifs en 1980 et 1981, reconnaissent les dirigeants de la centrale. Manifestement, le syndicalisme de protection fait recette, à son niveau minoritaire en terme d'audience, tout en agrégeant des couches hostiles à d'autres formes de syndicalisme, certaines franchement à droite ou à l'extrême droite. C'est ce qui explique le déclin du caractère socialiste de F.o. Qui pratique une stratégie de contacts tous azimuts et se refuse, par exemple, à accorder un préjugé favorable au gouvernement de gauche. Ou plutôt : F.o. ne fait pas de distinction entre équipe de gauche ou de droite, comme le dit très clairement André Bergeron. Et cela à l'inverse de la C.g.t. et de la C.f.d.t.

Situation plurielle donc au plan des adhésions. Vrai aussi pour le militantisme qui est variable d'une centrale à l'autre. Pas de jugement à l'emporte-pièce de ce point de vue : il y a toujours eu des à-coups dans le syndicalisme français, explique René Mouriaux. Mais là encore, la « césure » de 1978 joue à plein. « Il y a des éclopés », dit René Mouriaux, comme il y en a toujours eu au lendemain des crises importantes. Un phénomène nouveau pourtant depuis 1968 : les interrogations, les remises en cause se font plus insistantes. « Les jeunes militants s'identifient mal à la situation. » Et supportent mal les virages, les initiatives brutales. Le soutien de la C.g.t. à la candidature de Georges Marchais, par exemple, a été plus mal ressenti par les nouvelles couches syndiquées que par d'autres. Et, d'une manière générale, le « cordon ombilical » avec le P.c.f. n'est plus accepté « comme allant de soi ».

Affaire de niveau culturel. Le militantisme a été un formidable moyen de promotion sociale. « C'était le seul pour beaucoup d'ouvriers », dit Mouriaux. De ce point de vue également, les choses changent. La « carrière syndicale » n'est plus aussi attractive dès lors que la société n'est plus aussi figée, que les « ponts » fonctionnent mieux entre classes sociales. Plus grave. On entend, de plus en plus, des « je refuse de me faire bouffer ». Dur pour le syndicalisme français qui a longtemps reposé sur le « militantisme total ». Eh oui, la société de consommation fait des ravages, les militants ne sont plus ce qu'ils étaient. Il y a la famille, le sport, la convivialité, les vacances. Alors, pense Krasucki, il est nécessaire de faire peser le poids du militantisme sur un plus grand nombre d'épaules, sinon le système va craquer. Et si la C.g.t. pense désormais en termes de « structures plus proches des travailleurs » (Henri Krasucki), c'est que les militants intermédiaires donnent des signes d'essoufflements. Il faut aussi compter avec les éléments « conjoncturels ». Les militants de 1983 ne voient pas tellement clair, les perspectives sont un peu brouillées. Bien sûr, il y a l'accord de gouvernement de 1981, mais... est-on bien sûr que ces données apparaissent clairement aux militants syndicaux en 1983. Et si les états-majors des partis « remettaient » ça ? Prudence, pas trop d'engagement. Un homme comme Edmond Maire, ce n'est un secret pour personne, avait tablé sur la réélection de Giscard, il en subsiste quelque chose parmi les militants cédétistes. Et le cégétiste d'appareil communiste et tout, et tout, ne souhaitait sûrement pas l'élection de François Mitterrand... Passons. Quant à Bergeron, il s'accommodait fort bien du régime précédent dont il était, en quelque sorte, l'interlocuteur privilégié, celui qui signait les accords dont les autres ne voulaient pas...

La principale « mamelle » du syndicalisme, ce sont les perspectives claires. Jurerait-on qu'elles soient limpides pour le syndicaliste lambda, hormis qu'il y a un gouvernement de gauche et qu'il voudrait bien qu'il reste en place ? La question du maintien — ou non — du P.c.f. au gouvernement obsède les esprits à la C.g.t. « Tu disais le contraire il y a deux ans », mais aussi « a-

(suite en page 8)

A.f.p.









Manifestation F.o. : on reconnaît Dominique Baudis, maire de droite de Toulouse au premier rang.

Gamma



(suite de la page 7)

t-on raison de soutenir le nouveau gouvernement ? » Autre exemple : la politique charbonnière ne correspond plus tout à fait aux perspectives de la C.g.t. « Bien sûr, on a ouvert le puits de Ladrecht, près d'Alès mais Mitterrand a dit que... » Difficile cette mutation vers un syndicalisme de participation, dur d'avaler le plan de rigueur au nom de perspectives à plus long terme. Dur de canaliser les débordements anti-unitaires de certains. Et faut-il que la situation soit tendue pour que l'on fasse sortir Georges Séguy de sa retraite de cheminot ?

Aggiornamento, vous avez dit aggiornamento, un mot italien ça. Et Dieu sait qu'à la C.g.t. « être italien » n'était pas bien vu il y a quelques années — comme au P.c.f. Mais voilà, il y a peut-être des idées à « piquer » à la C.g.i.l., chez Lama et Trentin, inspirateurs pour une part des lois Auroux.

Bref, on commence à percevoir que « les syndicats français sont des acteurs, bien sûr, mais aussi des produits de la société française ». Et que celle-ci a évolué.

« Si la C.g.t. est ouvriériste, c'est parce que la société française établit un cloisonnement poussé entre intellectuels et manuels », analyse René Mouriaux.

Un cas quasi unique en Europe. La notion de cadre n'a pas la même force ailleurs, par exemple. « En France, d'une manière générale, les groupes sociaux sont plus étanches », cela aussi cela détermine une stratégie « ouvriériste » dont la C.g.t. a peine à sortir. Et si le Sgen tient le haut du pavé à la C.f.d.t., c'est aussi parce que la centrale de Maire « mord » peu en milieu ouvrier. Pas un hasard non plus l'autonomie de la F.e.n. : « Il traduit bien l'élitisme du milieu intellectuel français ; c'est un reflet. »

Le syndicalisme pressent que l'ensemble de cette « donne » peut changer avec le pouvoir de gauche, ne fût-ce que par l'écrasement de la fourchette des revenus. Mais en même temps, il y a le poids des contradictions, des privilèges à défendre, ceux des contrôleurs aériens, par exemple. Le poids des acquis, même injustifiables. Et puis il y a la crise, la problème nº 1 des syndicats. Pas de réponse unique là-dessus, pas d'analyse commune. « La C.f.d.t. pense intimement que le recul du pouvoir d'achat est inévitable » ; la C.g.t. et F.o. sont d'un avis diamétralement opposé. Et lorsqu'on parle « inégalité », la C.f.d.t. « pense d'abord inégalité au sein des salariés ». Réponse plurielle. Les uns s'accrochent au schéma de 1936, les autres pratiquent un « modernisme systématique » qui les conduit, parfois, à anticiper sur les demandes patronales... Il y a des ajustements nécessaires, O.k. les horaires mobiles par exemple, mais certains militants cédétistes se demandent : « Pour négocier, il ne faut pas que nos positions coïncident aux besoins du patronat, sinon de quoi avons-nous l'air ? » Et d'exprimer en somme : « Pas de modernisme à tout prix. »

« Flou » artistique

Déblocage par contre du côté de la C.g.t. qui est davantage partie prenante. N'a-t-elle pas signé la nouvelle convention sociale sur la sidérurgie ? Manifestement , « Krasu » s'essaye à « ne plus être en dehors du coup ». Cultivons donc notre jardin. Le train est lancé. Et les militants se reprennent à discerner une ligne. En revanche, à la C.f.d.t. « il y a un potentiel *qui se* tarit. La ligne du sommet est imposée. La C.f.d.t. pose de vrais problèmes, mais ne se donne pas les moyens de les résoudre », pense Mouriaux. Dangereux pour une organisation qui a rassemblé un « capital intéressant ».

Après tout, la C.f.d.t. a fait la grève de l'E.d.f. comme les autres centrales, « privilèges » ou pas. Croisée des chemins, choix, la rue Cadet ne pourra pas naviguer indéfiniment dans un « flou » artistique. Maire n'a pas réussi son pari : devenir la première centrale française, à la manière fourre-tout. Le prix de la rupture de l'unité d'action est lourd, et finalement pas payant. Alors plus d'un cédétiste voudrait bien en revenir à l'époque bénie ou le tandem Séguy-Descamps avait au moins un mérite : donner confiance, gonfler les effectifs de la C.f.d.t. d'une manière surprenante. Et si « Krasu » se mettait vraiment à l'heure italienne, s'il se décidait à faire sauter les freins internes à la C.g.t. comme il l'annonce, s'il construisait sa légitimité sur la continuité, s'il s'adressait aux nouvelles couches, si, si... Si tout simplement le mouvement syndical mettait les pendules à l'heure du changement. ●

(1) « L'Unité » nº 517 du 10 juin 1983.

(2) Auteur de « les Syndicats dans la société française », Presse de la Fondation des sciences politiques, 98 F, mai 1983 et de « la C.g.t. », inédit politique, éditions du Seuil, 1982.

(3) « Syndicalisme » nº 1952 — 17 février 1983.

Sans vous, la France aura du mal à devenir ce que vous voulez.

Depuis 1981 beaucoup a été fait mais
beaucoup reste à faire pour gagner la bataille pour
une France de gauche.

Ne restez pas au bord du chemin.
Le gouvernement et la gauche ont besoin de vous.

C'est maintenant qu'il faut rejoindre le Parti Socialiste
pour travailler aux côtés du gouvernement
pour connaître la vérité des faits
pour apporter votre contribution au débat.



Adhérez maintenant au Parti Socialiste

Contactez les socialistes de votre commune ou de
votre entreprise ou écrivez à :
Parti Socialiste. 10, rue de Solférino.
75333 PARIS CEDEX 07.

ATTENTION, PIEGES...

L'avenir des Français mérite mieux que le débat truqué que la droite et la presse entretiennent sur l'économie

PAR GUY PERRIMOND

DEPUIS plus de deux ans, maintenant, la droite poursuit, imperturbable, le même discours : semaine après semaine elle annonce aux Français que demain sera pire qu'hier, que « l'échec de la gauche » est déjà patent. On pourrait dresser le long catalogue des thèmes retenus. Tout d'abord les « tout public » comme celui sur « l'incompétence » technique de la gauche. A croire que seuls les leaders de l'U.d.f. et du R.p.r. ont su acquérir le savoir nécessaire pour gérer un Etat ! A croire que seuls les gênes — ou l'éducation —, hérités — ou acquis —, par le personnel politique conservateur leur confèrent la légitimité nécessaire pour gouverner ! Jacques Chirac l'a d'ailleurs avoué à voix basse en déclarant : « Pour moi la légitimité dépasse même la légalité. » Ce qui en clair signifie que lui seul détermine qui est « légitime », puisque la légalité — c'est-à-dire la légitimité donnée lors d'un scrutin — ne pèse pas assez lourd...

Puis sont venus les thèmes sectoriels : ceux sensibles à telle couche sociale, à telle corporation. Dialecticiens en diable, sachant exacerber les craintes nées de la crise, utiliser les freins au changement que sont les corporatismes ou l'impatience face aux mutations, les propagandistes de l'opposition ont su utiliser la « dictature de l'indice », la conjuguant aux facultés d'oublis, pour « piéger » la gauche.

Enfin, tentant de coaliser ces groupes disparates, un retour en force du catastrophisme est décelable ces dernières semaines. Avec un accent marqué sur « l'égalitarisme » — comme si la France souffrait d'abord de cela —, sur « l'endettement », etc.

Il est donc nécessaire, si l'on veut que les Français participent à l'effort collectif de redressement engagé depuis deux ans, de ne pas se laisser prendre aux pièges qui nous sont tendus. Et pour cela de bien mesurer d'où l'on est parti, vers où l'on veut aller, quel est le chemin suivi. En dénonçant au passage la fausse logique de la droite, ses arguments qui semblent frappés du « bon sens » le plus élémentaire mais qui, en réalité, ne sont que des pièges placés par l'idéologie dominante.

Quelle était la situation en mai 1981 ? La France, depuis quelques années, avait baissé les bras. Il suffit pour s'en convaincre de suivre l'évolution des parts de marché national perdues par l'industrie française. Tout au long du septennat de Valéry Giscard d'Estaing, s'est lentement mais sûrement mise en place dans le tissu industriel français une sorte de société duale : quelques entreprises — plus rarement des secteurs — compétitives sur le plan industriel permettant de parler des « succès français », entreprises performantes immergées dans un monde industriel en déclin.



Jacques Delors avec Yvon Gattaz, au temps où le patron des patrons n'avait pas encore rallié ouvertement l'opposition.

Sygma

Les aspects français de la crise ont souvent été recensés : de l'inflation structurelle à la faiblesse de l'investissement en passant par l'inadaptation de notre industrie, chacun savait que les années à venir ne seraient pas faciles.

Qu'a dit la droite au lendemain de la victoire de la gauche durant le bref laps de temps que l'on a qualifié « d'état de stupeur » ? Elle en resta à la surface des choses, annonçant que la gauche serait incapable d'éviter une inflation galopante, un chômage flamboyant, la faiblesse du franc. Ses spécialistes annoncèrent que très vite la hausse des prix atteindrait 18 à 20 %, le chômage touchant plus de 2 millions et demi de personnes. Rien de cela ne s'est produit. Pour le franc, la prévision était plus simple : entre le 11 et le 25 mai, date à laquelle François Mitterrand arriva à l'Elysée, la Banque de France dut dépenser 5 milliards de dollars pour faire face aux premières conséquences d'une spéculation dont les motifs politiques étaient évidents : la gauche n'étant pas encore au pouvoir, il est difficile de croire que les attaques contre le franc venaient sanctionner une politique pas encore mise en œuvre.

Dès le début de l'actuel septennat, la droite a donc choisi de critiquer non pas l'essentiel d'une politique mais, simplifiant son discours et le fondant sur sa propre logique, elle a fait porter tous ses efforts sur quelques craintes réelles mais de surface. Car la gauche s'est attaquée à l'essentiel : recomposer le tissu industriel, redonner une ambition, des moyens à une industrie bien mal en point. Dans le même temps, un effort fut fait contre l'inflation — et les résultats sont là —, contre le chômage — et depuis plusieurs mois, il a été stabilisé.

Mais, à aucun moment, la droite n'est entrée dans ce débat. Dans le meilleur des cas, elle a parlé des nationalisations, pour annoncer au passage que si elle retrouvait le contrôle du pouvoir elle dénationaliserait ! La lecture du « programme » du R.p.r., les discours de Valéry Giscard d'Estaing ou de Raymond Barre sont sur ce point révélateurs. A aucun moment la réalité française n'est vraiment prise en compte. Les efforts du gouvernement Mauroy sont niés, les modifications intervenues sont caricaturées, les résultats acquis sont passés sous silence. Tout se passe comme si depuis deux ans la situation s'était simplement aggravée. Et surtout comme si cette aggravation n'avait qu'une cause : l'incompétence de la gauche.

Adossée à un patronat n'acceptant pas que les salariés disposent de droits nouveaux, imperméable au doute, refusant de prendre en compte les véritables handicaps, la droite a donc réussi à « déplacer le débat ». A court terme, tout au moins.

Car il est évident qu'une des particularités françaises réside dans l'importance de la pénétration étrangère dans notre marché industriel. De là découle la croissance des importations, donc les déficits, donc l'endettement. Or à moyen terme, les efforts actuels permettront de mieux maîtriser nos échanges : les efforts du gouvernement, du secteur public et, il faut le souhaiter, ceux du secteur privé. Puis ceux des consommateurs qui ont en ce domaine leur mot à dire.

Lorsqu'un premier rééquilibrage aura eu lieu, c'est-à-dire lorsque les efforts des Français profiteront essentiellement à la France, la droite se trouvera prise à contre-pied. Rares sont les conjoncturistes qui n'utilisent pas l'expression « on mesure ce qu'il y a dans le tuyau ». Ce qui, en clair, signifie que les indices d'aujourd'hui sont fonction des actes d'hier. Sur le plan industriel, hier c'est il y a deux ans... Il est donc nécessaire de faire prendre conscience aux Français des raisons de la lenteur des mutations.

Si la droite refuse que l'on parle de « l'héritage », ce n'est pas pour rien. Car, bien au-delà du constat poli de la commission du bilan, l'héritage doit se mesurer aux mentalités, aux pratiques politiques, aux tendances profondes de l'industrie, celles qui aggravent une crise ou font d'un succès un triomphe.

Combattre la propagande de la droite implique d'abord un immense effort de pédagogie : montrer les vraies faiblesses de l'économie française, celles qui viennent de loin. Refuser ensuite de se laisser prendre au piège des mots. Ce n'est pas un hasard si lorsque à gauche on parle de maîtrise des échanges, la droite parle d'autarcie. Elle espère que la charge affective d'un mot suffira à clore le débat. Ce qui à ses yeux aurait un double avantage : éviter que l'on juge sa propre logique, ses actes passés et surtout réduire « l'effort » demandé aux Français à ses seuls aspects fiscaux ou monétaires. C'est-à-dire en leur ôtant toute perspective.

La gauche depuis deux ans n'a pas à rougir de ses réalisations. L'inflation a été réduite. La droite en parlait toujours, mais n'y parvenait jamais. Le chômage a été à peu près stabilisé : sa croissance n'a jamais été aussi forte que sous le septennat précédent. L'endettement ? C'est un emprunt réalisé par Valéry Giscard d'Estaing — celui indexé sur l'or — qui coûtera le plus cher aux Français. Faut-il aller voir du côté des grands desseins ? Avant le 10 mai, le « redéploiement industriel » se termina par un lamentable « plof ». Les efforts pour reconstruire notre industrie sont aujourd'hui certains. Et du côté du « social », de la justice économique, la comparaison est aussi tout à l'honneur de la gauche. C'est ce qu'il importe de faire comprendre.

L'avenir des Français mérite mieux que le débat biaisé souhaité par la droite et « managé » par la presse. Les socialistes dans leur propre discussion devraient se souvenir que le débat essentiel, majeur, les oppose à la droite. Et que celui-là est déterminant. ●

LE SALAIRE DES MALOUINES

Les raisons du succès de Margaret Thatcher sont à rechercher aux antipodes. De même que celles de la débandade des généraux en Argentine. Un an après, la guerre des Malouines pèse encore très lourd

PAR GILBERT SANS

MESSIEURS les Anglais ont remis le couvert. Quitte à s'apercevoir bientôt que la soupe est froide et qu'il n'y aura pas de dessert pour tout le monde.

La « perfide Albion » s'est-t-elle jouée un sale tour à elle-même ? A quoi tient une victoire si écrasante — même si les conservateurs, soulignons-le, perdent bon nombre de voix par rapport au précédent scrutin — débouchant directement sur un pur stéréotype de la politique reaganienne appliquée à un pays d'Europe ? Les explications ne sont pas à chercher seulement dans la peur des citoyens britanniques, particulièrement des travailleurs, devant l'avenir économique et social. Elles sont aussi à chercher... aux antipodes.

En 1979, Margaret Thatcher l'emporte dans un pays ravagé par les grèves et la crise en promettant la restauration de l'ordre social. En 1983, le nombre des chômeurs s'élève à plus de trois millions, près de 13 % de la population. Alors, pourquoi l'ampleur d'un tel succès électoral conservateur ?

Souvenons-nous : en 1981, Bobby Sands et neuf de ses camarades meurent à la suite de grèves de la faim. Margaret Thatcher refuse toute négociation, tout compromis : que les prisonniers irlandais meurent dans la très démocratique Angleterre. La population suit la Dame de fer quand elle ne la précède pas. En avril 1982, les espérances des conservateurs les plus réactionnaires vont être comblées. L'armée argentine envahit sans coup férir une petite île de l'Atlantique-Sud dont plus aucun sujet de Sa Gracieuse Majesté ne se rappelle l'existence depuis fort longtemps. La diplomatie occidentale était à même de régler le problème, en négociant. Mais Maggie ferme les portes et pose des verrous. Les « boys » iront se battre, mourir, triompher. Mi-juin, c'est la reddition argentine. Absolue.

Le souci de la « souveraineté nationale » l'emporte, haut la main. L'Angleterre ne doit parler que d'une seule voix, vibrer d'un seul cœur. Dans la gauche travailliste, quelques voix tenteront de s'élever... le chômage... la crise... Mais plus rien n'exite que les Falkland. C'est à cette date que Margaret Thatcher parvient à assurer son autorité politique et sa popularité dans les sondages. Elle n'aura de cesse de les amplifier jusqu'aux dernières élections, se maintenant constamment sur la crête de la vague nationaliste.

Les esprits démocratiques ne doivent pas cesser de s'interroger sur les carrières politiques se construisant sur le malheur — et la peau — des autres, sur les mobilisations idéologiques les plus basses. Telle est pourtant Margaret Thatcher. Si la radio de propagande anglaise, en langue espagnole, installée précipitamment sur l'île, avait incontestablement l'accent reconnaissable des exilés cubains de Miami, l'épopée des Falkland avait, elle, les accents victoriens de l'ancien Empire britannique.

Le même mouvement de balancier

Il sera d'ailleurs intéressant de savoir, dans la mesure où cela est possible, quel a été le vote de plus d'un million d'« électeurs de couleur » au dernier scrutin. Beaucoup d'entre eux ressentent moins la reconquête des Malouines et la fierté retrouvée du Royaume-Uni. En se détournant quelque peu des urnes, ils ont sans doute assombri encore les résultats travaillistes.

A l'opposé, le même mouvement de balancier, la même vague nationaliste porte vers le nouveau Parlement plus d'une cinquantaine de députés fortement marqués à droite, sinon à l'extrême droite. Certains d'entre eux apparaissent même comme « d'anciens » militants d'un Front national, groupuscule xénophobe fascisant. Cela aussi, c'est le salaire des Malouines.



Margaret Thatcher savourant sa victoire.

Le général Galtieri avant sa chute.

Côté argentin, la « farce nationaliste » des Malouines a laissé des séquelles. La décrépitude d'un régime mité de toutes parts s'en est accélérée. Après avoir été utilisée, manipulée, la colère populaire s'est reportée contre les véritables responsables de la déroute militaire : Galtieri et ses amis. Les états-majors avaient voulu « vendre » les Malouines comme un produit anticolonialiste. Voilà que tout à coup il n'y avait plus rien à vendre. Au milieu, une cuisante défaite et pas le moindre début de cohérence militaire ou diplomatique.

Le côté « vieille coquette » joué alors par l'Argentine vis-à-vis des Etats-Unis pour savoir quelle était, de l'Argentine ou de l'Angleterre, la meilleure fiancée possible, fit alors descendre cette colère dans la rue. Ce ne sont pas les brutalités policières qui l'y attendaient qui la firent dévier. La corruption, les abus de pouvoir, les morts inutiles et les disparus remonte-



Sygma

Soldat argentin fait prisonnier par un commando britannique.



« Journée de la désapprobation nationale », à Buenos-Aires.

rent alors en première ligne de la mémoire collective argentine.

Après la chute politique de Galtieri, aux yeux des militaires les plus éclairés, l'époque des casernes est revenue. Ce n'est pas tout d'en sortir, il faut aussi savoir y rentrer pour attendre des jours meilleurs. Reste qu'une barrière de sang sépare aujourd'hui démocrates et militaires argentins. Depuis 1976, la « sale guerre » intérieure a fait trop de victimes, trop de morts, trop de disparus qui ne reparaîtront pas. Entre forces civiles et militaires, la recherche d'une issue réaliste à la crise sera difficile. A moins que certains partis de la bourgeoisie ne soient résolument prêts à faire l'impasse sur certains thèmes : les disparus, la corruption, la défaite des Malouines...

Parallèlement, le choix délibéré de Reagan en faveur de l'allié occidental durant toute la crise de l'Atlantique Sud a fait notablement reculer la politique américaine en direction de l'Amérique latine. A l'intérieur comme à l'extérieur de leurs propres frontières, les armées sud-américaines — garantes de la répression, de l'injustice sociale et du « désordre » des choses — en sortent affaiblies, « moralement » ruinées, sans crédit. Au contraire, la guerre des Malouines permettra aux peuples latino-américains de se remobiliser en faveur d'autres alternatives politiques, prenant appui sur le très spontané sentiment « anti-gringo » si présent dans la conscience régionale. On ne peut non plus oublier que parmi les plus zélés défenseurs des revendications territoriales argentines se rangèrent, tout aussi délibérément, des pays comme Cuba et le Nicaragua. La question, la vraie, était posée : que reste-t-il des missions et de l'utilité des armées latino-américaines si, à la première occasion, elles sont irréversiblement lâchées par « leur » puissant voisin et « ami » du Nord ?

Les nationalismes exacerbés portent inévitablement la guerre. Celui de la démocratie anglaise ne doit pas être mieux considéré que celui de la dictature argentine. Derrière les événements ponctuels ou les résultats électoraux, bien peu — notamment dans la presse occidentale (1) — ont tenté d'apercevoir les nouvelles réalités en jeu. Nous n'avons pas tous, sur la planète, les mêmes valeurs ni les mêmes repères. Pour la moitié du monde, les assassinats du Che ou de Lumumba, la chute historique de Saigon ont les mêmes valeurs, constituent les mêmes repères — symboliquement parlant — que pour nous, par exemple, les Première et Seconde guerres mondiales.

Et, toute proportion gardée, peut-être que la guerre des Malouines aussi. ●

(1) Hormis un remarquable éditorial, fort isolé, de Guy Claisse dans « le Matin » de Paris.

LES PETITS SOUTIERS DE LA DAME DE FER

Un million et demi d'enfants sous-payés et exploités concurrencent trois millions et demi de chômeurs adultes dans la patrie de Margaret Thatcher... mais eux ne votent pas

PAR NICOLE CHAILLOT

VENDEURS de journaux, tailleurs à la journée, peintres en bâtiment, bouchers ou marchands de légumes, ils gagnent entre 2 et 20 francs pour quelques heures de travail par jour, ils ont entre onze et seize ans. Au noir, bien sûr, et en contradiction totale avec les lois sociales en vigueur dans leur pays. Où donc peut bien se pratiquer de nos jours cette scandaleuse traite des enfants ? A Calcutta, au Pérou ou dans un faubourg de Pretoria ? Vous n'y êtes pas du tout, cette exploitation systématique d'un million et demi d'enfants s'exerce pratiquement au grand jour à Londres, Birmingham ou Manchester. Dans la fière patrie de Margaret Thatcher où désormais rien ne doit entraver la libre entreprise.

Selon une très sérieuse étude de la Low Pay Unit, organisme de recherches sur les bas salaires *(voir « le Monde » du 12 juin dernier)*, l'enquête qui a porté sur des écoles des quartiers populaires de Londres révèle des faits stupéfiants : un quart à un tiers des enfants entre treize et seize ans occupaïent un emploi en dehors des heures de classe et la proportion est à peine inférieure pour les onze-douze ans ; loin d'être uniquement des petits Pakistanais ou Jamaïcains, il s'agit aussi de petits « Blancs » employés en toute illégalité soit parce qu'ils sont occupés à des travaux interdits aux enfants, soit parce qu'ils travaillent en dehors des heures légales.

Il est vrai que c'est une tradition déjà ancienne dans les pays anglo-saxons que les enfants se fassent très tôt de l'argent de poche en occupant de petits jobs, style distribution des journaux ou du lait, mais selon l'enquête du Low Pay Unit il ne s'agit plus de cette folklorique et, somme toute, anodine coutume.

Manutention sur les marchés — et chacun sait que tracter de lourds étals de bois est excellent pour la croissance des préadolescents ! — emplois réguliers dans les petites fabriques, « ménages » pour les filles... ces enfants représentent un véritable volant de main-d'œuvre sous-payée pour les petits patrons et petits commerçants reconnaissants à la fille d'épiciers que fut Margaret Thatcher de leur permettre en réduisant le rôle de la vilipendée bureaucratie d'échapper aux contrôles des trop peu nombreux inspecteurs du travail.

Le libéralisme sauvage pratiqué par la Dame de fer se traduit donc immédiatement par des chiffres assez tragiques si l'on songe que la Grande-Bretagne avait souvent montré le chemin avec ses lois sociales dans le passé. Désormais, un million et demi d'enfants sous-payés et exploités concurrencent trois millions et demi de chômeurs adultes.

On a beaucoup dit et écrit pour expliquer l'écrasante victoire de Margaret Thatcher que les Britanniques éprouvaient une profonde nostalgie pour les valeurs de l'ère victorienne et que la grandeur de l'impériale Albion redorée aux Malouines avait beaucoup fait pour le triomphe du parti conservateur. Il est vrai que les petits travailleurs des banlieues misérables n'ont pas le droit de vote. Juste celui de bosser et de se taire. Le thatcherisme est aussi à ce prix !

Qui sera le Charles Dickens de la nouvelle Victoria ? Qui décrira la destinée peut-être tragique des nouveaux Oliver Twist ou David Copperfield ? ●



Marchand de disques sur un marché.



Fillette employée dans la confection.



Manutentionnaires sur un marché en plein vent. Gamma



Peintre en bâtiment.

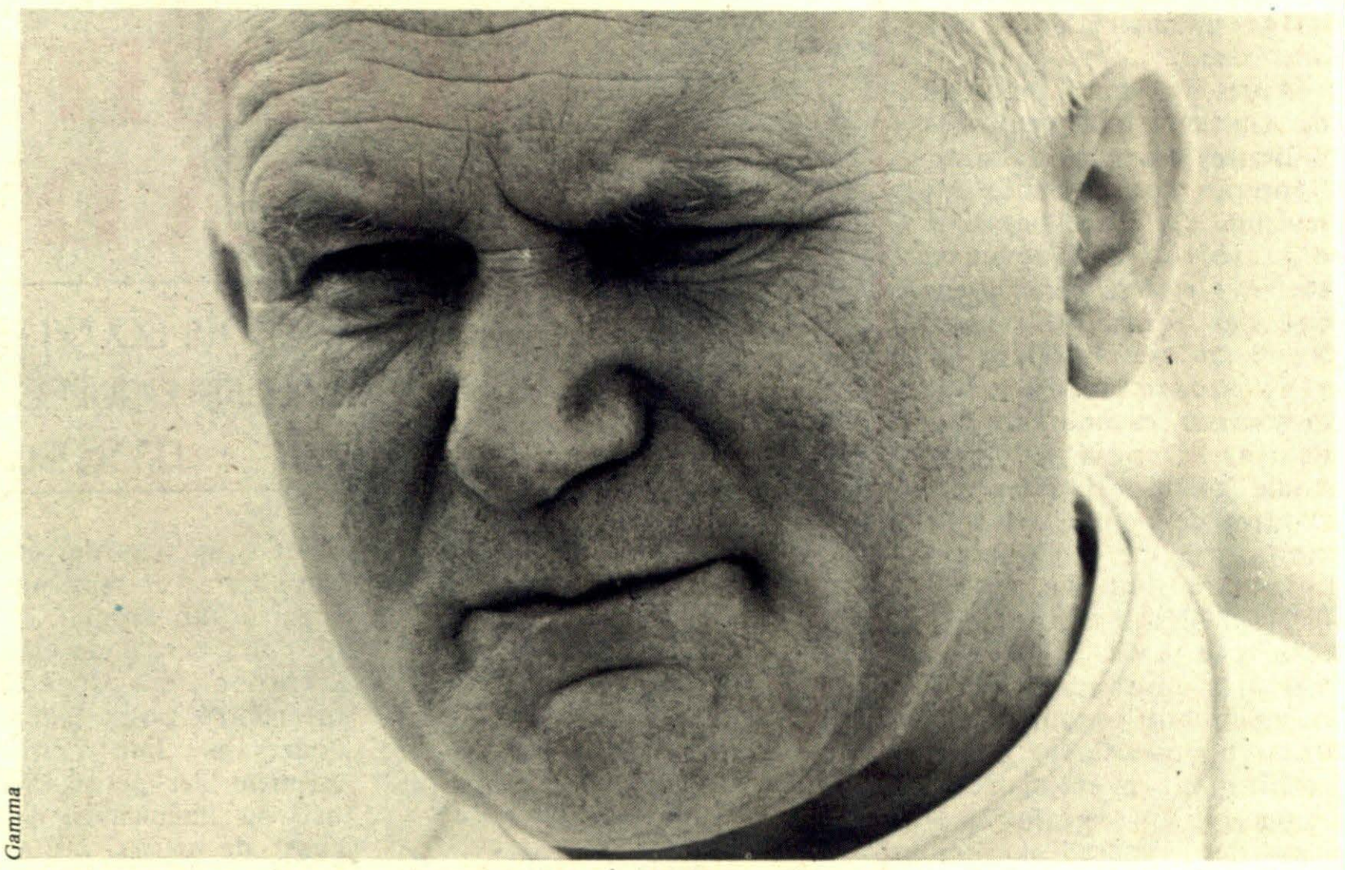




Vendeur de journaux. *Petits tailleurs.*

LE PAPE EN POLOGNE: ENTRE L'INCERTITUDE ET L'ESPOIR

La Pologne que retrouve Jean-Paul II n'est plus celle de 1979. C'est un pays meurtri qui ne se remet pas des cinq cents jours de liesse puis des cinq cents jours d'état de guerre



Gamma

PAR JEAN OFFREDO

OFFICIELLEMENT, le nouveau voyage qu'entreprend Jean-Paul II en Pologne, du 16 au 23 juin, est un pèlerinage. Il avait promis, voici quatre ans, lors de son premier séjour en tant que pape, d'être présent pour commémorer le sixième centenaire de la Vierge noire de Czestochowa. Il est donc présent, même si ce voyage était prévu pour l'an dernier, ce que les événements n'ont pas rendu possible.

Mais il est évident qu'un tel pèlerinage a de fait une dimension politique certaine. Les cinq cents jours de l'été polonais et de Solidarité, puis les cinq cents jours de l'état de guerre ont profondément marqué la conscience nationale polonaise, et ce n'est pas la même Pologne qu'en 1979 que retrouve Jean-Paul II.

Cette Pologne de juin 1983 est un pays meurtri. Après le rêve et l'espoir d'une société nouvelle où le socialisme serait réconcilié avec la liberté, l'état de guerre, ou plus simplement « la guerre », comme disent les Polonais, surtout dans les jeunes générations, a apporté tristesse et désolation. Jamais peut-être n'a été aussi grande la fracture entre la société civile et l'Etat, entre les « ils », les hommes du pouvoir, de l'appareil du parti, et les « nous », le peuple, la base.

Le général Jaruzelski en est suffisamment conscient, semble-t-il, pour avoir dit oui au voyage de Jean-Paul II avec l'espoir secret qu'il sera un moment important pour retrouver un peu de crédibilité et aidera à la « normalisation » du pays. Mais on peut légitimement se demander si ce n'est pas là une cruelle illusion. Bien que l'équipe au pouvoir ait fait récemment l'objet de vives critiques de la part de Moscou, et lors du dernier plénum du comité central du Parti ouvrier — étrange coïncidence —, de la part des ultras de ce parti, objectivement alliés aux durs des organes de sécurité, cela ne suffit pas à faire croire aux Polonais que le général Jaruzelski est redevenu un bon patriote. A la rigueur, le moindre mal actuel, et encore, du bout des lèvres.

A preuve, dit-on, le refus opposé par le pouvoir aux trois demandes formulées tant par l'épiscopat polonais que par Solidarité clandestine : levée totale de l'état de siège, qui n'est toujours que suspendu depuis le début de cette année 1983 ; amnistie générale ; réintégration des ouvriers licenciés pendant l'état de guerre, à cause de leur appartenance syndicale. D'aucuns veulent espérer qu'après le voyage du pape, s'il se passe bien, selon les canons officiels, c'est-à-dire s'il n'est pas le lieu de manifestations « intempestives », le général Jaruzelski pourrait faire un geste, par exemple à l'occasion de la fête nationale du 22 juillet, mais on n'y pense pas trop.

Les Polonais ont mis du temps à croire que ce voyage de Jean-Paul II serait possible. Si, du côté de la hiérarchie, on a tout fait pour qu'il le soit, après de dures et longues négociations, on pouvait entendre du côté des militants les plus engagés un sentiment plus nuancé. Certains n'hésitent pas à affirmer : « Si le pape doit venir pour renforcer le pouvoir, alors que tant de gens sont en prison ou menacés de procès, mieux vaut qu'il ne vienne pas. »

Mais, finalement, à la suite des déclarations de Zbigniew Bujah, le leader de Solidarité clandestine, et de Lech Walesa, tout le monde s'est mis à attendre le pape. Avec le ferme espoir qu'il saura trouver les mots pour redonner courage à tout un peuple, pour affirmer sa solidarité avec les millions d'hommes et de femmes qui ne sauraient croire que l'été polonais puisse être passé par pertes et profits, pour faire comprendre aux autorités officielles que l'on ne peut pas gouverner contre l'opinion de tout un peuple.

Un difficile pari certes, un redoutable défi même pour Jean-Paul II. Armé de sa seule autorité morale, celle-ci fût-elle grande, le pape sait bien qu'il ne peut rien résoudre et qu'il n'est pas en son pouvoir de transformer les structures de la Pologne, ni de changer les hommes. Il sait aussi que le romantisme polonais doit être teinté aux couleurs de la géopolitique, que la foi des Polonais ne peut soulever toutes les montagnes du socialisme jaruzelskien. Mais Jean-Paul II ne peut pas ne pas se souvenir qu'un an après son précédent voyage, en 1979, éclatait l'été polonais et se développait la grande aventure de Solidarité. Comme il l'écrivait naguère dans l'un de ses plus beaux poèmes dédiés à son pays : « Faible est le peuple s'il accepte sa défaite, s'il oublie qu'il reçut mandat de veiller jusqu'à ce que vienne son heure. Car sur l'immense cadran de l'Histoire, les heures viennent toujours (1) ».

Ce voyage sera bien sûr suivi avec intérêt partout dans le monde. Dans les capitales de l'Est européen, on ne cache pas un certain agacement, comme l'ont bien montré de récents propos de la presse soviétique sur le rôle « réactionnaire et contre-révolutionnaire » de l'Eglise.

Une manière ostensible de signifier au général Jaruzelski que la voie de l'« entente nationale » doit être sérieusement balisée et qu'il faut rester ferme sur les principes du marxisme-léninisme, version soviétique s'entend.

Un pouvoir en mal de crédibilité ; une Eglise redevenue le seul lieu public où s'exprime une libre parole, ce qui est à la fois une force et une limite ; un syndicat, Solidarité, qui même sans existence officielle, n'en demeure pas moins au cœur des Polonais une réalité vivante, comme on l'a vu avec les manifestations du 1er mai dernier, comme on le voit avec les milliers de libelles et de journaux qui circulent sous le manteau, comme on le voit avec l'habileté politique de Lech Walesa ; un peuple qui même abattu n'en garde pas moins une volonté certaine de changement : telle se présente la Pologne que rencontre Jean-Paul II pendant une nouvelle folle semaine.

Un voyage où l'incertitude se mêle à l'espoir. Peut-il en être autrement ? ●

(1) Karol Wojtyla, « Poèmes », éditions Cana-Cerf, Paris, 1979.

L'ITALIE VOTE "EN SE BOUCHANT LE NEZ"

En tombant six mois après sa formation; le cabinet Fanfani – le 43e depuis la Libération – a démontré les limites extrêmes de la Constitution italienne et ce ne sont pas les prochaines élections générales qui apporteront une solution à "l'ingovernabilita"

PAR MICHEL MATHIEU

(de notre correspondant à Rome)

« NOUS sommes des Japonais, disent les Italiens. La preuve, l'indice du rapport productivité-salaire est en hausse de 2,3 % pour la période 1978-1982. » Après l'économie « sommerse » (immergée), voilà que les Italiens inventent la « restructuration silencieuse ». Pourtant, derrière ces formulations optimistes, pointent les considérations amères de la classe ouvrière qui a le net sentiment de faire les frais de cette politique.

Pendant ces quatre années de crise, l'Italie est un des pays qui a le plus réduit les salaires, tout en conservant un rythme de production élevé par rapport à ses concurrents. Alors que le Japon voyait baisser sa croissance de 3,6 %, le Canada de 3,5 %, l'Allemagne de 3 %, la France de 2,4 % et les Etats-Unis de 1,1 %, l'Italie avec une régression de 2,5 % conserve un rythme de croissance tout à fait acceptable par les temps qui courent. En ce qui concerne les compressions de salaire, elles se situent en revanche au deuxième rang, immédiatement après les Japonais (- 8,4 %) en affichant - 5 %. Enfin pour l'année 1982, la croissance des salaires horaires n'a augmenté que de 0,4 %, alors que la moyenne de la C.e.e. est de + 2 %.

Une campagne sans relief

D'où de vives tensions sociales et une défiance pour tous les discours politiques qui mettent en avant des projets de rigueur. Beaucoup craignent que, dans les faits, ce soient les couches sociales déjà les plus exposée et les plus vulnérables,

celles qui alimentent l'économie « immergée », au travers du travail au noir, qui s'appauvrissent encore plus. Un tel contexte pourrait laisser supposer une campagne électorale animée, voire tendue. Il n'en est rien.

Les leaders politiques de l'opposition essaient vainement de ramener l'attention sur le débat électoral, mais sans grand succès. La démocratie chrétienne qui n'a pas grand-chose à proposer s'appuie surtout sur les victoires de la droite à l'étranger, et notamment sur celle de Margaret Thatcher pour donner un peu de brillant à une politique économique d'austérité qui n'ose pas dire son nom.

Pour une réforme de la Constitution

« Il ne faut pas oublier que j'ai gagné les élections avec les voix des jeunes à qui j'ai retiré les bourses d'études », disait à qui voulait l'entendre Helmut Kohl, récemment en voyage à Rome. La D.c. a cueilli au bond la balle de la radicalisation, mais a-t-elle les moyens de cette politique dans le contexte italien ? La réponse sans équivoque est non. Il lui faudrait pour s'assurer les moyens de cette politique que la Constitution italienne soit réformée de façon à donner une plus large place à l'exécutif, ce que demande d'ailleurs le Parti socialiste italien depuis des années, sans succès. D'où le sentiment diffus que ces prochaines élections ne règleront rien des problèmes de la société italienne, dont le plus aigu, qui regarde précisément le gouvernement. Ciriaco de Mita, le leader de la D.c., qui dénonce la vieillesse et l'inadaptation de la gauche, propose « une grande réforme des institutions pour réorganiser les règles du jeu démocratique sans changer la Constitution ». Il définit comme deuxième urgence la reconstitution des mécanismes d'accumulation capitaliste, afin de redonner, dit-il, de l'énergie aux entreprises publiques et privées, et par voies de conséquence, à accélérer la reprise de l'économie et réduire le chômage.

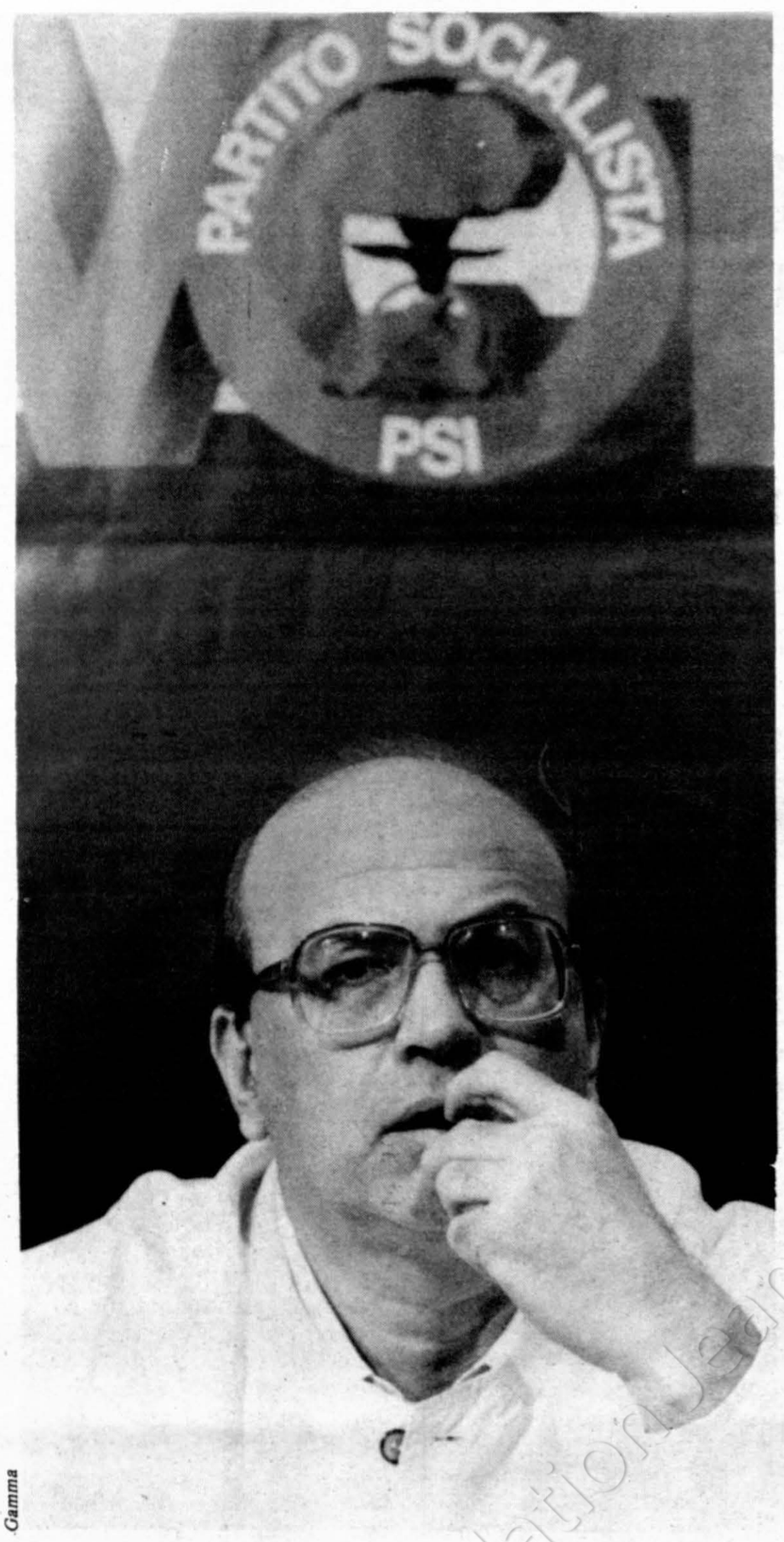
Le corps social italien qui jouit d'ordinaire d'une extraordinaire vitalité et dont la participation aux urnes se situe aux environs de 80 % va cette fois aller voter en traînant les pieds. L'expression « aller voter en se bouchant le nez » fait la fortune des salles de rédaction. Elle est aussi répandue dans la base qu'au sommet. Les journaux sont pleins de déclarations d'intellectuels, mais aussi de lettres de lecteurs qui reprennent à leur compte cette formule, notamment à gauche.

La D.c. qui s'appuie traditionnellement sur le couple religion-clientélisme est moins exposée aux conflits idéologiques de sa base et a fait campagne pour le bulletin nul. Le P.c.i. lui-même qui depuis des années s'efforce d'offrir à l'opinion une image rassurante ne joue peut-être pas tout à fait le rôle catalyseur qui pourrait être le sien, comme grand parti de l'opposition. Cette stratégie l'oblige à agir par la bande, ce qui confirme un caractère feutré à cette campagne. C'est ainsi que sa désapprobation sur la politique extérieure de l'Italie, et plus particulièrement sur l'installation de missiles américains sur le site de Comiso en Sicile, s'est surtout manifestée au travers des mouvements pour la paix. De même pour sa réprobation au sujet des accords trilatéraux, qui ont remis en cause l'échelle mobile des salaires. Des manifestations « spontanées » se sont déroulées dans toute l'Italie pour protester contre cette mesure.

Selon le pronostic des professionnels, la marge d'incertitude joue sur environ 4 %. Il est pour le moins suspect que, lorsque la victoire semble à portée de la main pour la gauche, celle-ci se démobilise. Une vision pessimiste des résultats de cette consultation électorale pourrait retenir comme hypothèse que ces 4 % qui détiennent les clefs de l'avenir politique de l'Italie pourraient se distribuer entre les socialistes et les « laïcs », ce qui aurait pour conséquence de reproposer une législature à peu près identique à celle qui vient de se conclure. Pour que la gauche tire avantage de cette consultation, il faudrait que le déplacement des votes dépasse les deux millions de suffrages, distribués entre socialistes et communistes. Personne ne rêve pourtant, ni via delle Botteghe Oscure, au siège de P.c.i. ni à celui du P.s.i. via del Corso ; le P.c.i. sait qu'il devra encore un temps se résigner à l'opposition, et le P.s.i. devra jouer la partie au finish avec la D.c. pour élargir son champ de manœuvre.

Déjà Bettino Craxi a élevé très haut la barre des négociations, pour entrer dans une nouvelle coalition gouvernementale. Il s'est à peine caché que la charge de président du conseil lui paraissait une base minimale pour le début des discussions qui porteront nécessairement sur le contenu d'une réforme institutionnelle plus déterminante que celle suggérée dans le programme de la D.c. ; pour remédier à l'« ingovernabilità » dû à la nécessité des alliances et à leur fragilité.

En tombant six mois à peine après sa formation, le dernier gouvernement Fanfani — qui était le 43e depuis la Libération — a démontré les limites extrêmes d'une Constitution qui, pour démocratique qu'elle soit, présente des vices de forme qui interdisent à l'exécutif de fonctionner et surtout de prendre des dispositions à long terme. Pour sa part, le Parti socialiste souhaiterait renforcer le rôle et les pouvoirs du président de la République, et ne cache pas son engouement pour le système français d'élection au suffrage universel, qui supprimerait les obligatoires marchandages politiques qui sont actuellement la règle, pour former une coalition gouvernementale. ●



Bettino Craxi, secrétaire général du P.s.i.

Gamma



Ciriaco de Mita, leader de la D.c.



Meeting du P.c.i. avec Enrico Berlinguer.

Sygma

JEAN-MICHEL BELORGEY : "IL FAUT REFORMER LA POLICE ET VITE !"

Dans son ensemble, la police ne va pas bien. Elle est fébrile et c'est cette fièvre que quelques "factieux" ont tenté d'exploiter. Jean-Michel Bélorgey, auteur d'un rapport qui en son temps recueillit la quasi-unanimité des policiers, fait le point pour "l'Unité"

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

IL existe en France, et ce n'est pas récent, deux conceptions différentes du « bon usage » de la police. A droite, on lui attribue deux fonctions : d'une part, réprimer, encore réprimer, toujours réprimer ; et, d'autre part, protéger le pouvoir politique contre les citoyens. A gauche, on préfère voir la police jouer un double rôle de prévention et de protection des citoyens ; c'est-à-dire appliquer « toute la loi, mais pas plus que la loi », car telle est « la tradition républicaine ». Et telle était évidemment, en 1981, la « philosophie » du candidat à la présidence de la République, François Mitterrand.

En élisant le 10 mai 1981 un président de gauche, la majorité du peuple de France a donc, entre autres, opté pour une conception « républicaine » de la police, pour une politique démocratique essentiellement mise au service des libertés et droits des citoyens. C'est ce choix que, le 3 juin dernier, quelques meneurs « syndicaux », appuyés par le R.p.r. et l'extrême droite, ont voulu remettre en cause. Leurs injures contre le garde des Sceaux, Robert Badinter, homme de liberté et de droit s'il en est, n'étaient pas le fait du hasard. Pas plus que leurs bras sinistrement tendus en direction de la Chancellerie. Paroles et gestes sont on ne peut plus clairs : ces gens-là se réfèrent à une idéologie policière qu'on ne connaît que trop, qui est l'apanage de toutes les dictatures, qui règne et à Santiago du Chili et à Varsovie. Ces gens-là voudraient que la police chapeaute les institutions, contrôle l'appareil d'Etat, dicte ses actes au gouvernement et commande aux consciences. Pouah !

Il ne faudrait pas pour autant que l'arbre cache la forêt, qu'une poignée de policiers nazillons empêchent de voir l'état général de la police. Car, dans son ensemble, la police ne va pas très bien. Elle est fébrile et c'est cette fièvre que quelques « factieux » tentent d'exploiter. Certes, depuis 1981, le gouvernement de la gauche a satisfait quelques revendications importantes des policiers, concernant la durée de travail, les primes, les vacances, etc. (voir l'article de Paul Leduc dans le dernier numéro de « l'Unité »). Mais, les différents corps de police attendaient plus de la gauche. Ils espéraient une réforme en profondeur de leur profession. Conscient de ces aspirations, et conformément aux engagements pris par le candidat François Mitterrand, le Premier ministre avait demandé au député socialiste Jean-Michel Bélorgey de faire un rapport sur la police.

Ce document, une fois rédigé, avait été remis au ministre de l'Intérieur, Gaston Defferre, le 21 janvier 1982. Il comprenait notamment un catalogue précis de propositions de réforme. Conséquemment, sa publication avait suscité beaucoup d'espoir chez la plupart des policiers et de leurs responsables syndicaux. Malheureusement, à l'heure actuelle, fort peu des suggestions faites par Bélorgey ont été retenues, prises en compte et appliquées. D'où l'insatisfaction assez générale de la police. D'où la fièvre. D'où un climat « pourri » et un terrain propice à bien des manipulations.



Pascal Lebrun

Jean-Michel Bélorgey sortant de l'Assemblée nationale.

Pourquoi le rapport Bélorgey n'a-t-il pas été suffisamment pris en considération ? Peut-il encore être utile ? N'est-il pas trop tard ? Une mise en route rapide des réformes proposées par Bélorgey peut-elle faire « baisser la température » ? Autant de questions que le premier intéressé lui-même, Jean-Michel Bélorgey, n'a pas essayé d'esquiver.

« L'UNITE » : Est-ce qu'un policier est un « citoyen comme les autres » ? Est-ce que son métier est un « métier comme un autre » ?

— **JEAN-MICHEL BELORGEY :** Evidemment non. Etre policier ce n'est pas faire tout à fait un métier ordinaire. Les policiers sont amenés à travailler sur les franges de la société, sur ses marges. Ils sont amenés à intervenir sur tout ce qui dépasse, sur tout ce qui va de travers, sur la délinquance, celle des récidivistes comme celle, accidentelle, des citoyens ordinaires. Ils ont en quelque sorte un rôle de régulation sociale. Ils travaillent en continu, à des heures où d'autres se reposent. Ils se situent en permanence à la frontière de l'Etat et de la société civile. Ils sont donc à la fois un peu de l'Etat et un peu de la citoyenneté. Ce n'est pas une position très confortable à tenir, ce n'est pas toujours un rôle agréable à jouer.

Mais, il n'y a pas, pour autant, à faire des policiers des héros ou des martyrs. Ils ne sont pas, en effet, les seuls dans cette situation. Il y en a d'autres comme eux : les militaires, les juges, les travailleurs sociaux, etc.

— Pourquoi, alors, ont-ils « le cuir tellement sensible » ? D'où vient leur irritation quasi permanente ? D'où viennent leurs poussées de fièvre à répétition ?

— Les policiers, tout le monde en conviendra, ont une tâche difficile. Ils supportent mal que s'y ajoutent un regard social biaisé qui se traduit tantôt par un manque de chaleur évident de la part de la population, tantôt par des manifestations de sympathie un peu louche de la part des fervents de l'ordre et de la sécurité. Parle-t-on de la police dans ce pays, qu'aussitôt on évoque Foucher, ou les bavures, ou la « débilité policière ». On ricane. On met en cause la légitimité de leur fonction. Bref, d'un côté, on les méprise. Et, de l'autre, on pense à voix basse : « On ne fait pas la police avec des enfants de chœur ! » Ou encore : « La police sera toujours la police ! Et c'est tant mieux ! » Ou même : « Les bavures, ce n'est pas si mal, puisque c'est ça qui fait peur ! »

CONVERGENCES

Il y a convergence et convergence. Premier cas. L'Intersyndicale (F.o., C.g.t., Autonome) des gardiens de prison entame une grève des écrous dans toutes les prisons de France... le jeudi 16 juin. C'est-à-dire précisément le jour où les syndicats de policiers proches de la droite devaient manifester et tenir meeting à Paris (1). Hasard, prétendront-ils tous en chœur. Foutaise ! Ils agissent évidemment de conserve. Leur idéologie les rassemble naturellement. Leurs interventions publiques les trahissent indubitablement : le 3 juin les policiers de droite et d'extrême droite sont allés injurier Robert Badinter sous les fenêtres de son ministère ; l'Intersyndicale des gardiens de prisons ne peut pas publier un communiqué sans y prendre à partie... Robert Badinter ! Policiers-matons, même ennemi, même combat : convergence de « factieux ».

Deuxième cas. Le 15 juin dans la banlieue de Strasbourg, au VIIIe Congrès de la Fasp (Fédération autonome des syndicats de police), son secrétaire général Bernard Deleplace dénonce les « responsables politiques extrémistes, applaudissant des slogans antisémites contre un ministre », confirme que les manifestations du 3 juin « n'étaient pas spontanées » et souligne que cette agitation est « sans grand rapport avec la défense des policiers ». Il appelle ses militants à se serrer les coudes pour isoler les « factieux » qui « luttent contre les institutions républicaines ». Il réclame un « Grenelle pour la police » dont il pourrait sortir des « réformes de fond ». Enfin, il prédit que... « le rapport Bélorgey va ressortir très prochainement des tiroirs du ministère ». Deleplace — Belorgey, même combat ? Oui, convergence de démocrates.

(1) La manifestation a été interdite et le meeting reporté au 20 juin.

Je crois qu'une bonne part du malaise policier est causée par ces deux types d'appréciation de la police par la société française : rejet chez les uns, flatterie ambiguë chez les autres. Ce qui explique, et c'est le problème de fond, que les policiers attendent du gouvernement plus et autre chose que les avantages sociaux qui leur ont déjà été accordés.

Mais, par ailleurs, il ne faut pas oublier que ce malaise endémique a été considérablement aggravé par les méthodes du régime précédent qui ont tendu à dévoyer les missions de la police : en mettant l'accent sur le maintien de l'ordre et le renseignement, en oubliant la prévention en milieu urbain, en abandonnant une partie du travail de police sur la voie publique... sauf les jours de manifestation ! Des perversions de ce genre, c'est assez facile à enrayer : en prenant des mesures de redéploiement des différents corps de police.

— Il reste qu'il est plus difficile, pour le législateur, de prétendre modifier les comportements d'une société et des individus simplement en faisant voter des textes par le parlement... Que peut-il contre les phénomènes de rejet et de flatterie douteuse dont vous parlez ?

— Il est vrai que les mentalités ne changent pas par la seule vertu d'un texte législatif. Mais il y a des types d'approches de la loi et de la réglementation qui sont en relation dynamique avec les mentalités, qui peuvent apporter des changements de comportement dans une société. Rien n'empêche, par exemple, de faire des textes qui permettraient aux policiers d'être recrutés et formés dans de meilleures conditions, qui permettraient à des corps ou à des services de police de cohabiter entre eux plus harmonieusement, qui assureraient un bon équilibre de la hiérarchie, qui amélioreraient les rapports entre la police et la justice, qui organiseraient une réelle collaboration entre les policiers, les élus et les citoyens intéressés par les problèmes de sécurité civile. Si on ne fait rien, si on ne tente rien dans ce sens, effectivement, les mentalités n'ont aucune chance de bouger. Et le malaise policier, quant à lui, ne s'évanouira pas miraculeusement !

— Est-ce que ce malaise est la seule cause des manifestations policières du 3 juin dernier ?

— Non. D'un côté, il y avait cette « non-amélioration » du sort des policiers, cette attente non satisfaite et la morosité qui s'en est suivie. Mais, d'un autre côté, il y avait des policiers qui avaient envie « d'en découdre » avec le gouvernement ; cette envie a trouvé deux échos, deux supports : la manipulation opérée par l'opposition dite légale ; l'agitation menée par l'extrême droite. Morosité plus envie d'en découdre, ça donne ce qu'on a vu...



A.f.p.

Jean-Michel Bélorgey remettant son rapport au ministre de l'Intérieur, Gaston Defferre, le 21 janvier 1982.

— L'application des suggestions du « rapport Bélorgey » aurait-il pu empêcher qu'on en arrive là ?

— Ce rapport préconisait un certain nombre de mesures coordonnées destinées à répondre aux besoins (difficiles à concilier) des policiers, des citoyens préoccupés de sécurité et des citoyens préoccupés de liberté publique. Son but était triple : rendre la police plus efficace ; faciliter la tâche des policiers et rassurer les citoyens sur le fonctionnement de la police. La grande majorité, je dirais même la presque totalité de la police, tous corps et services confondus, avait dit son accord sur de telles intentions. Une police « d'accord » avec le pouvoir se laisse-t-elle aller à manifester contre ce pouvoir ?

— Mais pourquoi, dans ces conditions, ce rapport n'a-t-il pas été « mis en œuvre » rapidement et complètement ?

— Entre le moment où il a été remis au ministre de l'Intérieur et le moment où il aurait dû être traduit sur le terrain, appliqué, il s'est produit un certain nombre d'événements contraires.

D'abord, à l'occasion des élections professionnelles, s'est développé, dans la police, un climat de dramatisation qui obligeait à temporiser, qui rendait délicate une mise en chantier sereine des réformes. Ensuite, il faut bien le dire, il y a eu une attitude de rejet de la part de l'autorité chargée de trancher, je veux dire de la part du ministre de l'Intérieur. J'y vois plusieurs raisons : le ministre a été exaspéré par la surenchère « basiste » de certains syndicats ; il a tenu à donner quelques gages à la hiérarchie policière avec qui il avait eu maille à partir ; il y a eu embouteillage de dossiers importants sur son bureau ; enfin, le « bicéphalisme » du ministère a sans doute retardé nombre de décisions.



Pascal Lebrun

Les policiers « factieux » manifestant devant la Chancellerie.

Résultat : le rapport n'a pas été pris en charge globalement. Certaines mesures (la formation, la lutte contre les tâches indues, les brigades spécialisées) ont été amorcées mais de façon embryonnaire. D'autres ont été théoriquement approuvées mais jamais appliquées. D'autres encore n'ont pas été retenues parce qu'elles posaient au ministre soit des problèmes de principe, soit des problèmes d'opportunité ; c'est le cas de la restructuration de la police, de la possibilité de récusation des ordres illégaux, de la commission sur les activités des services de police... Bref, peu à peu, tout influx réformateur a disparu.

— Est-ce rattrapable ? Est-il encore temps de remettre à l'ordre du jour le « rapport Bélorgey » ?

— Un certain nombre de réformes pourraient être mises en route très vite. Pour rendre la police plus efficace et, en même temps, pour revaloriser la tâche des policiers, on pourrait procéder à l'extension des qualifications d'O.p.j. et d'A.p.j.. Pour favoriser une meilleure compréhension entre les diverses polices, on pourrait restructurer les corps de police. Pour « désenclaver » la police, pour mieux l'intégrer à son milieu d'intervention, on pourrait généraliser la mise en place de commissions communales ou départementales de sécurité (comme cela s'est déjà fait à Lille, chez le Premier ministre) : dans ce cadre, les élus et les policiers discutent ensemble de tous les problèmes de polices locaux, de toutes les difficultés, de toutes solutions possibles. Pour aller vers une réelle transparence, pour tenir les citoyens au courant de ce qui se passe dans la police, on pourrait créer une commission sur les activités des services de police : ce serait une sorte de « haute autorité » de la police qui contrôlerait le bon usage des forces de police par les autorités de police.

Pour ce que ça fait un sens et une efficacité, il faudrait mener tout cela de front. Et je suis persuadé qu'à partir du moment où on leur donnerait du « vrai », à partir du moment où on les rapprocherait de la population, la majorité des policiers seraient prêts à « jouer le jeu ».

— Vous espérez que les Français auront un jour des rapports aussi idylliques avec leur police que les Anglais en ont avec la leur ?

— En ce moment, en Angleterre, c'est beaucoup moins idyllique que par le passé : il y a eu des incidents, des émeutes, des mesures plus contraignantes et les Anglais commencent même à s'interroger sur les structures de leur police...

Pour ce qui est de la France, il faut absolument progresser. Sinon, nous allons vers un enlisement. On peut progresser à condition d'être clair sur les objectifs et de tenir le cap. A condition de ne pas se laisser aller aux vieux démons : ceux qui donnent les moyens aux policiers de se prendre pour des cow-boys. On peut progresser à condition de régler une fois pour toutes, et sans faiblesse, les rapports entre la police et la justice. Ce qui serait un premier signe d'harmonie entre la police et le reste de la société.

— Comment ?

— En définissant clairement le domaine de compétence de chacun. En faisant travailler les deux institutions, les deux ministères, les policiers et les magistrats main dans la main. En fixant précisément la place de chacun. En commençant par éliminer les comportements négatifs... Il faut que les magistrats cessent de traiter les policiers avec hauteur. Il faut que les policiers cessent de proférer des slogans antimagistrats. Il faut que la justice puisse exercer un contrôle sur la police mais sans l'inféoder.

Si on réussit cela, le reste suivra. ●



LOTO

c'est facile, c'est pas cher, ça peut rapporter gros.

transexel

est un groupement de Sociétés de Service, à la disposition des collectivités pour :

.la création

.la gestion

.l'organisation

.le développement de leurs réseaux de transport de voyageurs.

156, rue de l'Université
75007 PARIS - Tél: 550.32.04

Travaux routiers
Régénération
des revêtements
BITUMINEUX
Enrobés spéciaux
Revêtements très minces
au COLFLEX
Sols industriels

COLAS

2 bis, rue de l'Usine
MARQUETTE-LEZ-LILLE
Tél. : 51.66.51

25-101

Fondation Jean Jaurès

L'AGNEAU DEVENU MONSTRE

Chez les Recco, on tue ou on se fait tuer... Un procès pas comme les autres où l'on aura vainement tenté d'exorciser l'horreur

PAR MARTINE DUCOUSSET

SECHE, brutale parce que tellement nette, monstrueuse à force de simplicité, l'affirmation de l'expert psychiatre est tombée : « La mort, pour lui, c'est un mot de quatre lettres, rien de plus. » Lui, c'est Thomi Recco, 48 ans, le pêcheur de Propriano par qui, depuis longtemps, le scandale n'a cessé d'arriver. Thomi l'infâme, Thomi le moins qu'humain, accusé d'avoir par deux fois commis un triple assassinat, et qui comparaissait la semaine dernière devant la cour d'assises de Draguignan.

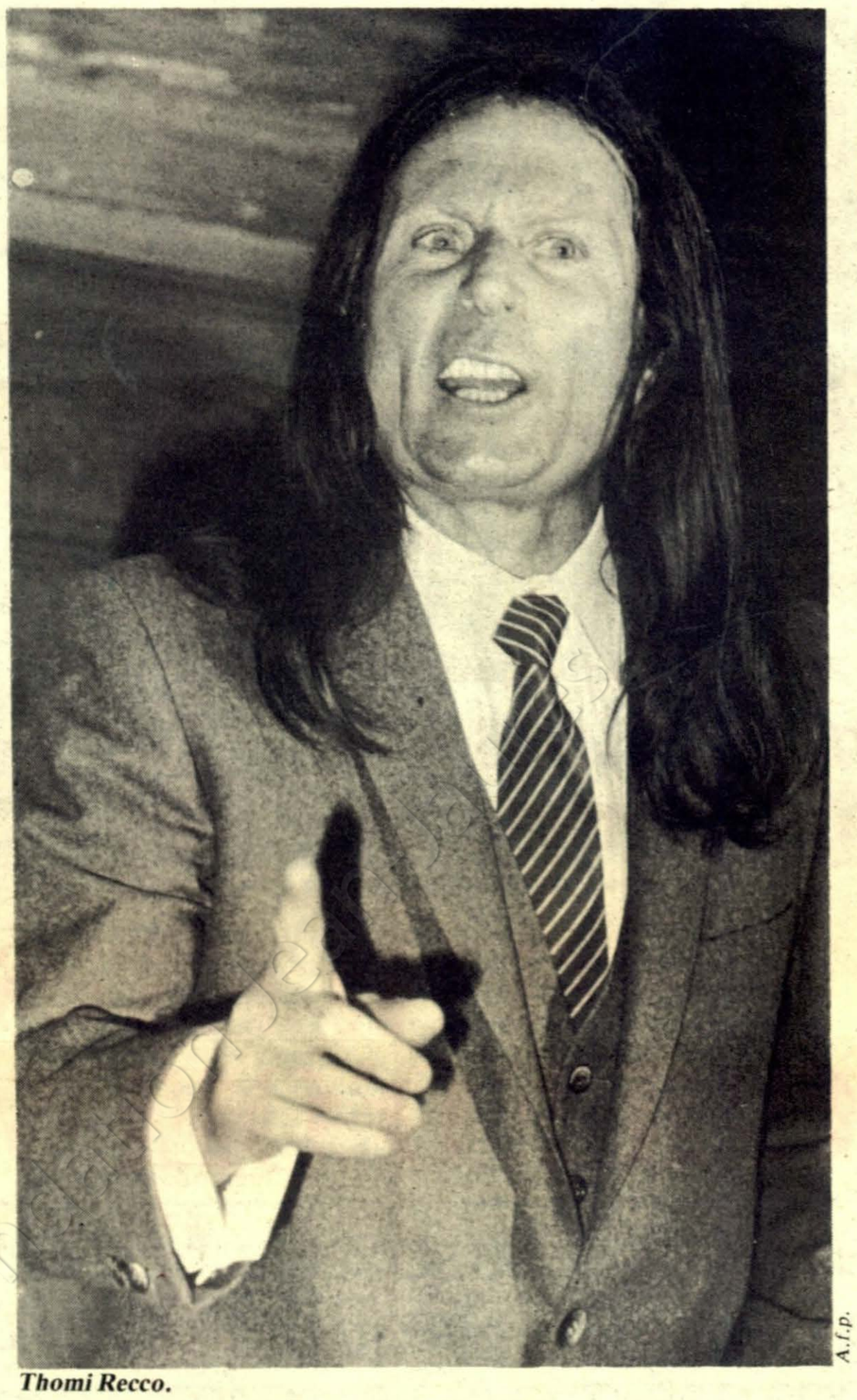
Blanc comme neige

Thomi le cruel, Thomi le fou ? Ou bien Thomi victime d'une terrible erreur judiciaire, Thomi nouveau martyr du XX^e siècle ? Usant et abusant de la parole, piquant leurs effets de manches aux avocats, apostrophant les jurés et le public, l'homme n'a cessé, tout au long de son procès, de clamer qu'il était blanc comme neige. A grand renfort d'allusions sibyllines et de comparaisons mystiques : « C'est une machination. Je suis le bouc émissaire idéal. Je gravis mon chemin de croix. Je suis innocent comme l'était Notre Seigneur Jésus-Christ. » Avec sa longue chevelure, plus cheyenne que fils de Dieu, qui flotte sur ses épaules, avec son œil bleu rusé qui s'essaie parfois au magnétisme et les grands moulinets de bras dont il accompagne chacune de ses phrases, Thomi Recco a manifestement choisi de faire dans la grand-guignolade. Mais c'est un registre qu'apprécient bien peu les parents des victimes. « Fumier, ta gueule, j'aurai ta peau », rugit l'un d'eux avant de s'effondrer en larmes. Il s'appelle Jean-Philippe Le Goff, il a 23 ans. Son père et sa petite sœur Sandrine ont été tués le 18 janvier 1980 à Carqueiranne, une petite ville proche de Toulon, dans le Var. Et il y a de fortes chances pour que l'assassin, ce soit ce Thomi Recco aux allures de Christ outragé, ce fanfaron qui revendique une couronne d'épines, alors qu'on le soupçonne d'avoir pas mal joué d'un Smith et Wesson calibre 38.

Difficile de rester serein quand on pense que l'autre vous nargue et bafoue votre douleur. Mais difficile aussi de faire respecter les droits de la défense lorsque les avocats se font injurier et ne peuvent quitter le prétoire que sous bonne escorte. Et difficile enfin de juger en son âme et conscience dans un tel climat de passion et de haine. Le procès Recco, c'était comme une tentative d'exorciser l'horreur. Avec tout ce qu'une telle cérémonie suppose d'excès, de fanatisme, de tripes à l'air et de violence explosive.

Oui, l'horreur. Parce qu'il y a eu du sang. Beaucoup. Six victimes froidement exécutées. Trois à Béziers, trois à Carqueiranne. 22 décembre 1979 : trois cadavres sont découverts dans la salle de comptage du magasin Mammouth, à Béziers. Ceux de Renée Chamayou, 29 ans, Josette Alcaraz, 27 ans et Sylvette Maurel, 27 ans, toutes trois abattues d'une balle tirée à bout portant sur le côté gauche de la tête. La recette des caissières — 630 000 F — a disparu. La police enquête, interroge et piétine.

18 janvier 1980 : encore trois cadavres — ou presque — dans la villa des Le Goff, à Carqueiranne. Ceux de Gilles Le Goff, employé au centre pour enfants inadaptés de la Pinède, de sa petite fille Sandrine, 12 ans, — qui mourra durant son transfert à l'hôpital — et de Jacques Coutrix, un voisin. Là aussi, c'est la tête qui a été visée. La police enquête, interroge, mais ne piétine plus autant. Parce qu'elle possède une piste. Juste avant de mourir, la petite Sandrine a téléphoné à Michèle Simo, la femme du directeur de la Pinède : « Il y a quelqu'un qui veut du mal à mon papa, c'est le cousin de René. » Le cousin de René... il n'y en a pas trente-six. Parmi les « René » que connaissait la famille Le Goff, un seul, René Nappo, avait un cousin qu'on savait cousin et qui ne se présentait que comme cousin. Et ce parent de René, c'était... Thomi Recco. Thomi, suspect n° 1 qui, dès le 19 janvier, se faisait arrêter à Marseille. Une bonne prise pour les policiers, qui trouvent chez lui les clefs du garage et de l'atelier de la villa des Le Goff. Deux jours plus tard, Thomi Recco avoue avoir tué, par jalousie : Gilles Le Goff aurait serré de trop près sa fiancée, Chantal, devenue depuis sa femme. Un mobile pas du tout concluant, affirment les enquêteurs après investigations. Mais Recco s'en tient là. Ou plutôt s'en est tenu là, puisqu'il est revenu sur ses aveux. Des aveux arrachés sous la torture, a-t-il expliqué : « J'étais une loque humaine. A chaque coup de poing dans le ventre, je tombais en arrière. Ils m'ont écrasé les orteils. Donné des coups de manchette au cervelet, sodomisé avec un manche à balai. » Pourtant, les examens médicaux n'ont rien révélé de significatif. Mais Recco s'entête : « Bien sûr, ce sont des médecins de la police... »



Thomi Recco. A.f.p.

Le masque du parent éploré

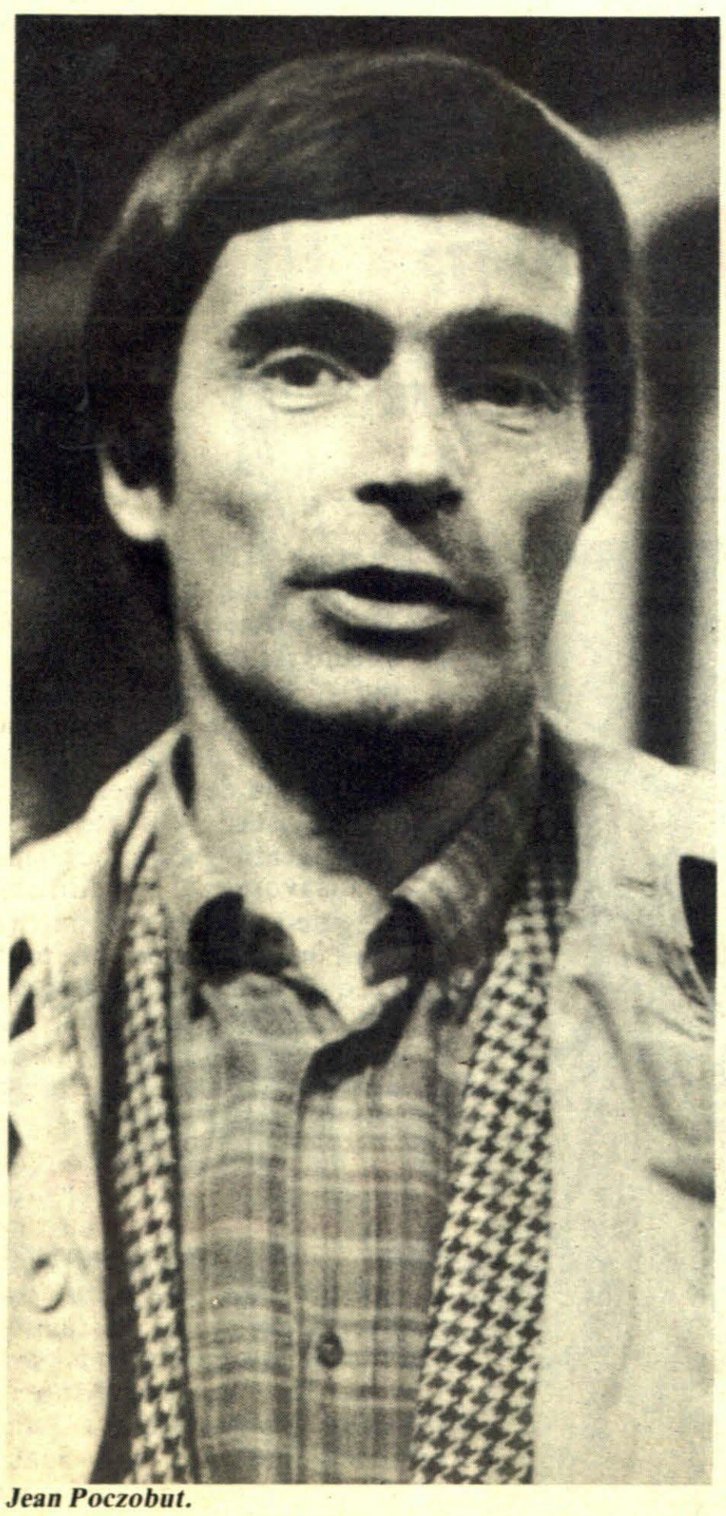
Toujours est-il que Carqueiranne met la puce à l'oreille des enquêteurs de Béziers. Première coïncidence troublante : c'est le même Smith et Wesson calibre 38 qui a servi pour les deux triples meurtres. Second indice non négligeable : Recco livrait souvent à Mammouth du matériel de plongée vendu par son employeur, l'entreprise Sporasub. Ce qui, le 13 juin 1979, lui a permis de se faire ouvrir la porte blindée de la salle de comptage du magasin. Toujours « Recco par-ci, Recco par-là », comme l'a dit lui-même en ironisant l'accusé au premier jour de son procès. Encore lui, seulement lui. Décidément beaucoup pour un seul homme.

Trop même. Et c'est ce qui conduit Recco aux assises. Un Recco pas vraiment aidé par son passé. Le 28 octobre 1960, Thomi joue l'ouverture de son destin tragique. Pris en flagrant délit de pêche à la dynamite avec son frère Pierrot, il abat à coups de fusil, de crosse et de pierre son parrain, Joseph Casabianca, malheureux témoin de la scène. Pendant quelques jours, Recco porte le masque du parent éploré. Puis se fait arrêter et condamner à Bastia. Prison des Baumettes, centre d'orientation de Fresnes, centrale de Caen. Puis Clairvaux, où le détenu asocial va devenir un prisonnier modèle. Tant et si bien qu'en 1977 Joseph-Thomas Recco se retrouve à l'air libre. Sous condition certes, mais dehors. Eh oui, même sous Peyrefitte, on brisait les chaînes de certains condamnés. Le « laxisme », si l'on peut dire, ne date pas de mai 1981.

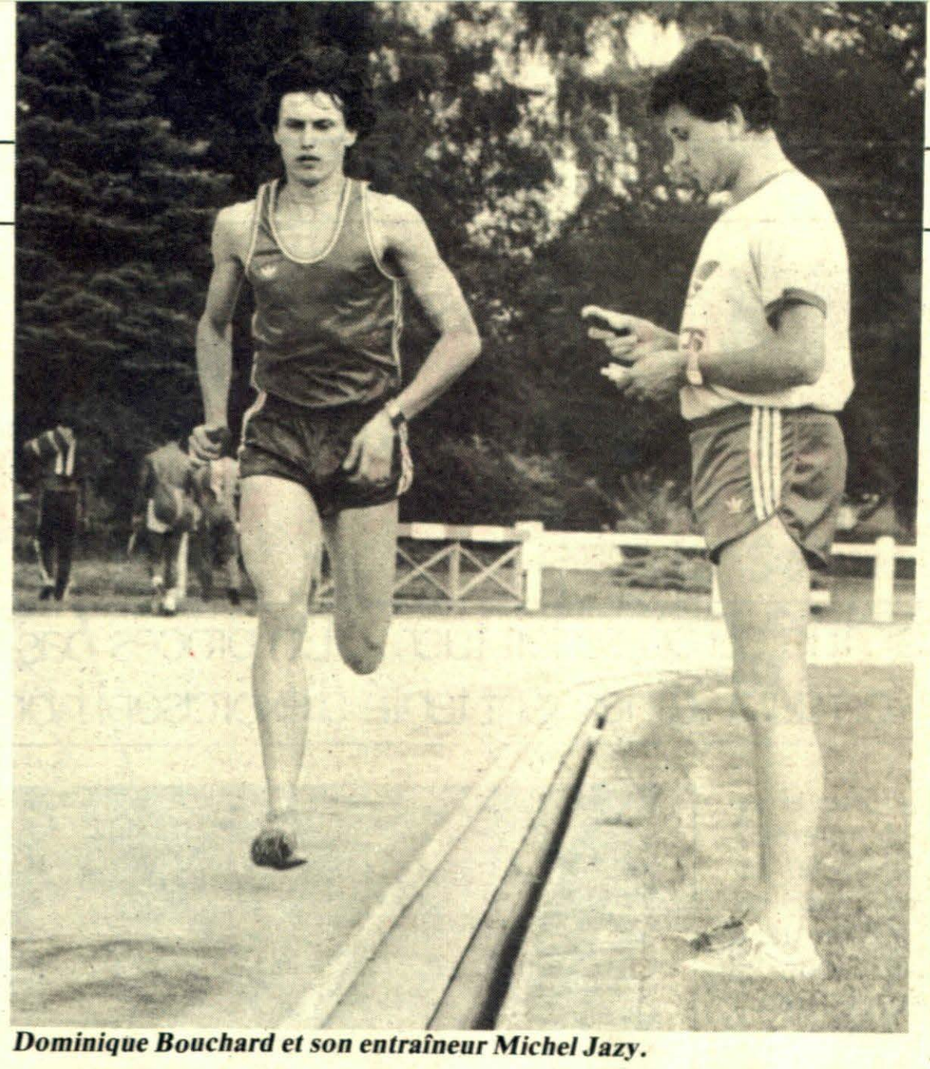
Recco aux assises, donc. Sinon le procès du siècle, du moins celui de l'année. 52 témoins, 29 experts, une dizaine d'avocats et plus de soixante journalistes. Et un accusé hors du commun, l'homme qu'on exècre, l'homme à abattre. Bien peu de témoins à décharge : sa femme, Chantal, deux commerçants qui affirment avoir vu Recco à Marseille à l'heure du crime de Carqueiranne. Et surtout sa mère, Micheline Recco, la « Louve », décidée à tirer son agneau de fils des griffes de la justice. « Il est tellement gentil qu'on ne peut pas savoir sa gentillesse, affirme-t-elle au président. Mais malheureusement, tout ce qui tombe, il tombe sur les Recco... Les lions se promènent et c'est les agneaux qui se font prendre. »

Légitime Défense omniprésente

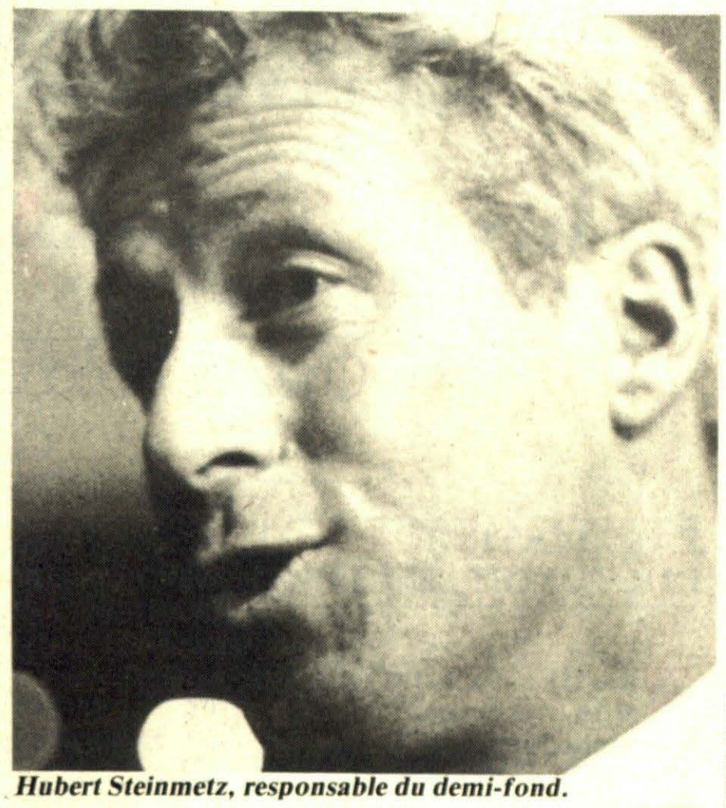
Faut dire que c'est une drôle de famille, la famille Recco. Marquée par le destin, la « maledizione ». Deux fils assassinés : l'un, Toussaint, par son beau-frère ; l'autre, Pierrot, par deux inconnus jamais retrouvés ; un autre fils, Paulin, mort dans un accident de voiture ; une fille enfermée depuis 30 ans dans un asile psychiatrique ; une autre fille, Francine, qui s'est rompu le cou en tombant d'une échelle ; enfin deux présumés meurtriers, Antoine, soupçonné d'avoir tué deux jeunes campeuses, et Thomi. Chez les Recco, on tue ou on se fait tuer. Mais Micheline persiste à croire que ses enfants sont injustement accusés : « Innocents sont mes fils. J'irai le dire aux juges. A genoux, s'il le faut, j'irai. » Oui, un procès pas comme les autres. Sur le banc de la partie civile, les parents des victimes, et « Légitime Défense ». L'association de François Romerio était omniprésente à Draguignan. A l'intérieur du palais de justice, par l'intermédiaire de son avocat, M^e Garaud ; et à l'extérieur, où les militants, à coups de banderoles et de tracts, racolaient les bonnes gens sur leur thème de prédilection : le rétablissement de la peine de mort. Au cours de son réquisitoire, M^e Garaud a d'ailleurs déploré qu'il soit désormais impossible en France de trancher le cou des condamnés. Œil pour œil, sang pour sang. Légitime défense, légitime violence. Ce procès fut un procès de fureur et de haine. A vous faire passer de grands frissons dans le dos, et à se féliciter qu'il existe des garde-fous. Si Recco est coupable, c'est un monstre. Mais d'abord un anormal à mettre hors d'état de nuire. Et il le sera puisque le jugement le condamne à la réclusion à perpétuité. Barbare, Recco ? Sans doute. Mais la machine à tuer du docteur Guillotin n'a jamais pu assassiner l'ignominie. ●



Jean Poczobut.



Dominique Bouchard et son entraîneur Michel Jazy.



Hubert Steinmetz, responsable du demi-fond.

Agence presse sports



L'équipe féminine de relais qui a sauvé l'honneur à Athènes.

ATHLETISME: S.O.S. CHEF D'OEUVRE EN PERIL

Florissant dans les années soixante, notre athlétisme est tombé depuis en déliquescence, évitant le naufrage de très peu à Athènes en septembre dernier. L'intérêt des médias n'allant qu'au sport-fric – tennis, football... – reste donc à espérer que la politique de patience menée par Jean Poczobut et son équipe portera ses fruits après une rude traversée du désert

PAR PHILIPPE CHAPPEZ

UN jeune athlète nommé Saïd Aouita a créé la sensation le 8 juin dernier à Florence en Italie en bouclant un 1 500 m en 3'32''54, neuvième performance mondiale de tous les temps et meilleure performance de la présente saison. Le record du monde de l'Anglais Steve Ovett a même tremblé sur ses bases. Certes Aouita est licencié au C.m.s. Marignane, le club d'une ville proche de Marseille, mais il n'est pas français pour autant. En effet, cet athlète de vingt-trois ans révélé par une surprenante victoire obtenue au cross du « Figaro » il y a deux ans est marocain, et il n'a pas la moindre intention de changer de nationalité.

Cela pour dire qu'en apprenant la nouvelle il y a quelques jours beaucoup de nostalgiques ont sans doute rêvé un peu. En fait, juste le temps de remettre les pieds sur terre et de se dire que Aouita, bien que licencié dans un club français, représentera le Maroc aux championnats du monde d'Helsinki au mois d'août, puis aux jeux Olympiques de Los Angeles l'année suivante. Bref, l'époque où un certain Michel Jazy faisait exploser, les records mondiaux du demi-fond sous l'œil de plusieurs milliers de spectateurs et de plusieurs millions de téléspectateurs n'est pas revenue comme par enchantement. D'autant plus que les meilleurs spécialistes de la question s'accordent à reconnaître qu'il faut au moins six ans pour former un athlète de demi-fond possédant la dimension internationale.

Inquiétant pour l'athlétisme français, lorsque l'on sait que le demi-fond est la spécialité « grand public » par excellence, spécialité symbolisée par le 1 500 m, une course-spectacle où l'intelligence, la résistance et la vitesse sont des qualités indispensables pour vaincre l'adversaire ou le chronomètre. Voire les deux à la fois. Qui n'a jamais frémi de plaisir à la vue d'une poignante lutte d'homme à homme dans la dernière ligne droite d'un 1 500 m ?

Inquiétant pour l'athlétisme français lorsque l'on sait que le demi-fond est même considéré comme la « locomotive » des autres spécialités. Dans ces conditions, nul n'est surpris de constater qu'aucun athlète national ne figure au palmarès des sept records du monde battus depuis la mi-mai. En revanche, on trouve à ce palmarès un Américain (Tom Pétranoff au javelot), un Allemand de l'Ouest (Juergen Hingsen au décathlon), un Chinois (Zhu Jianhua au saut en hauteur), une Roumaine (Anisoara Cusmir au saut en longueur), une Allemande de l'Est (Marlies Goehr sur 100 m) une Soviétique (Anna Ambrozene sur 400 m haie) et une Finlandaise (Tiina Lillak au javelot). Seul en fait Thierry Vigneron, ancien recordman du monde de la spécialité, est parvenu à tirer son épingle du jeu en réussissant une meilleure performance mondiale de la saison au saut à la perche (5,77 m) le mois dernier à l'occasion d'une tournée effectuée aux Etats-Unis. C'est mieux que rien, mais c'est encore très insuffisant.

Elite type commando

Sauvée par ses athlètes féminines, l'équipe de France est passée très près du naufrage total aux derniers championnats d'Europe organisés à Athènes au mois de septembre 1982. Or, les premiers championats du monde qui auront lieu dans moins de deux mois à Helsinki s'annoncent encore plus périlleux pour l'athlétisme français. Voilà pour le constat qu'il fallait bien établir.

Florissant dans les années soixante, et pas seulement grâce aux exploits de Michel Jazy et de Jean Wadoux, notre athlétisme est depuis tombé en déliquescence. Les deux éclaircies signées par Guy Drut aux jeux Olympiques de 1972 à Munich puis à ceux de 1976 à Montréal, dans une spécialité, le 110 m haies, malheureusement trop technique, n'y changeront rien. Alors la faute à qui ? Pas évident de désigner des boucs émissaires. Rien n'est simple en vérité.

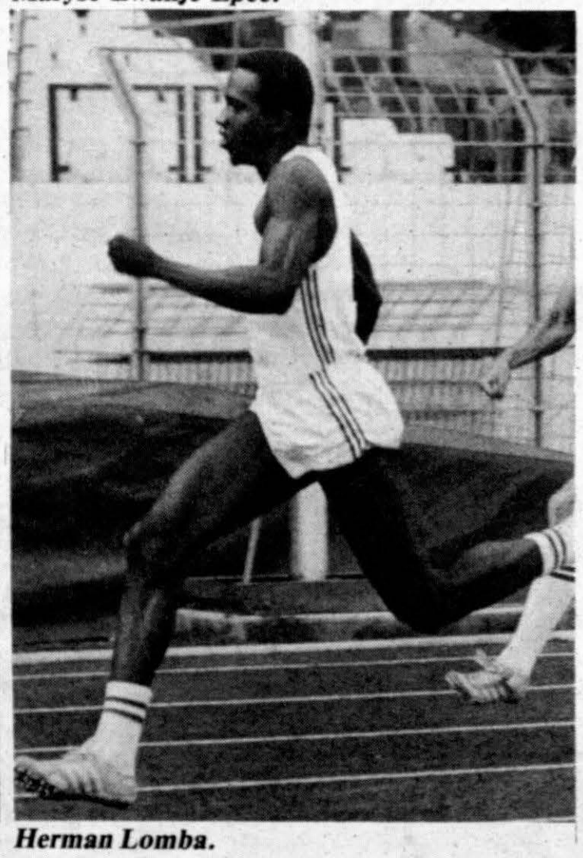
Il est cependant certain que la politique menée à la grande époque par Robert Bobin, un entraîneur doublé d'un meneur d'hommes exceptionnel, n'a pas été perpétuée comme il aurait convenu. Une telle politique bâtie avant tout sur la constitution d'une super-élite type « commando » présente, en effet, l'inconvénient de délaisser les bases de la pyramide, en l'occurrence les espoirs, au profit du sommet. En d'autres termes elle privilégie le court terme au détriment du travail en profondeur.



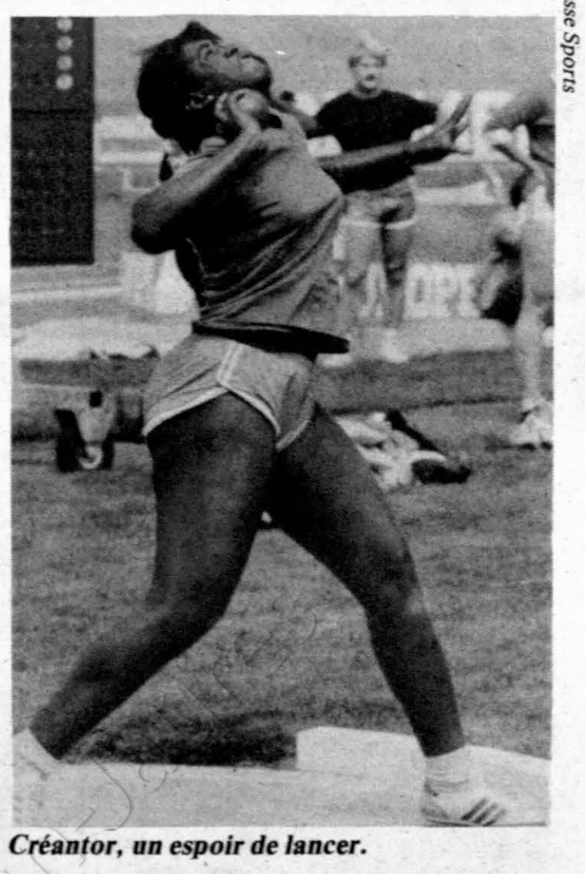
Le perchiste Thierry Vigneron.



Maryse Ewanje-Epée.



Herman Lomba.



Créantor, un espoir de lancer.

Agence Presse Sports

Faut-il pour autant brûler l'œuvre de Robert Bobin, devenu aujourd'hui M. jeux Olympiques de Los Angeles, à la demande d'Edwige Avice ministre des Sports. Sans doute pas. Mais on peut raisonnablement penser que l'ancien directeur de l'Institut des sports de Vincennes (INSEP) a été suffisamment secondé, et que l'athlétisme français a, au temps de sa splendeur, beaucoup trop imité la cigale de la fable de La Fontaine. A cet égard, l'exemple proposé par le demi-fond dont nous venons de situer l'importance est révélateur. Il y a une vingtaine d'années, les responsables de l'athlétisme national ont pensé que les Jazy, Bernard, Wadoux et autres Bogey trouveraient naturellement et automatiquement, presque comme par miracle, des successeurs, et que, dans ces conditions, il valait mieux se pencher sur le sort d'autres spécialités, les lancers notamment. Or, non seulement le demi-fond n'a pas connu la relève escomptée, faute d'une détection suivie, mais encore les lancers ont continué à péricliter. Si bien qu'à l'issue d'une inexorable descente aux enfers, Jean Poczobut, l'actuel directeur technique national de l'athlétisme, a hérité, en 1978, d'une élite incomplète, vieillie, avec une majorité d'athlètes aspirant à une juste retraite sportive. Cette situation, en fin de compte normale, n'aurait pas été alarmante si une quelconque relève avait pointé le bout de son nez. Mais ce fut loin d'être le cas. Et Jean Poczobut, un ancien professeur d'éducation physique champenois, a dû retrousser ses manches et entreprendre un patient travail de reconstruction de la pyramide, travail qui, en principe, devrait porter ses fruits dans quelques années.

En principe disons-nous, car Jean Poczobut semble à l'heure actuelle un homme plutôt seul, relativement peu soutenu. Critiqué sans ménagement par une partie de la presse qui lui reproche son manque de réalisme, et d'être en quelque sorte anti-Bobin, il est en outre desservi par un encadrement technique quantitativement et qualitativement insuffisant, ainsi que par un contexte social délicat. Dommage car les jeunes ont toujours le goût de l'effort, en dépit de l'offensive des sports de loisirs. Jean Poczobut rappelle à ce propos que les championnats départementaux et les championnats scolaires croulent chaque année sous le nombre des participants. Ce qui n'exclut pas une déperdition importante au niveau des cadets et des juniors. Pourquoi ? D'abord parce que l'entraînement suivi par le jeune athlète est beaucoup trop souvent rébarbatif, excessivement spécialisé, et surtout mené à un train de senior. Juste bon pour « griller » un jeune talent avant l'âge. Hubert Steinmetz, un Alsacien de 41 ans, devenu le nouveau responsable du demi-fond national est donc résolu : « Les jeunes ne doivent plus manger leur blé en herbe », dit-il avec un sens de la formule certain.

En outre, dix-sept ans est depuis toujours l'âge du choix entre plusieurs voies. Un choix devenu encore plus crucial dans une société économiquement troublée. D'où la volonté de Jean Poczobut d'insérer les athlètes non étudiants dans le monde du travail dès le début de leur carrière. Et non après. Très apprécié pour ses qualités humaines, Jean Poczobut veut, autant que faire se peut, éviter l'arrivée sur les stades du champion-chômeur, car il estime que l'athlète a davantage de chances de s'épanouir s'il se sent professionnellement sécurisé. Pas évident par les temps qui courent. C'est pourquoi il a entrepris, avec le concours du ministère des Sports, une louable politique d'insertion professionnelle du jeune champion. A ce jour, dix accords ont été passés avec des entreprises, décidées à embaucher des sportifs de haut niveau payés intégralement, mais employés à mi-temps, afin de consacrer une demi-journée à leur entraînement et à l'indispensable récupération.

Effet dynamisant

Les P.t.t., l'E.d.f., la R.a.t.p., la S.n.c.f., la S.n.i.a.s., le Crédit lyonnais, le Crédit agricole, l'U.a.p., les Charbonnages de France et I.b.m., la seule entreprise privée du lot, ont donc accepté de jour le jeu, tout en espérant recueillir un jour ou l'autre les fruits de l'éventuelle renommée d'un des champions engagés. M. Cortot, chef du service recrutement à la S.n.c.f., estime, en outre, pour l'avoir constaté, que la présence d'un champion suscite un effet dynamisant sur l'ensemble du service où il est affecté.

Une excellente initiative qui n'est pas de la poudre aux yeux, car les sportifs bénéficient des mêmes possibilités de promotion interne que leurs collègues. Il s'agit donc d'un emploi qui ne cessera pas avec la carrière du champion, comme cela arrive souvent pour les footballeurs dits promotionnels. Un risque non prévu est cependant apparu à cause de l'euphorie provoquée chez certains athlètes par ces nouvelles conditions de préparation. Ainsi le sauteur en longueur cherbourgeois, Denis Pinabel, espoir de la spécialité, qui, engagé par E.d.f., s'est surentraîné au point de se faire une fracture de fatigue. Résultat : la saison est terminée pour Pinabel : « J'ai pourtant dit à tous les athlètes placés dans de nouvelles conditions de préparation de ne pas s'entraîner brutalement, explique Jean Poczobut. Mais il est difficile de les freiner, car tous veulent rattraper le temps perdu. » Compréhensible.

En dépit de quelques petits couacs de ce genre, cette politique d'insertion du champion est cependant préférable à celle des « contrats olympiques » conduite précédement par Jean-Pierre Soisson, l'ancien ministre des Sports. Car ces « contrats » n'intéressaient qu'une toute petite partie de l'élite, ils n'assuraient pas le devenir des athlètes et de plus créaient des jalousies au sein de la corporation. « Pourquoi lui et pas moi qui en ait davantage besoin ? » entendait-on souvent.

Cela étant, beaucoup d'autres obstacles devront être contournés pour remettre à flot notre athlétisme. Citons notamment la traditionnelle insuffisance de l'éducation physique au niveau du primaire, l'opposition tout aussi traditionnelle de certains enseignants d'E.p.s. à la compétition, sans oublier le problème également crucial du double étalement des examens et des études supérieures. Sur ce dernier point, un accord quasi historique, qui en appellera peut-être d'autres, vient d'être passé entre l'université de Montpellier et Maryse Ewanje-Epée, grand espoir du saut en hauteur féminin. Autorisée à passer son Deug d'administration économique et sociale en quatre ans au lieu de deux (ou trois si l'on prend en compte l'année de redoublement possible), Maryse, dix-neuf ans, est prête à s'envoler vers les 2 m.

Un autre obstacle de taille au redressement est constitué par l'indifférence des médias et des sponsors à l'égard des sports qui connaissent une passe difficile et n'obtiennent pas des résultats spectaculaires. En quelque sorte, tout pour Platini, Noah et Pajot ; les miettes pour Vigneron et Réga. « Oh vous savez, note un peu fataliste Jean Poczobut, l'argent allait déjà aux sports commerciaux même lorsque les Français n'obtenaient pas de résultats. » Or, Yannick Noah vient de remporter les Internationaux de France de tennis... Et pourtant l'athlétisme français aurait bien besoin de l'aide privée qui contribue au succès des athlètes de R.f.a., d'Italie, d'Angleterre dans une moindre mesure, et même d'Espagne. Car les subventions publiques ont de plus en plus de mal à couvrir des coûts qui augmentent très vite. Les frais de stages notamment à Font-Romeu ou ailleurs. Mais, pour l'athlétisme, l'aide privée est soit symbolique, soit destinée aux courses de masse dont la vogue est certaine.

Et pourtant les jeunes lanceurs de javelot, de marteau, de disque ou de poids de l'Hexagone auraient tout autant besoin d'aide morale, cette fois, que les jeunes champions en herbe du tennis montés en épingle dès le premier succès. Mais il est bien connu que, de plus en plus, l'intérêt de la plupart des médias va au « sport-fric », rentabilité commerciale oblige.

Reste donc à espérer que les Philippe Dupont, Bruno Tabourin, Daniel Lavie, Didier Poirier, Dominique Bouchard, Herman Lomba et autres Nathalie Toumas, considérés comme les plus sérieux espoirs de notre athlétisme, seront dans quelques années les grandes réussites de la politique de patience menée par Jean Poczobut et son équipe. Et si en 1985 ou 1986 un garçon comme Dominique Bouchard, entraîné par Michel Jazy, se met à courir sur les traces de son aîné, il y a gros à parier que les médias et les sponsors attirés par la victoire rappliqueront dare-dare. « Il faut donner aux Français une véritable culture sportive », dit Guy Guézille, l'un des adjoints de Jean Poczobut. Cela urge effectivement. Mais c'est, hélas, une autre œuvre de très longue haleine. ●

L'ECOLE, MAISON OUVERTE A TOUS

L'école, lieu de vie, lieu d'échanges. Leit motiv que l'on retrouve dans une école primaire du XX^e arrondissement de Paris où on expérimente de nouveaux outils pédagogiques qui ont déjà fait leurs preuves

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

Pascal Lebrun



Les écoliers de la rue Le Van dans le XX^e arrondissement de Paris avec leurs instituteurs.

LA consultation dans les écoles prend fin. Sans crier gare puisqu'elle n'a guère fait parler d'elle, malgré l'important travail qu'elle a suscité, chez les enseignants comme chez les parents.

Dans cette aventure où il s'agissait à la fois de dresser un bilan de l'école française et de définir des perspectives de réforme, toutes les écoles n'étaient probablement pas également armées. Celles qui, depuis des années, expérimentent les voies d'une pédagogie dite rénovée pèsent lourd dans la balance. Raison pour laquelle nous avons visité celle du 20, rue Le Vau, dans le XX^e arrondissement de Paris.

Ici, comme dans d'autres écoles de l'arrondissement, un inspecteur, Robert Gloton, a créé en 1962 des classes expérimentales... avec des maîtres volontaires. A l'époque, déjà, on parlait d'échec scolaire, d'inadaptation de l'école à l'enfant. Et on cherchait à expérimenter de nouveaux outils pédagogiques qui, après vingt ans de pratique, de tâtonnements, d'échecs et de réussite, ont fait leurs preuves.

Quelques mots suffisent à définir les contours de cette pédagogie rénovée : apprentissage de l'autonomie et de la responsabilité, pédagogie de la réussite, individualisée, adaptée à chaque enfant.

Pas de programme, pas de niveau

« L'enfant va à la découverte d'une difficulté qui est la sienne. Avec l'aide du maître », résume Guy, un des instituteurs de la rue Le Vau. Le maître propose donc à l'enfant, ou au groupe, un contrat de travail. Et, surtout, il supprime la référence à un livre de classe unique, à « une table des matières imposées par un éditeur ». Pas de programme tout fait, pas de niveau préétabli. « Il nous semble inutile de parler de la hauteur du mont Blanc à un enfant qui ne connaît pas sa propre taille, qui n'a pas acquis les notions de grandeur, de hauteur, de localisation dans l'espace » ou encore : « Il nous semble inutile de boucler le programme à tout prix si chaque enfant n'a pas atteint son maximum. »

Rue Le Vau, les enfants utilisent un matériel varié, des fiches choisies par les enseignants dans différents livres et, pour l'apprentissage du français, ce qu'ils appellent le « coin lecture » : une boîte qui contient des fiches dont la couleur, du rose au turquoise, indique un niveau de difficulté, variable avec la longueur du texte, son contenu. Des questions, à la suite du texte, permettent à l'enfant de savoir s'il en a bien compris le sens. Et d'évaluer lui-même ses progrès.

Car l'auto-évaluation est un des piliers de cette pédagogie. Chaque trimestre, l'enfant juge lui-même de ce qu'il a appris, de ses progrès, de ses difficultés. Ce bilan ne correspond pas à une notation, mais à une appréciation de son travail et de ses résultats. « C'est une idée ancienne, qui a plus de quinze ans, explique Jamil, un autre instituteur. Mais sa formulation évolue. Nous la changeons chaque année, pour qu'elle corresponde mieux à ce que les enfants comprennent. »

Différente aussi de bien des écoles, la démarche, pour laquelle aucune discipline n'est plus noble que les autres, pour laquelle savoir rechercher un document est aussi important que savoir s'exprimer, que ce soit avec son corps, avec sa langue, avec sa plume. Ou même avec des images. Ainsi, l'école possède un labo-photo, un ciné-club, ouvert également aux adultes, par lequel les enfants s'initient au style cinématographique, à la « grammaire de l'image ». Et, l'année prochaine, ils pourront passer à l'étape suivante, avec un équipement vidéo.

Démarche différente aussi en ce qu'elle essaie de toujours partir du concret, du réel, du vécu de chaque enfant, pour l'amener à comprendre des règles et à acquérir des connaissances précises. « Nous voulons d'abord situer l'enfant dans l'espace et dans le temps, avec la découverte de son milieu de vie, de son propre corps, de son histoire immédiate. »

Les méthodes sont nécessairement adaptées à ces objectifs. « On cherche le pourcentage de réussite et non celui d'échec. » Pas de classement, mais l'apprentissage du travail en groupe, de l'entraide, des concours sous forme de jeux. Pas de compositions mais un contrôle continu.

« Notre projet consiste à susciter chez les gamins une sorte d'enthousiasme à la connaissance », résume Jamil. Beau programme qui, lorsqu'il réussit — ce qui est presque toujours le cas —, conduit les enfants à être de plus en plus exigeants et demandeurs. « Et nous ne pouvons pas totalement y répondre dans le cadre de la classe. A eux, alors, de se lancer dans un travail individuel. »

A cette demande correspond le centre de documentation que l'école a installé dans une des classes, avec l'aide des parents. Plus qu'une bibliothèque, un lieu de recherche. Encore un lieu d'apprentissage de l'autonomie qui symbolise en même temps l'intervention des parents dans l'école, puisque c'est une mère d'élève qui en a la charge.

L'ouverture est en effet un des éléments clés de cette pédagogie. Elle s'est opérée au départ avec le décloisonnement de certaines activités, la multiplication de classes de nature et de sorties, l'apport d'intervenants extérieurs, que l'école accueille toujours à bras ouverts ; des étudiants, des chercheurs, des parents. Ainsi se sont mis en place les clubs les plus divers. Tennis de table, danse, gymnastique féminine, théâtre et masques, cinéma, photo... Au total, aujourd'hui, seize « sections », animées par des bénévoles dans l'immense majorité des cas, des instituteurs, des parents. Le tout est regroupé dans un cercle culturel et sportif de plus de trois cent cinquante membres, dont cent cinquante enfants de l'école. Et où des adolescents, anciens élèves de l'école, souvent, se sont fait une place de choix.

Alphabétisation et lieu de rencontre

« Nous nous sommes aperçus rapidement que rénover la pédagogie ne suffisait pas », raconte Jamil. Avec des effectifs qui re-

groupent 25 % d'enfants d'immigrés, très souvent en échec scolaire, il fallait faire plus. « Créer des passerelles entre le monde de l'école, auquel ils sont véritablement étrangers, et celui dans lequel ils vivent avec leur famille ». A la rentrée un nouveau club va voir le jour : alphabétisation et lieu de rencontre, dans l'enceinte de l'école, pour les parents.

Ainsi, progressivement, l'école a-t-elle débordé de son cadre convenu, pour offrir à un quartier sous-équipé des services comparables à ceux d'une M.j.c. Et, aujourd'hui, elle a l'ambition de devenir une maison d'éducation populaire, ouverte à tous. Une évolution qui se justifie d'elle-même depuis que l'école s'est ouverte aux parents et que les activités d'apprentissage des enfants se sont déroulées dans le cadre des clubs.

Crises en tous genres

Evidemment, cela ne se fait pas tout seul. Et les crises n'ont pas manqué, rue Le Vau. Crise lorsqu'en 1980 le statut des classes expérimentales a été supprimé et avec lui les dérogations dont bénéficiaient quatre-vingts classes en France : présence d'un instituteur surnuméraire jouant le rôle de coordinateur, maximum de vingt-cinq élèves par classes et, règle non dite mais efficiente, cooptation des enseignants.

Crise aussi à l'intérieur de l'équipe lorsqu'il y a trois ans les partisans du plus grand laisser-faire sont partis. Les structures de l'école en ont beaucoup souffert et l'équipe actuelle a entrepris un véritable travail de reconstruction. Par exemple avec le conseil de l'école, institution créée en 1969 et qui a permis aux enfants, tant qu'elle a réussi à fonctionner sans démagogie, de conduire en grande partie la vie de l'école. Aujourd'hui, seuls les conseils de classe fonctionnent, de façon variable selon les classes.

Malgré ces crises qui sont bien dans la manière d'une pédagogie qui se dit elle-même d'expérimentation par tâtonnements, l'apport d'écoles comme celles de la rue Le Vau ne peut pas être nié. Et sans aucun doute la consultation dans les écoles devra-t-elle en tenir compte, comme les travaux de la commission Legrand ont tenu compte des expériences conduites dans les collèges. La qualité du travail fourni par les parents et les maîtres réunis au 20, rue Le Vau est d'ailleurs très convaincante.

Une des commissions a ainsi étudié quelques-unes des causes de cet énorme gaspillage qu'est l'échec scolaire. Par exemple, le non-respect des rythmes d'enfants qui ont souvent des journées plus longues que celles de leurs parents. Rythme des programmes, cloisonnement trop rigide de la journée, de la semaine, de l'année... Parmi les volontés exprimées par cette commission, la mise en place d'un projet adulte-enfant, qui cesserait de nier l'enfant en tant que personne et le reconnaîtrait comme interlocuteur à part entière en même temps qu'il permettrait d'accueillir au maximum les parents à l'intérieur de l'école.

L'école, lieu de vie, lieu d'échanges. C'est un leitmotiv, qui se retrouvera certainement dans bien d'autres travaux. Une autre commission a proposé une réforme de structure où l'équipe éducative — regroupant tous les adultes intervenant dans l'école et les parents — se réunirait régulièrement, en assemblées générales comme en groupes de travail, et interviendrait directement dans la vie de l'établissement, parallèlement à un conseil d'enfants.

Autres propositions : l'ouverture permanente de l'école, la souplesse des horaires, le regroupement des études en deux « cycles », un cycle dit fondamental qui s'achèverait autour de huit ans et correspondrait à l'apprentissage de la lecture, de la numération et du calcul, et un cycle « d'ouverture » organisé en ateliers : l'obtention de certificats donnerait accès aux études secondaires.

Ces propositions peuvent sembler révolutionnaires. Pourtant, l'équipe de la rue Le Vau se déclare prête à commencer sa mise en pratique dès la rentrée prochaine... Une rentrée qui, pour l'instant, apparaît comme dangereusement compromise par les rigueurs de l'administration. Le directeur des services académiques de Paris a en effet décidé d'y supprimer une classe, sous le prétexte d'un calcul d'effectifs attendus dont l'équipe nie la réalité. Avec huit classes, dont deux cours préparatoires, l'école doit accueillir en septembre deux cent cinq élèves, dont quarante en C.p. La suppression de cette classe porterait la moyenne d'enfants par classe de 27,5 à 33 (classes préparatoires non comprises).

« Pas des gardiens de chèvres »

« Mais cela n'est pas le plus grave, commente Jamil. Le problème des effectifs n'est pas tout. Nous préférons poser le problème en termes de pédagogie. » Et, en effet, comment assurer à sept seulement la totalité des animations pour lesquelles huit instituteurs suffisent à peine ? Réduire l'activité de la rue Le Vau, au moment même où le ministère de l'Education nationale reprend à son compte l'essentiel des démarches des expérimentateurs, cela semble parfaitement absurde. Pourtant, il y a là, de toute évidence, une volonté délibérée de l'administration départementale. Dans laquelle, de surcroît, le ministère ne veut pas intervenir, au nom de la décentralisation ! Imbroglio dont on peut tout de même espérer une issue heureuse. Pour une fois que des enseignants ont le courage de dire : « Nous avons la prétention de n'être pas des gardiens de chèvres. » ●

A LIRE SANS FUMER

La nouvelle campagne anti-tabac se distingue des précédentes par son humour et sa volonté de déculpabiliser en informant. A vous rendre non fumeur et fier de le rester



PAR PIERRE-YVES POINDRON

« ALLEZ, prenez-en une petite ! » « Vous en voulez une ?... Ça ne peut pas faire de mal... » « Allez, allez... » C'est à Jacques Rouland et à sa caméra invisible que le Comité français d'éducation pour la santé a confié le soin de mettre en scène le démon tentateur, courant, paquet à la main, après d'innocents passants qui ignorent qu'ils sont filmés. En 45 secondes, le temps d'un petit sketch, un ancien fumeur repenti repousse victorieusement les assauts du démon de la cigarette en faisant spontanément confidence de son bien-être de non-fumeur, heureux et fier de l'être devenu. Cinq petites séquences qui passeront 25 fois à la télévision et où la vertu triomphe — avec humour, ce qui n'est pas si fréquent — du vice. On espère que l'exemple sera contagieux. Toujours est-il que ces cinq spots proposés par le C.f.e.s. respirent la liberté et font sourire... On est loin du discours apocalyptique, alarmiste et moralisateur auquel, hélas, les bonnes intentions succombent trop souvent. Il y a là indéniablement une trouvaille... Le Comité français d'éducation pour la santé a changé de ton pour sa nouvelle campagne anti-tabac commencée la semaine dernière. Autrefois, on brandissait le spectre de la mort, un spectre new-look, armé de la faux « cancer » et on promettait mille maux à qui tétait le mégot. Certes le message n'a pas été vain. Nous sommes tous au courant des ravages du tabac. Les moins atteints par le tabagisme ont reculé devant la tentation à l'idée d'avoir un jour les poumons ratatinés par le goudron. Depuis la première campagne lancée en 1976, 2 500 000 personnes se seraient définitivement éloignées des cendriers. Mais il s'agit pour la plupart de petits et moyens fumeurs. De 1976 à 1983, la proportion de fumeurs âgés de plus de quinze ans est passée de 44 % à 39 % de la population. Les hommes ont marqué davantage de points. Il est vrai qu'ils partent de plus loin : ils étaient 60 % à sucer le lait toxique de la nicotine en 1976, ils ne sont plus que 50 % cette année, alors qu'un tiers des femmes fumaient en 1976 (elles ne sont plus que 29 %). Dans le même temps, la consommation de tabac par habitant régressait quelque peu, passant de 2 332 g à 2 280 g par an. Ces succès sont évidemment à mettre au compte de l'information, tant auprès du grand public qu'auprès des médecins ou qu'en milieu scolaire. La législation y est également pour quelque chose. L'interdiction de fumer dans les lieux publics est relativement respectée. La loi sur la publicité, en revanche, est parfois détournée. Il n'empêche que l'image valorisante du fumeur, véhiculée par les médias ou le cinéma, est en passe d'entrer au musée des mythes du temps jadis...

Le relèvement des prix du tabac freinera-t-il la consommation ? L'exemple de pays comme le Danemark ou la Grande-Bretagne permet d'en douter. Passé un certain délai — il en est comme pour l'essence —, les fumeurs refont le plein de goudron. Dans une enquête menée au début du mois de mai, 66 % des fumeurs avouent que l'instauration de la vignette tabac ne changera rien à leurs habitudes. Les raisons de santé sont bien plus souvent invoquées que le coût de la fumée par ceux qui souhaitent s'arrêter de fumer.

L'arsenal législatif doit donc être complété par une large information. Mais quelle information ? Depuis les premières campagnes, la structure de la consommation s'est modifiée. En proportion, il y a davantage de gros fumeurs aujourd'hui qu'hier. C'est dire qu'ils sont restés sourds aux trompettes de l'apocalypse ; se laisseront-ils séduire par les fifres bucoliques d'une vie plus saine ? Fumeurs impénitents, fumeurs indégoudronnables, ce sont eux qu'il faut convaincre aujourd'hui, en même temps qu'il faut continuer à dissuader les futurs adeptes de Nicot. Est-ce pour cela que la campagne anti-tabac menée aujourd'hui par les organismes ad hoc ne prend plus les allures de croisade, mais joue la séduction ? Ce n'est peut-être pas l'unique raison. Toujours est-il que la peur n'est plus l'unique conseillère des ménages. En plus des spots télévisés où l'humour peut avoir des vertus curatives, le Comité français d'éducation pour la santé édite en collaboration avec d'autres organismes une brochure « Soyez plus fort que le tabac », destinée au grand public, où l'on nous dévoile utilement les mécanismes de la dépendance pharmocologique et comportementale, où l'on nous prodigue un certain nombre de conseils pour secouer le joug de la cigarette, où un ancien fumeur nous livre ses recettes et où enfin on nous expose les différentes méthodes qui peuvent servir de béquille à une volonté chancelante. Le C.f.e.s. n'a pas renoncé aux affiches, mais elles ont une connotation moins dramatique. Enfin, les élèves des classes de 6e et 5e seront invités à participer à un concours.

Le ton des campagnes anti-tabac a changé. Nous voici délivrés des discours culpabilisants où d'autres facteurs pathogènes étaient voilés pas un épais rideau de fumée. Certes, on ne peut oublier les dangers du tabac auquel on attribue 90 % des cancers du poumon, bien que le rythme des décès se soit ralenti depuis la lutte contre le tabagisme, 75 % des bronchites chroniques et 25 % des maladies ischémiques du cœur. Mais le tabac est-il l'unique responsable des 31 000 décès qu'on lui impute ? Le taux de mortalité par tumeurs malignes de l'appareil respiratoire dans les différentes catégories socioprofessionnelles autorise à se poser cette question. La maladie frappe inégalement : deux fois plus d'ouvriers et d'employés que de cadres supérieurs ou d'agriculteurs. Il y a là matière à recherche. Tout le monde n'est peut-être pas aussi bien placé « pour prendre la vie à pleins poumons ». Avec ou sans tabac.

OBJECTIF : 10 000 NOUVEAUX ABONNES

Depuis quelques mois « l'Unité » a changé de visage et se présente à vous avec un nouveau format, plus maniable, et une pagination plus étoffée qui permet de réaliser un journal plus vivant et plus équilibré. De toute part, on nous dit que ce changement est apprécié.

Onze ans après sa naissance, « l'Unité » a donc pris un nouveau départ qui se prolonge par une grande campagne d'abonnement à laquelle nous fixons comme objectif 10 000 abonnés nouveaux.

Pour l'atteindre nous avons besoins du concours actif de tous ceux qui lisent ce journal, de tous ceux qui le diffusent de tous ceux qui, responsables du Parti socialiste, militants ou sympathisants, ont la possibilité de le faire connaître autour d'eux. Face à la grande presse qui dispose de moyens écrasants, vous êtes notre richesse. Mobilisez-vous avec nous pour faire faire à « l'Unité » un nouveau bond en avant. c'est aujourd'hui une tâche prioritaire dans le combat des socialistes.

Bulletin d'abonnement à retourner à :

l'administration de

l'unité

10, rue de Solférino 75007 PARIS

Je soussigné .....

.....

.....

demeurant.....

.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

* ***abonnement d'un an (250 F)*** ☐

* ***abonnement de six mois (160 F)*** ☐

et vous adresse la somme correspondante

☐ par chèque bancaire ☐ par chèque postal

☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.342351J.PARIS

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

Date Signature

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10, rue Solférino 75007 Paris. Tél. : 550.34.35. Directeur : Claude Estier ; Rédaction en chef : Nicole Chaillot, Guy Perrimond ; Grand Reporter : Jean-Paul Liégeois ; Rédaction : Jean-Pierre Bedei, Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Frédérique de Gravelaine, Claude Jadoul, Paul Leduc, Françoise Loriol, Pierre-Yves Poindron, Gilbert Sans. Secrétariat de rédaction : Nadine Berger (révision), Mauricette Duchemin (maquette) ; Dessins : Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Pym, Forcadell, Bellenger ; Photos : Pascal Lebrun ; Publicité : 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73. Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé ; Coordination : Ofres 118, Champs-Elysées, 75008 Paris. Imprimerie : E.T.C. 76190 Yvetot. Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité ; Directrice de la publication : Nicole Chaillot ; Cadet Photocomposition, 75009 Paris.

LE BATIMENT DU NORD

ENTREPRISE GENERALE DE BATIMENT

ENTRETIEN

REPARATION

TRAVAUX NEUFS

3, rue de la Gare-LOMME

Tél. : (20) 92.00.24

petites annonces

Tarifs	La ligne H.T.	La ligne T.T.C.
Offres d'emploi (minimum 5 lignes)	22 F	25,87 F
Demandes d'emploi	12 F	14,11 F
Immobilier	18 F	21,17 F
Divers	18 F	21,17 F

OFFRES D'EMPLOI

Réf. 306. Ville de Meaux (77100), 45 000 habitants, recrute un (ou une) adjoint (e) technique ou un surveillant de travaux possédant le niveau B.t.a.o.h. ou B.t.s.h. - sous option J.e.v. et grande expérience communale en vue d'assurer le rôle d'adjoint au chef de service espaces verts.

Adresser candidature avec curriculum vitae à Monsieur le Maire de Meaux.

Réf. 307. Ville de Chilly-Mazarin (91380) recrute un (e) bibliothécaire pour direction d'un nouvel équipement par mutation ou sur titres.

Envoyer C.v. à Monsieur le Maire avant le 20 juin 1983.

Réf. 308. La mairie de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique) recherche un(e) journaliste municipal(e) contractuel(le). Il (elle) secondera le chef de service Information-communication pour la rédaction du journal municipal, la conception d'exposition, etc.

Une expérience préalable dans le secteur de la communication municipale est souhaitée.

Envoyer avant le 2 juillet lettre manuscrite, C.v. détaillé, photo et numéro de téléphone (pour contact immédiat) à Monsieur le Maire, Cabinet, 44606 Saint-Nazaire Cedex.

Réf. 309. Urgent. Cherche pour le 1er septembre employée ou employé de bureau (dégagé obligations militaires), permis de conduire, bonne présentation. Tél. 550.34.35 poste 397.

cinéma

JUIN - N° 294

SPECIAL ROBERT BRESSON

par Michel Estève

Joël Magny

René Prédal

et **« l'Argent »**

par Jean Sémolué

Tous les films du mois au cinéma et à la télévision, et l'actualité

En vente partout. 20 F, et 7, rue Cadet, Paris 9e

les socialistes dans



5ème Conférence nationale Entreprises - mai 1982

Club socialiste du livre

Vient de paraître

Ce livre est un document capital pour qui veut comprendre l'action politique des socialistes dans l'entreprise.

Edité par le Club socialiste du livre 10, rue de Solférino — 75007 PARIS.

Prix de vente : 49 F.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

LE PARC DE LOMME

Une innovation.

La créativité.

Ce mot magique, éclatant, sorti du Néant et qui devient Réalité, semblait soit, être considéré comme une maladie honteuse avant le 10 mai, soit, avoir été étouffé par les « ronrons de contentements » d'hommes ayant « peur d'avoir peur » (comme disait Colette).
Quelques uns d'entre nous se souviendront de ce bon vieux LUNA PARK, directement accoudé aux frontières de PARIS, offrant ses grands manèges. (Circuit - Railway - Grande Roue etc...).
LUNA PARK est mort quelques années après la dernière guerre, et il ne reste plus en FRANCE que quelques Parcs d'attractions de bien petite taille fréquentés localement, ou de grandes manifestations à dates fixes : Foire du Trône - Fête des Loges. Le Français aime les foires et fêtes populaires, qui le changent tellement de ses habitudes, souvent, trop programmées. Il aime comme ses frères d'autres pays, les bruits, odeurs, lumières et imprévus visuels.
Seul ou en famille l'homme veut s'amuser et oublier son quotidien.
L'affluence dans ces festivités à court-terme est immense ; c'est-dire l'intérêt perpetuel qu'elles entrainent.

Que font nos voisins

En Europe, ces mêmes lieux d'attractions et d'amusements sont par contre très nombreux.
Angleterre = 43 Espagne = 5
Allemagne Ouest = 23 Danemark = 5
Belgique = 6
Mais les U.S.A. détiennent le record avec 1000 parcs dont Disneyland en Californie et Disneyworld en Floride.
La réussite de ces points enchanteurs se mesure au nombre d'entrées annuelles - Pour le vieux continent, le chiffre oscille entre 1 et 9 millions, quant aux territoires de l'Oncle Sam, il dépasse les 14 millions -
C'est pourquoi, nous nous devions de réagir et c'est fait ! -

Le parc de lomme va naître

IMPLANTE sur la commune de LOMME, en bordure de la rocade Nord-Ouest de Lille, donc proche de la frontière Belge, ce parc sera l'un des tous premiers lieux d'attractions d'Europe d'ici 1990. Il draînera ainsi toutes les clientèles anglaises, belges, allemandes, luxembourgeoises et hollandaises.
Le choix de la situation géographique a été bien pensé puisqu'elle est en parfait accord avec sa vocation européenne.
La commune de LOMME est située sur l'Axe Paris - Gand -Anvers.
Le parc est directement accessible par les autoroutes Bruxelles -Dunkerque - Paris, (sans aucun feu rouge).

Que peut-on y trouver ?

Ce parc offre d'infinis avantages :

— Ce sera d'abord et avant tout un magnifique aménagement paysagé apte à la promenade tranquille grâce aux multiples allées boisées et clairieres fleuries, loin des bruits. Cette notion de liberté et de choix pour le visiteur fait du parc de LOMME un attrait exceptionnel.
On y trouvera ensuite toutes les possibilités, les plus variées dans le cadre de la restauration : du sandwich, au croissant chaud, des saucisses au cornet de frites, pour ceux qui ne veulent pas perdre de temps. L'échantillonage se verra augmenté par des restaurants simples, à la cuisine typique française, chinoise, indienne. Enfin pour les visiteurs décidés à bien festoyer, un ou deux restaurants de classe leur présenteront des menus et des cartes plus sophistiquées.
— Un éventail prodigieux d'attractions en quantitié et qualité.
Il y aura tous les manèges et toutes les attractions qui ont déjà fait la réussite de ce type de loisirs apportant à chacun : Sensations, Amusements et Etonnements, mais surtout, l'originalité du parc de LOMME résidera dans la conception d'un nouvel environnement culturel et la création de Thèmes inédits qui en feront un endroit unique, comparable à aucun autre parc dans le monde.
Que de « titres » qui font rêver à l'avance : la Vallée Préhistorique avec ses dinosaures et ses hommes des cavernes, le Village Gaulois, la Ville Gallo-Romaine, la Cité Médiévale.
— Des nouveautés
a) Le Pavillon des Grandes Découvertes du 19è permettra au visiteur d'assister à quatre scènes animées :
— La première découvrira l'intérieur d'une maison du 19è siècle où des personnages feront fonctionner différents matériel domestiques : téléphone machine à laver, phonographe etc...
— La deuxième, présentera les différents visages de la Fée Electricité dans une rue de la Belle Epoque.
— Dans la troisième, le visiteur assistera au travail complétement transformé grâce aux nouveaux moyens de communication d'une salle de rédaction d'un grand journal de l'époque.
— La quatrième scène montrera les différents moyens de transports inventés au 19è siècle et encore utilisés aujourd'hui.
Pour terminer le spectacle, seront présentées les inventions folles, sans lendemain, et notre monde du 20è siècle vu par des rêveurs, et des visionnaires du siècle dernier tel le dessinateur ROBIDA.

Le monde du futur.

b) Dans une première tranche le Monde du Futur développera deux thèmes principaux ENERGIE et ECOLOGIE.

— Dans une architecture rappelant la composition d'une molécule simple le manège de l'Energie proposera au visiteur la rencontre avec les différentes formes de l'énergie, (traditionnelle et de demain), depuis leur formation jusqu'à leur utilisation.

Tous les procédés audiovisuels, cinétiques, animation de maquettes etc... seront utilisés pour créer un véritable spectacle fascinant et éducatif.

— Dans un univers recréé, ECOLOGIES, le Centre de l'Ecologie, se proposera d'étonner, de charmer et d'amuser le visiteur de tout âge en lui offrant une promenade à travers les grands cycles de l'Univers et de notre planète une approche plus précise de notre biosphère, une rencontre réelle avec les différents écosystèmes de notre vie quotidienne, une participation à des jeux écologiques.

L'architecture d'ensemble sera très futuriste et plongera le visiteur dans le 21è siècle.

Le financement

Le Financement de l'opération est assuré par la Société Immobilière du Parc de LOMME qui restera propriétaire du terrain louant ses espaces à une Société en commandité par actions regroupant des capitaux privés français.

Les retombées économiques

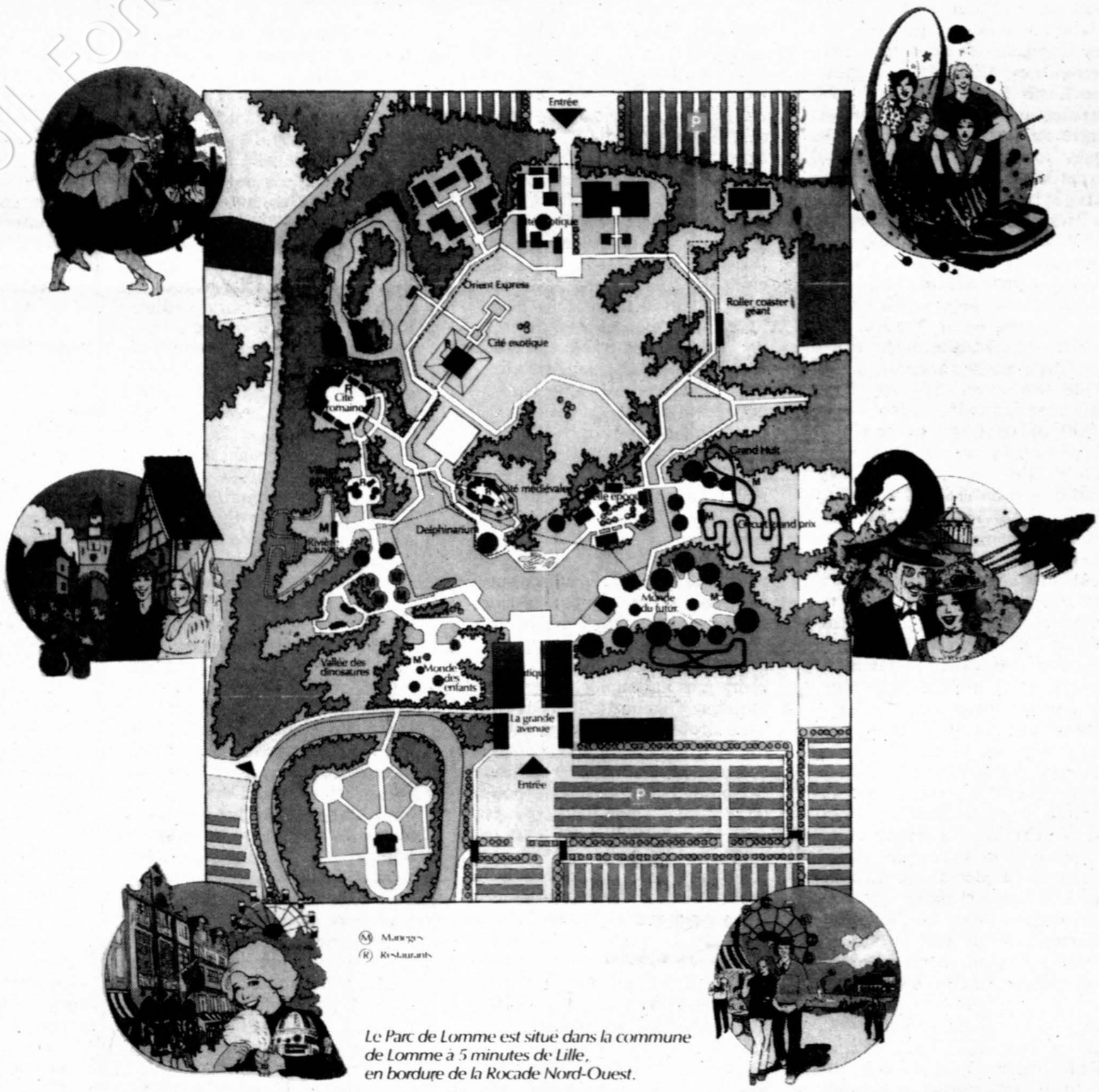
Les retombées économiques de cette réalisation seront très importantes.
— Création de 500 emplois.
— Injection de plus de 100 millions de Francs dans l'économie régionale.
— Economie annuelle de devises de l'ordre de 50 à 80 millions de Francs.
— Rayonnement de la région du Nord accru par rapport à la concurrence grâce à son originalité.
N'oublions pas qu'actuellement la clientèle française fournit 1/3 de leur chiffre d'affaires aux parcs belges.

Calendrier

— Mise en chantier en mars 1982
— Ouverture prévue en avril 1985
— Fréquentation prévue pour la première année : 7 à 800.000 visiteurs avec un parking de 4.000 places
— Fréquentation prévue pour 1990 : 2.500.00 visiteurs avec 8.000 places de parking.

En conclusion

N'est-ce pas fantastique de créer le Merveilleux, le Rire, l'Emerveillement pour les grands et les petits, les familles et les solitaires, les français et leurs voisins ?
Le Parc de LOMME sorti du néant va naître pour la joie de millions de visiteurs.
INNOVATION...ce sera réellement une innovation. La créactivité comme la vérité, sort du puits aussi pure qu'un rire d'enfant.



Le Parc de Lomme est situé dans la commune de Lomme à 5 minutes de Lille, en bordure de la Rocade Nord-Ouest.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

MERES MEDITERRANEE

Caractérisées par le patriarcat, les sociétés méditerranéennes ont voué la femme à ses seules fonctions de reproduction. "Peuples méditerranéens" étudie dans sa dernière livraison l'évolution et le rôle de ces "sacrées-maudites" que sont les mammas

PAR NICOLE BEAURAIN



LA Méditerranée n'est plus ce qu'elle était. La pénétration continue du capitalisme a bouleversé les économies, les cultures, les institutions des pays riverains, a souvent signifié paupérisation, chômage, émigration des populations, occupation de l'espace à la fois par des bases militaires, de gros complexes industriels, d'énormes enclaves touristiques. Devenue enjeu stratégique des grandes puissances qui se disputent le contrôle de ses richesses naturelles, notamment en pétrole, mais aussi des positions stratégiques essentielles, la Méditerranée est devenue le théâtre d'une violence renouvelée d'une part entre Etats riverains qui se font la guerre par grandes puissances interposées, d'autre part à l'intérieur des Etats eux-mêmes.

A travers tous ces phénomènes, la Méditerranée se présente comme une unité, unité qui ne ressort pas seulement d'une tradition historique commune et ancienne, mais qui se situe à un autre niveau, celui-là même qui est imposé par l'expansion du capitalisme.

La revue « Peuples méditerranéens » s'est donné pour but, lors de sa création en 1977, d'aborder « de manière critique les changements dont la Méditerranée est aujourd'hui le théâtre », de permettre « la communication et la confrontation entre des analyses et des pratiques sociales qu'il s'agit « de rapprocher et de lier malgré les diversités » (Paul Vieille, « Présentation » n° 1). Depuis 1982, la revue a choisi de paraître sous la forme de numéros spéciaux orientés sur un seul thème. Sont déjà sortis : « la Communauté en Méditerranée », « la Méditerranée entre les superpuissances », « Liban : remises en cause », « l'Islamisme en effervescence ». Vient de sortir un numéro sur les « Femmes de la Méditerranée ». En effet, malgré les barrières instituées au cours de l'histoire par les Etats, les religions, il existe au niveau anthropologique, et ce n'est pas le seul, une certaine parenté entre les divers peuples riverains de la Méditerranée. Cette ressemblance est manifeste en ce qui concerne une structure familiale fondée sur la toute-puissance de la famille large dont on retrouve partout les traces. Caractérisées par le patriarcat, les sociétés méditerranéennes, dans leur ensemble, ont voué la femme à ses fonctions de reproductrice, la maternité constituant la seule voie possible pour accéder à une certaine reconnaissance sociale.

Dominées par les hommes, écartées de la vie publique, promises traditionnellement aux tâches domestiques, contrôlées sexuellement, sacrées-maudites, telles furent et sont encore souvent les femmes de la Méditerranée. Voie de communication obligatoire entre les marchandises, les idées, les hommes, la Méditerranée se caractérise aussi par la séparation Nord-Sud, dominants-dominés, pays développés et pays encore pour longtemps en voie de développement. La condition féminine exprime cette séparation et cette évolution.

Au Nord, où l'individu s'est peu à peu libéré de l'autorité de la famille, du poids de la tradition, d'un certain type de contrôle social, libération introduite à la faveur du développement capitaliste, ont pu naître les théories et les mouvements féministes. Au Sud, d'où souvent, les hommes sont partis, émigrant vers les grands centres industriels de l'Europe du Nord, les femmes sont restées, gardiennes des traditions. Pourtant ces pays secoués par les luttes nationales ont dû fréquemment au cours de leur combat faire appel à la participation des femmes : l'exemple algérien a prouvé qu'elle ne leur donnait aucun droit. Fatima, Ouardia, Malika, qui ont grandi pendant la guerre de libération nationale, parlent à Monique Gadant de leur vie, de leurs problèmes, de leurs interrogations. C'est dans la perspective de cette interrogation commune : la libération pour les femmes passe-t-elle par le militantisme politique ? et à quelles conditions ?

Laïcisation forcenée en Turquie

Tels sont à peu près les propos de Mirjana Morokvasic qui traite des problèmes rencontrés par les femmes de la Yougoslavie moderne, aux prises avec « des systèmes de valeurs apparemment contradictoires : le socialisme, la société de consommation et les vieilles valeurs patriarcales ». En institutionnalisant l'égalité entre les sexes, le socialisme n'a pas comblé la distance entre les idéaux, le droit et les pratiques.

Autre exemple de modernisation venue d'en haut, de type autoritaire, celle opérée par Kemal Atatürk. Gaye Petek-Salom et Pinar Hukum, à travers une présentation historique illustrée par des extraits d'entretiens menés auprès de femmes turques d'origine populaire émigrées en France, expliquent comment les réformes kémalistes qui, entre 1926 et 1934, avaient accordé aux femmes des droits égaux à ceux des hommes, entre autres le droit de vote et de représentativité (alors que la plupart des Européennes ne l'avaient pas encore), au prix d'une laïcisation forcenée, sont restées à un niveau superficiel et n'ont pas changé fondamentalement le sort de la femme. Alors qu'on dit communément que le droit rattrape la pratique, ici, c'est la pratique qui ne rattrape pas le droit. Le cas de l'Iran au temps du Chah et de l'Egypte attestent l'échec de la modernisation venue d'en haut, et ses effets négatifs au moins dans les pays musulmans où ces tentatives sont perçues comme impies : il est vrai que dans ces pays l'identité nationale s'enracine dans une culture toute empreinte de religiosité. Ce qui n'empêche pas Sakiné, militante khomeyniste, de contester l'autorité de son père, qui voudrait lui interdire de militer dans des organisations mixtes, tout en revendiquant le port du tchador.

Au regard de ces expériences, celle de Pepita Carpena qui expose comment en 1936, pendant la révolution espagnole, elle est devenue militante d'un mouvement féministe anarchiste et prolétarien, est d'une tout autre nature. La manière dont ce mouvement posait à cette époque déjà les problèmes apparaît très en avance : remise en cause de la famille, du rôle traditionnel des femmes, des pratiques et des idéologies de gauche masculines — qu'on n'appelait pas encore phallocratiques —, nature des rapports avec les organisations révolutionnaires, nécessité d'une organisation féminine indépendante dont la tâche essentielle était de former les femmes à la lutte révolutionnaire, etc.

Ce volume consacré aux femmes, et qui est un numéro double, comporte une vingtaine de contributions qu'il est impossible de présenter toutes ici. Il présente un ensemble de textes d'une extrême diversité tant dans l'approche des sujets traités que dans les sujets eux-mêmes : études ethnologiques (la condition féminine dans le sud de l'Italie, la production poétique des femmes des Aurès), des poèmes, une réflexion sur le rapport de la femme à son corps dans l'Islam et à travers la médecine occidentale, à partir du récit d'un accouchement en Algérie ; des études à partir de résultats d'enquêtes sociologiques effectuées en Tunisie, et en France chez les migrantes algériennes (Sossie Andezian et Jocelyne Streiff montrent comment dans le Midi de la France, celles-ci ont pu maintenir un système de relations sociales très proche du modèle qui caractérise la société maghrébine féminine et comment peut ainsi s'exercer un certain « contrôle collectif », notamment des adolescentes), une analyse du mouvement féministe en Italie où Christiane Veauvy est allée enquêter, et de nombreux entretiens de femmes (Algériennes, Libanaises, Iraniennes, Palestiniennes, Egyptiennes, etc.) généralement restitués dans leur contexte sociohistorique. Le volume se termine avec la contribution de Rossana Rossanda qui apporte une réflexion d'ordre théorique sur la question de la culture féminine : Y a-t-il une culture féminine ? Doit-on rejeter le savoir dominant en tant qu'il est le savoir d'un sexe dominant ? un autre savoir est-il possible ? Peut-il exister une culture féminine séparée ?

L'originalité de ce volume c'est que les femmes auxquelles on a donné la parole appartiennent pour la plupart aux couches populaires et qu'il n'est pas si fréquent pour elles d'avoir l'occasion de s'exprimer. (Elle le font avec courage, lucidité et un certain talent, pour ne pas dire un talent certain.) Il s'agit, je pense, d'un choix et d'une orientation délibérés car, s'il doit y avoir changement dans la vie des femmes, c'est à ce niveau de la société qu'il doit se produire, les femmes des classes plus privilégiées disposant déjà souvent de moyens pour s'émanciper. ●

« Femmes de la Méditerranée », « Peuples méditerranéens » nos 22/23, janvier-juin 1983.

• Rédaction, administration, abonnements : B. P. 1907/75 327 Paris Cedex 07 — Tél. 567-01-41. Diffusion en librairie.

La chronique littéraire de Claude Glayman



• ***Carlo-Emilio Gadda : « l'Affreux pastis de la rue des Merles », Points Roman, le Seuil et « la Connaissance de la douleur », le Seuil.***

• ***Alberto Moravia : « 1934 », Flammarion.***

• ***Michel Serres : « Rome : le livre des fondations », Grasset.***

• ***Pierre Grimal : « Rome : les siècles et les jours », Arthaud.***

• ***Dominique Fernandez : « le Volcan sous la ville : promenades dans Naples », photographies de Jean-Noël Schifano, Plon.***

« UNE et indivisible », telle est la devise des républiques, devise de constructions étatiques et politiques mais non celle de sociétés dites civiles. Considérer l'Italie, n'est-ce pas le contraire d'une vision unique, uniforme et l'envers même de l'indivisibilité ! Rien peut-être ne rend mieux compte de la diversité italienne que sa littérature. Quand, par exemple, on lit successivement Gadda et Moravia, on a peine à croire que ces deux auteurs appartiennent à la même origine nationale pour ne rien dire des très beaux livres que l'Italie a inspirés à des écrivains français n'ayant en commun que leur passion pour notre voisine.

La lecture de Carlo-Emilio Gadda (1893-1973) en avait frappé plus d'un l'an dernier lorsque Grasset avait publié « le Château d'Udine » : une flamboyance de style absolument unique se dégageait d'une composition en chapitres pour le moins complexe. Or voici que, coup sur coup et pour notre plus grand plaisir, le Seuil réédite, en poche, « l'Affreux pastis de la rue des Merles », chef-d'œuvre cocasse de haute volée traduit en 1963 (1957 étant la date de sortie en Italie), et « la Connaissance de la douleur », immense roman métaphysique qui valut à son auteur en 1963 le Prix international de littérature. « Le pastis » à première vue s'apparente à un film comique du plus pur style du cinéma italien, celui de Monicelli, de Risi, désopilant et populaire, peinture de caractères et scénario infernal... S'il n'y avait l'écriture et une vision qui confinent au mythe. Pour raconter cette histoire d'un hold-up et d'un meurtre se succédant dans un même immeuble cossu de la rue des Merles à Rome, Gadda écrit comme on parle dans les multiples dialectes des régions et des quartiers et les argots professionnels.

« Ah ! céffames !... cuila yniétépa... s'est en folgeant qu'on devient folglon. » De nouvelles lettres produisent de nouveaux sons à propos de mots communs et traduisent plus que des tics. Jeu insolite et comique qui peint un certain petit peuple bourgeois de Rome quelques années après la prise du pouvoir par Mussolini « C'dindon fanatique du Palais Chigi. » La pratique verbale fait songer à Queneau, à Céline mais plus encore à Joyce (bien que le préfacier du roman, Jean Wahl, assure qu'il n'y a pas chez Gadda un univers du verbe comme chez Joyce). Dans les deux cas, il y a un regard fortement teinté d'humour, une connaissance amusée et profonde des personnages et en même temps une noblesse de ton : « La mort apparut à Don Ciccio comme une disjonction extrême des possibles, un éclatement d'idées interdépendantes, naguère en la personne harmonisées. » Don Ciccio est un inspecteur de police, obsédé par le sexe, et Liliane Balducci la victime du crime était, elle, obsédée par l'enfantement et sa propre stérilité. Autour de ces deux héros, fort communs, gesticule et braille une foule de silhouettes tout aussi anodines mais tout aussi significatives. Car c'est également par là que Gadda et Joyce se rejoignent, il existe chez l'un comme chez l'autre une capacité exceptionnelle à transformer une scène banale et réaliste en une scène de tragédie (antique) et en une vision mythologique. Rome n'est certes pas pour Gadda l'équivalent rigoureux de ce que Dublin représente pour Joyce dans « Ulysse », mais l'enquête menée autour du « Pastis de la rue des Merles » fait remonter à Albe, l'ancêtre de Rome, à la fondation de la ville éternelle, à sa fécondation (c'est le thème de l'essai de Michel Serres poursuivi dans un tout autre registre). Fécondation de la mamma retrouvée à propos de Liliane, de son désir inassouvi d'avoir des enfants, des étonnantes relations qu'elle entretenait avec son cousin Giuliano Valdarena, suspect numéro un, celui par qui la lignée familiale se poursuivra. Folie de l'adoption qui engendre une mythologie personnelle en même temps que traditionnelle. Comme Joyce, Gadda a le génie du détail et de sa vitalité : sa photographie tremble de vie. Etonnant réalisme très différent de celui de Flaubert ou de celui de Moravia que souligne un fantastique sens de la caricature et du démesuré. Les pages de Gadda sont grouillantes, éclatantes, épatantes : Rabelais chez le duce ! Le préfacier déjà cité évoque l'emphase et le lascif. On parlera de l'exceptionnelle épaisseur du romanesque, du trouble et du rire. Un livre inoubliable qui montre, comparé aux autres titres du même auteur, sa fabuleuse palette et sa maîtrise incomparable. Un écrivain de grande classe, de ceux qui créent des types humains.

L'ambition de Moravia est différente. Elle est philosophique. Si Gadda baigne dans la lumière romaine, Moravia se débat, lui, dans les brumes germaniques de l'île internationale de Capri. « Peut-on vivre dans le désespoir sans désirer la mort ? » « 1934 » commence par cette phrase et le roman de Moravia sera la vérification pratique de cette question théorique, comme s'il s'agissait vraiment d'une fiction à thèse. Nous sommes au lendemain de l'arrivée d'Hitler au pouvoir et avant que ne se noue l'alliance du Führer et de Mussolini. Le climat paraît prémonitoire des grandes catastrophes. Lucio est écrivain, traducteur de Kleist, le poète allemand, et l'amour qu'il porte à Beate, jeune actrice allemande en vacances avec un mari dont elle assure qu'il a « du sang sur les mains », il le porte à une femme qui recherche un partenaire pour le suicide.

Mort et amour vont de pair. En 1811, Kleist et sa maîtresse, Henriette Vogel, s'étaient supprimés par désespoir, passion et maladie. Peut-on obtenir « la stabilisation du désespoir », se demande Lucio. Dans ce livre écrit à la première personne, on éprouve très vite le malaise propre à l'univers de Moravia, un malaise que renforce une certaine platitude initiale d'écriture. Mais assez rapidement on est capté et l'on oublie la banalité apparente du style : le tempérament de voyeur fonctionne, la magie romantique imprègne, l'époque et son érotisme s'imposent, une nouvelle fois la problématique de l'écrivain triomphe. Mais l'Italie ne semble que prétexte.

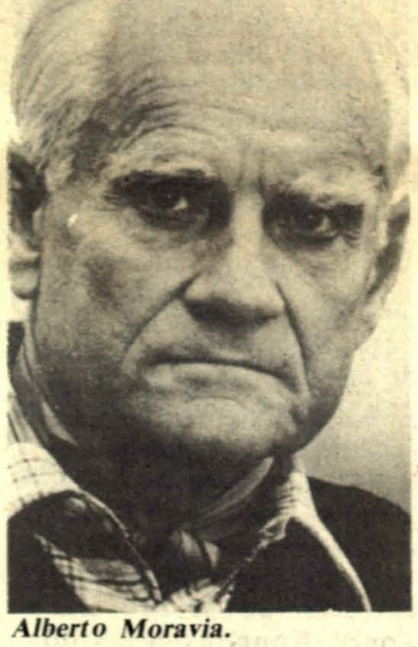
Un peu comme dans la recherche que mène Michel Serres, qui, après la genèse de son précédent ouvrage, interroge aujourd'hui les fondations. Pourquoi quelque chose comme



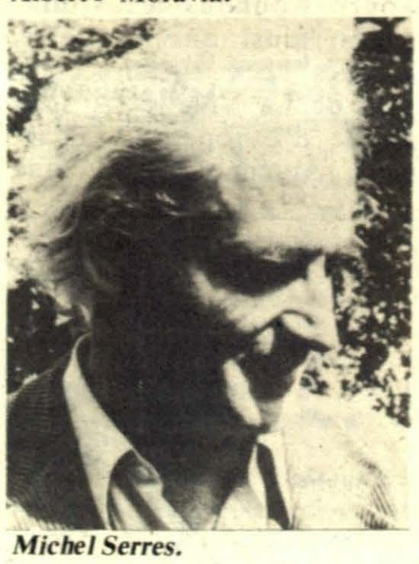
Carlo-Emilio Gadda.



Dominique Fernandez.



Alberto Moravia.



Michel Serres.

Rome se fonde et perdure ? Y a-t-il même une fondation envisageable dans l'infinité des enchaînements ? Y a-t-il vraiment une origine ? « Si la légende était une machine à recopier indéfiniment la légende ? » Enquête multigenres. A l'origine, le meurtre (celui de Remus, de Cacus par Hercule), la haine contre Albe, la destruction, Serres note : « L'histoire antique vient de la fin de Troie, comme notre histoire nouvelle vient de la fin d'Hiroshima, ne l'oublions pas. » Les idées s'engendrent au fil de la plume dans une certaine ivresse des mots et dans une certaine absence de plan. Les mots jouent entre eux, les références se répètent, sont reprises. Suspecte simplicité de ce livre, à la compréhension pourtant difficile. Peut-on parler de gratuité ? Au terme de ces méandres, en savons-nous plus sur Rome ? Oui et non ! Non, parce que, comme le dit Serres lui-même, la connaissance produit de la méconnaissance ; oui, parce qu'une foule de détails, de remarques, de développements cherche sans arrêt à cerner ce système : comment la ville de Rome a-t-elle été fondée ?

Plus traditionnelle mais d'une très grande qualité, le livre de Pierre Grimal (spécialiste bien connu des étudiants), « Rome, des siècles et des jours », ne dépareille pas une collection remarquable (c'est notamment dans « Pays »), chez Arthaud, qu'était paru l'exceptionnel « Corse » de Dorothy Carrington (que l'on recommande à tous les amateurs de l'île de beauté). Grimal se promène dans le temps et l'espace de Rome. Rien ne lui est inconnu. Et sa passion pour Rome trouve les mots qui conviennent pour l'exprimer. Ecoutons toutes les histoires de son Histoire, apprenons les nourritures, les jardins, le sacré, etc. Promenons-nous avec ce guide dans la ville éternelle. Le temps est magnifique. Et tout nous parle : le Trastevere, les Etrusques, le Janicule, le crépi ôcre des murs romains, les recherches archéologiques autour de la villa de la Farnesine, les amours de Raphaël, le peintre génial, et de sa fidèle maîtresse, la Fornarina. Une certitude, si vous aimez Rome, vous aimerez l'indispensable Grimal.

Tout comme si vous aimez Naples vous serez séduit par le texte de Fernandez et les photos de Schifano (par ailleurs grand traducteur de l'italien). Partant d'Oscar Wilde et de Jean-Paul Sartre, Fernandez oppose le Naples « intellectuel », sec et superficiel au Naples « populaire » lieu de vie et d'art. Ville du baroque (le Bernin vient de Naples), des escaliers immenses et gratuits, des palais et des églises où le spectacle de la rue, quasi unique, renvoie aux spectacles culturels (qui ignore la civilisation musicale de Naples et de son opéra, le théâtre San Carlo ?). L'amateur d'art plastique visitera à Paris l'admirable exposition consacrée à « la Peinture napolitaine de Caravage à Giordano », voir « l'Unité » du 3 juin 1983. Mais Naples possède aussi une vie souterraine, la menace du Vésuve n'est-elle pas permanente ? Depuis le XVII^e siècle, assure Dominique Fernandez, des tremblements de terre se sont produits en moyenne tous les trente ans ; Naples « le seul coin d'Europe où la vie reste un risque et un jeu ». S'arrêtant longuement à un ancien roman français oublié, « Fragoletta » de Latouche, Dominique Fernandez intitule l'un de ses chapitres « Naples hermaphrodite ». Et c'est des lendemains de l'occupation française, en 1799, que daterait le début du déclin de Naples, avec la terrible réaction qui éliminera l'intelligentsia. Dommage que Dominique Fernandez ne s'arrête guère à la renaissance économique actuelle de la grande cité et de sa région.

Gadda, Grimal, Fernandez possèdent une certaine vision de l'Italie ; Moravia, Serres, une autre. Artistes et intellectuels ! Pas si simple ! Car l'Italie nous a appris à ne pas opposer les uns aux autres. Grâce aux uns et aux autres. ●

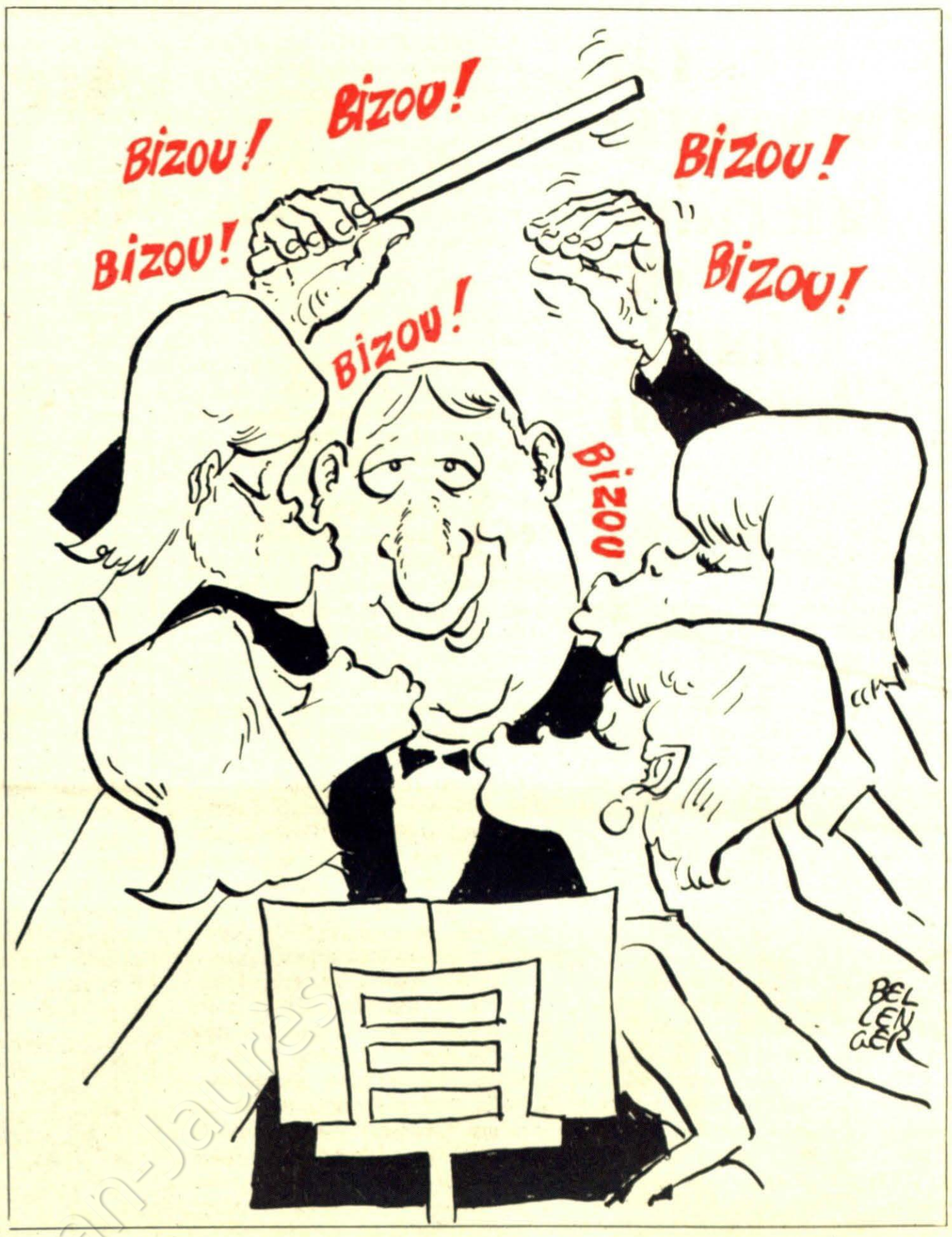
P.S. : Je reçois à l'instant « Senso » de Camillo Boito (Actes Sud). J'ai tout juste le temps de lire et d'admirer ce court roman du père du librettiste de Verdi dont Luchino Visconti tira un film sublime.

POUR L'ITALIE

Artistes (Gadda, Grimal, Femandez) ou intellectuels (Moravia, Serres), l'Italie nous a appris à ne pas les opposer, mais à les conjuguer

NOUS SOMMES TOUS DES PAGANINI...

Des équipages de la Flotte aux grands solistes en passant par Xenakis et votre voisin de palier, le 21 juin ils feront tous la fête de la musique



PAR FABIAN GASTELLIER

VOUS avez sûrement quelque part un vieux bout de tuyau d'arrosage. Mais si, cherchez bien... Et un entonnoir ? Facile, ça, un entonnoir... Bon. Adaptez donc l'entonnoir (en matière plastique de préférence à cause des bosses lors des essais) à l'une des extrémités du tuyau. Scotchez ferme, faut que ça tienne. A présent, balancez le tout autour de vous, en l'air, à la façon d'un lasso et soufflez en même temps de tous vos poumons dans l'extrémité du tuyau demeurée libre... Suis-je claire ? Relativement... Allez, du cran... Ça y est ? Bien. Vous êtes prêt. Prêt non pas à faire route vers Sainte-Anne, mais à vous embarquer dans la grande fête de la musique du 21 juin prochain. Eh oui. Parce que la bizarrerie sus-décrite (et démontrée avec force conviction au ministère de la Culture) vous permettra d'émettre un son tout à fait comparable au cor, le soir au fond de la chasse à courre... Comme quoi, même si en musique on n'a pas l'instrument mais des idées, on peut oser pousser la note.

Rebelote, donc, pour le happening musical cher à Jack Lang et à son directeur de la musique, Maurice Fleuret. Née l'an dernier, de façon spontanée, cette manifestation a bénéficié, cette fois-ci, d'un peu plus de temps pour se mettre en place à travers tout l' Hexagone. Le principe ? Toujours semblable au credo de 1982 : la musique appartient à tous ; elle participe de la vie la plus quotidienne et ne saurait être ravalée aux seules médailles dorées des professionnels et autres solistes. La musique, c'est un geste (d'où le jeu de mots : fête/faites de la musique) ; c'est un droit que chacun peut revendiquer, une manière de s'exprimer...

Etre Paganini ou personne n'a jamais voulu dire grand-chose. Cette notion du luxe à tout crin est d'ailleurs une perversion purement française : aux Etats-Unis, par exemple, on pianote pour le plaisir ; on flirte avec son violon suivant l'humeur, tout en assumant haut la tête et sans honte aucune qu'on n'a pas le coup d'archet de Jascha Heifetz. Mais chez nous, le déclic de la musique sans crainte est difficile à se mettre en route. Ça vient, c'est certain. Mais à pas d'escargot. Voilà pourquoi, entre autres, la foire aux musiques est un moment privilégié. Une journée où les hiérarchies ridicules (belle et noble musique contre rengaines du pauvre) baisseront leurs barrières ; où Miguel-Angel Estrella côtoiera Julien Clerc et où votre voisin du sixième se laissera enfin aller à son obsession secrète de la flûte à bec.

Parce que la pratique musicale, au pays de Molière mais aussi de Rameau, ce n'est pas rien. Les chiffres parlent d'ailleurs d'eux-mêmes : 37 % de Français possèdent un instrument de musique (16 % ont une guitare et 20 % un instrument à vent) ; 5 % — soit un Français sur vingt, donc deux millions de personnes — chantent ou font de la musique, qu'il s'agisse de pop, de jazz, de rock, d'une fanfare, d'une formation classique ou d'une chorale. Un intérêt évident, qui n'a cessé d'augmenter depuis 1973 et n'a très certainement pas dit sa dernière note...

Cette année, les médias mettent la gomme et donnent volontiers le « la » de la fête. Mais ce n'est pas une raison pour jouer les timides et se contenter d'écouter bourdonner votre écran de télé...

D'accord, T.f.1 vous invite, le 21 dès 18 heures, à écouter Catherine Lara, Toure Kounda, les Quilapayun ainsi que plusieurs groupes rock en direct du parc de La Villette (et sous l'égide d'Europe 1)... D'accord, Antenne 2 offre une nuit rock totale, de 23 heures à 5 heures du matin —, ce qui permet de danser chez soi... D'accord, F.r.3 se défonce littéralement à travers tous ses bureaux régionaux d'information en offrant une création de Yannis Xenakis « le Chant des soleils », spécialement composée pour la fête, et que Jean-Claude Casadesus dirigera depuis Lille par écran interposé. Il sera ainsi le chef d'une trentaine de groupes qui exécuteront simultanément l'œuvre dans toute la France.

C'est vrai, c'est chouette les stars. Tout comme est superbe, aussi, le concert organisé à la Sainte-Chapelle (de 17 à 21 heures) par Georges Zeisel. L'amoureux des archives se penche sur le présent et même sur le futur puisqu'il a réussi à réunir cinq des plus grands solistes de la nouvelle génération : Brigitte Engerer et Jean-François Heisser au piano, Ami Flammer au violon, Gérard Causse à l'alto et Mischa Maisky au violoncelle interpréteront Schubert, Schumann, Beethoven et Brahms. A leur suite, des musiciens de l'ensemble Intercontemporain se lanceront dans Berg, Webern et Schoenberg : un programme de trois heures qui sera intégralement enregistré par France... Culture (1), France-Musique n'ayant pas trouvé l'idée suffisamment intéressante ! Un programme qui permet, selon Georges Zeisel, de « mettre l'accent sur le renouveau de la musique de chambre en France tout en offrant aux répertoires les plus divers — le ''classique'' et le ''moderne'' — l'occasion de s'entremêler ». On chuchote même dans les coulisses que cet exploit mériterait l'immortalisation par le disque...



Quand la musique adoucit les mœurs

Mais c'est bien joli, les divas, seulement ils ne sont pas tout seuls. Des obscurs et des « sans gloire » (jusqu'au 21 mai) vont y aller aussi de leur salsa ou de leur gavotte préférée. Avec tout plein de gags, comme le « concert de baisers » offert à 20 h 30 et 22 h 45 par les choristes de Nicolas Frize au Palais-Royal. Avec, aussi, la fanfare de la Garde, carrément en costume napoléonien place Vendôme. Plus rare encore, l'harmonie du chemin de fer du Nord, à 21 h 30 gare du Nord, composée de cheminots mélomanes. Et l'ensemble vocal Diaphonie de la société symphonique et chorale des P.t.t., au métro Edgar Quinet (20 h 30)... Auriez-vous su discerner sous les casquette bleues de vos postiers les Yehudi Menuhin qui sommeillent ? Et la batterie fanfare de la Police nationale hein ? (20 h 30 square Necker). Ah ! si la musique adoucissait vraiment les mœurs !

Du côté des régions, mêmes tressaillements parmi tous les corps de métiers possibles possédant leur violon d'Ingres. Ainsi Bordeaux, avec le défilé de la IVe région militaire de l'armée de terre, ou Pau avec un show de la XIe division de parachutistes. Ou Brest avec les équipages de la flotte et la fanfare de l'école des mousses. Ou Rochefort, encore, avec des concerts de la base aéronavale et de la base aérienne 721. A Reims, à 20 h 45, la chorale « Dom Perignon » (hips !) donnera un récital et le groupe du troisième âge de Dôle se lancera dans une chorale à la chapelle des jésuites.

Et terminez donc cet interminable périple des curiosités en passant par Dijon pour écouter l'harmonisation de la S.n.c.f. Ils ont juré qu'ils n'interpréteraient pas « Quand j'entends siffler le train » mais des œuvres bien plus sérieuses. Pour tout renseignement, demandez la déléguée du ministère en Bourgogne. Elle se nomme Laure Berlioz. Eh oui. Ça ne s'invente pas. Vive la musique ! ●

(1) En direct de France-Culture le 21, de 17 h 30 à 18 h 30, vous pourrez entendre deux programmes Shumann et Brahms.

Au risque de vous déplaire

PAR FABIAN GASTELLIER

VENDREDI 17 JUIN

T.f.1 « Il pleut, il pleut rosière », téléfilm de Michèle O'Glor et Raoul Sangla ; chorégraphie de Caroline Marcadé, musique de Bernard Lubat - 21 h 40.

Le racisme ordinaire traité de la façon d'une parabole chantée et dansée... Les amours contrariés de Djemila, Claude, Ouhari et Josée exploseront-elles lors de l'élection traditionnelle de la « rosière » du village ? Djemila a posé sa candidature... La France profonde peut-elle couronner une Arabe ? Ce genre de film, c'est soit parfaitement réussi dans la grande lignée des « Parapluies de Cherbourg », soit complètement raté. A vérifier sur l'écran...

Les grandes expositions : Manet, proposé par Jacqueline Plessis - 22 h 50.

Etant donné que le Grand Palais affiche dès 9 heures du matin une queue de futurs visiteurs qui découragerait un mort, les émissions sur Manet sont toujours les bienvenues.

A.2 « Par ordre du Roi », série de Pierre Dumayet, réalisation de Michel Mitrani - n° 2 : « Madame Tiquet » - 20 h 35.

Mariée à une brute, la douce Angélique Tiquet n'a d'autre solution que de le faire trucider. Comme quoi il ne faut jamais pousser les gens à bout... Avec Jean-François Balmer dans le rôle du mari monstrueux et la belle Marina Vlady, dans celui d'une amie de la pauvre épousée...

Ciné-club : cycle années 70 : « Comment ça va ? » de Jean-Luc Godard - 23 h.

Avec ce film Godard retombait dans le militantisme sec et l'on peut se demander, aujourd'hui, s'il avait choisi le bon chemin... Cette interrogation sur le fonctionnement des différents moyens d'informations peut trouver son public mais reconnaissons que, si les questions sont toujours d'actualité, les moyens cinématographiques employés ont pris de sacrées rides...

F.r.3 Vendredi, magazine d'André Campana : « les Communautés juives face à la violence », reportage de Christian Mottier et de Daniel Pasche pour la télévision suisse romande (S.S.R.) - 20 h 35.

La synagogue d'Anvers, la rue des Rosiers à Paris, la rue Copernic... autant de relents nauséabonds de l'antisémitisme haineux. De la Belgique à la Suisse en passant par la France, Christian Mottier et Daniel Pasche ont essayé de comprendre comment vit la diaspora des années quatre-vingt, entre les bombes et la tentation de l'autodéfense. Intéressant.

SAMEDI 18 JUIN

A.2 « La Puce et le Privé », téléfilm de Roger Kay, première partie - 20 h 35.

Un ex-film de qualité moyenne, rebaptisé téléfilm pour le petit écran. Bruno Cremer en flic de choc face à la jolie Catherine Alric, ça détend... Mais la série télévisée apporte un « plus » par rapport au long métrage cinématographique : une séquence fabuleuse où Charles Vanel agonise en gros plan sur un lit. Décidément l'un des plus grands acteurs français...

F.r.3 Les dossiers noirs, de Jean-Michel Charlier : « le Mystère de Howard Hughes » - 20 h 35.

Alors, mort ou pas mort ? Nul ne le sait... Voici quelques années, celui qui était l'un des hommes les plus riche du monde et sans doute le plus mystérieux, disparaissait sans laisser de traces. Dernier domicile connu : une tribu de Mormons qui garantissaient son isolement. L'originalité a de ces snobismes...

DIMANCHE 19 JUIN

T.f.1 « Vincent, François, Paul et les autres », de Claude Sautet - 20 h 35.

AAAh ! Eh oui, je vais vous refaire mon numéro Sautet ; vous n'y couperez pas... D'autant que « Vincent, François » est l'un de ses bijoux les plus précieux... Une histoire d'hommes ? Certes. Sautet n'avait pas encore, à l'époque (1974), écouté les conseils de Romy Schneider qui le transformeront radicalement en cinéaste subtil des destins de femmes (« Une histoire simple »). Mais les illusions et désillusions de ces trois quinquagénaires guettés par la maladie, le chômage, ou le divorce vous pincent le cœur juste comme il faut. Sautet, c'est avant tout le metteur en scène des atmosphères du quotidien. Attention : un quotidien possédant quand même un certain standing, mais Sautet a su filmer ce qu'il connaissait. Dans ses œuvres, il pleut toujours, on y fume toujours beaucoup de cigarettes et la vie va comme elle va, mal, bien, mal, bien. Piccoli, Montand, Reggiani et Depardieu absolument irrésistibles. Vous êtes convaincus ? Moi, je craque d'avance...



« Un second souffle ». Kipa

F.r.3 Boîte aux lettres, de Jérôme Carcin - 20 h 35.

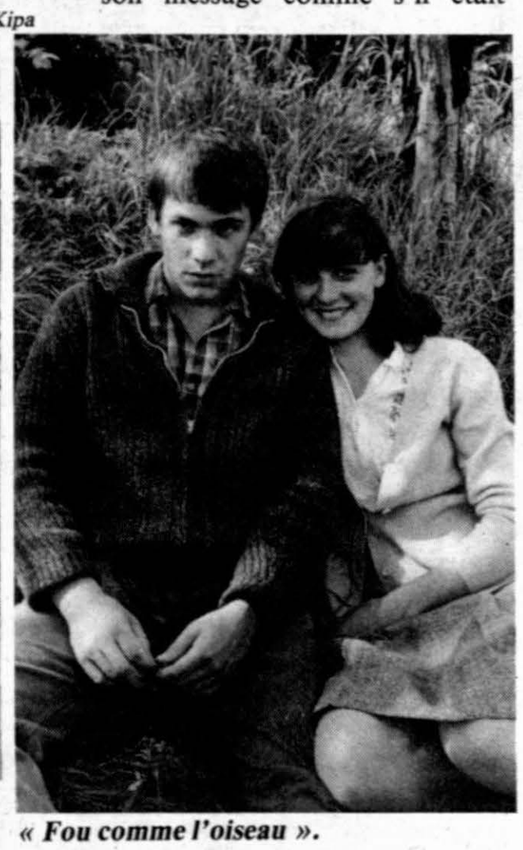
Après Bordeaux, Marseille... Un regard sur la littérature plus largement méditerranéenne en compagnie de Georges Walter, Raymond Jean, Nine Moati et Clément Lepidis.

Cinéma de minuit : « l'Evangile selon saint Matthieu », de Pier Paolo Pasolini - 22 h 30.

Dans un tourbillon de cadrages apparemment brouillons (Pasolini n'avait pas rompu avec le cinéma direct de « Comizi d'Amore »), le Christ parcourt à la hâte une terre aride et débite son message comme s'il était pressé de quitter l'écran. Un film plein de défauts que la bande sonore emphatique (Bach + Mozart + Prokofiev + Weber) ne fait qu'accentuer.



Victor Mature dans « les Inconnus dans la ville ».



« Fou comme l'oiseau ».

LUNDI 20 JUIN

T.f.1 « Un second souffle », de Gérard Blain, 20 h 35.

La passion douloureuse d'un quinquagénaire pour une adolescente qui ne cesse de lui échapper. Un beau sujet assez banalement traité mais Robert Stack, monsieur « Incorruptible », en anti-héros perpétuellement plaqué, a bien du charme.

« L'Enjeu », émission proposée par François de Closets, Emmanuel de la Taille et Alain Weiller - 22 h 20.

A.2 Le grand échiquier, de Jacques Chancel : une soirée avec le Théâtre de l'Est parisien - 20 h 35.

48 heures avant la démolition... En effet, le T.e.p. de la rue Malte-Brun sautera en poussière dès le lendemain de ce « grand échiquier » afin de se refaire une façade et une salle nouvelles. Il était temps...

MARDI 21 JUIN

T.f.1 Fête de la musique, en direct de la Défense - 20 h 35.

En compagnie de Miguel-Angel Estrella, Bernard Lavilliers, Colette Magny, le Cuarteto Cedron et l'orchestre philharmonique de Lille sous la direction de Jean-Claude Casadesus *(voir page 26).*

A.2 « L'esprit de famille », de Jean-Pierre Blanc - 20 h 40.

Papa, les filles et maman. Laquelle regarde, écoute, obéit. Le tout sans broncher. C'est ça, l'esprit de famille... Bon, j'arrête, je ne veux pas d'ennuis avec le prix Cognac.

F.r.3 Fête de la musique - 20 h.

Avec la création du « Chant des soleils » de Iannis Xenakis sous la direction de Jean-Claude Casadesus *(voir page 26).*

La dernière séance, d'Eddy Mitchell : « Le Temps de la colère » et « les Inconnus dans la ville » de Richard Fleischer - 20 h 35.

Une soirée dédiée à Richard Fleischer. Les cinéphiles apprécieront... Vaut surtout pour le second film, vingt-quatre heures de la vie d'une petite bourgade de Pensylvannie bousculée par une bande de gangsters aux abois. Hyper solide. Y'a qu'à voir les biceps de Victor Mature...

MERCREDI 22 JUIN

T.f.1 Les mecredis de l'information : « la France noire », reportage de Michel Honorin et Tony Comiti - 20 h 35.

Après son enquête en Côte-d'Ivoire (« l'Afrique blanche », diffusée le 27 avril), Michel Honorin poursuit la réalité africaine sur le terrain français. Un regard curieux et lucide.

A.2 « Fou comme l'oiseau », téléfilm de Fabrice Cazeneuve - 20 h 35.

On le dit fou, simple d'esprit... Alors on l'a isolé. Mais Pierre fait la connaissance de Jana, la fille d'émigrés yougoslaves qui vienent de s'installer tout près de chez lui. Quand deux différences se rencontrent... Doux et amer.

Moi, je... magazine proposé par Bernard Bouthier - 22 h 10.

Six séquences consacrées aux « tubes de l'été », aux « mères indignes », aux mirages qui éclairent les déserts, au service militaire ainsi qu'au port de Liverpool.

F.r.3 Léo Lagrange, émission de Jean Lacouture (voir encadré).

JEUDI 23 JUIN

T.f.1 « Dessin sur un trottoir », téléfilm de Maurice Cloche d'après Robert Sabatier - 20 h 35.

Petrus, un quinquagénaire (c'est le troisième film de la semaine à se pencher sur cette race) qui fait dans la ferronnerie d'art moderne, s'est lié d'amitié avec un vieux loup de mer (aviez-vous remarqué, comme le disait Roland Dubillard dans ses « Diablogues » qu'il n'y a jamais de jeune loup de mer ?) qui lui reproche d'être devenu un aveugle enfermé dans la sécurité de ses pensées. Il n'en faut pas plus à Petrus pour tomber amoureux d'une ravissante allemande de vingt ans. Et vlan ! Encore le coup des cheveux blonds et des cheveux gris... Une maladie d'amour interprétée par Philippe Lemaire, Jean Davy et Sarah Gabler.

A.2 Résistances, magazine de Bernard Langlois - 20 h 35.

F.r.3 « Mes chers amis », de Mario Monicelli et Pietro Germi - 20 h 35.

Ceux-là sont quatre, italiens et n'ont que la quarantaine (ouf !) Ensemble, ils vivent des virées assez folles jusqu'au jour où l'un d'entre eux meurt subitement. Tout l'art italien de glisser le drame dans le rire... Avec Philippe Noiret, Ugo Tognazzi et Bernard Blier.

L'émission de la semaine : Léo Lagrange, de Jean Lacouture, F.r.3, mercredi 22 juin, 21 h 55.

Belle et tragique destinée que celle de Léo Lagrange, pionnier des organisations de la jeunesse et des sports, militant intraitable du socialisme qui tomba pour la défense de ses idées sous les balles des armées de Hitler.

Mine de rien, c'est à ce genre d'évocation, aux heures de grande écoute, que l'on sent qu'il y a parfois quelque chose de changé au royaume de la télé... Car raconter Léo Lagrande, c'est raconter l'histoire d'un fils de la petite bourgeoisie rurale girondine qui devint par la force de ses convictions et de son incessant combat l'un des hommes les plus significatifs et les plus modernes de son temps. Disciple de Léon Blum (il s'inscrivit très jeune à la S.f.i.o. et s'est retrouvé au gouvernement du Front populaire en mai 1936), ami de Malraux, lecteur attentif du colonel de Gaulle, Léo Lagrange fut aussi un maître du barreau de Paris. On lui doit notamment les écoles de ski et le brevet sportif populaire. Parce qu'en 1936, les loisirs, cela signifiait un engagement politique pour « changer la vie ». Et jusqu'au bout ; jusqu'en juin 1940, Léo Lagrange a œuvré pour cela. Un grand homme, décidément, dont Jean Lacouture (normal ! l'écrivain du « Malraux » et du « Blum ») brosse le portrait avec l'aide de plusieurs témoins dont Pierre Mauroy, Etienne Becart, Pascal Ory et Clara Malraux, décédée récemment. Une émission exemplaire.

LA TRIBUNE DU CONGRES

UN RÔLE COMPLEMENTAIRE ET NON ANTAGONISTE

La contribution signée par Lionel Jospin et par les membres du bureau exécutif appartenant au courant A consacre une place très importante au rôle du Parti socialiste dans la mise en oeuvre de la politique de changement engagée au lendemain du 10 mai. Elle fait le bilan de son action, s'interroge sur la place nouvelle prise par le Parti depuis deux ans et ouvre plusieurs pistes de réflexion

Parallèlement à la publication dans « le Poing et la Rose » des contributions pour le congrès de Bourg-en-Bresse, nous ouvrons à partir de cette semaine une première série de « tribunes » pour contribuer au débat dans le Parti.

PAR LOUIS MERMAZ

LE Parti socialiste depuis le congrès d'Epinay en 1971 est devenu le premier parti de France. Sous l'impulsion de François Mitterrand, il a réussi en dix ans à regrouper la quasi-totalité des forces socialistes. Il a offert aux Français des perspectives nouvelles en leur proposant de construire ensemble et peu à peu une société de justice et de liberté.

Après *Changer la vie* en 1972, il y a eu le *Projet socialiste,* un ensemble de références qui ont inspiré en 1981 les 110 propositions du candidat François Mitterrand.

Le Parti socialiste a assuré le succès de la stratégie d'union de toutes les forces de gauche, fondée sur l'alliance des grandes formations politiques, le Parti socialiste, le Parti communiste, le Mouvement des radicaux de gauche. Un programme commun a été signé entre ces partis. Leur accord, malgré les péripéties qui ont suivi la rupture de 1977, et l'idée d'appliquer ensemble un programme de gouvernement ont finalement survécu à un conflit profond. L'union inlassablement défendue par les socialistes s'est imposée à nouveau en 1981 et a permis la victoire de la gauche avec l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République et l'entrée à l'Assemblée nationale d'une majorité de gauche écrasante.

A travers son programme et en poursuivant autour de l'union de la gauche le rassemblement de toutes les forces de progrès, le Parti socialiste, selon l'expression consacrée lors du congrès de Metz, *a tenu bon.* Il a refusé les deux dérives, celle de l'union du peuple de France, rassemblement vague des forces de l'opposition autour du parti communiste, et celle de « l'autre gauche », qui portait en germe les risques d'une rupture de l'union de la gauche.

La victoire en 1981 a résulté de la conjonction de deux phénomènes, le maintien de la stratégie d'union de la gauche et la désunion de la droite aggravée par les échecs du septennat de Giscard d'Estaing.

Ainsi, le Parti socialiste, élément moteur dans le rassemblement des forces d'opposition-forces politiques de gauche, forces sociales victimes de la crise, est devenu en quelques semaines un « parti de pouvoir ». Son leader accédait à la présidence de la République. Il détenait à lui seul la majorité absolue des sièges à l'Assemblée nationale. L'un des siens devenait Premier ministre à la tête d'un gouvernement d'union de la gauche dans lequel les socialistes assumaient les principales responsabilités. Jamais Parti socialiste n'avait connu en France un tel changement de situation dans un laps de temps si court. La rapidité et la profondeur de cette transformation n'ont pas fini de peser sur l'histoire de Parti socialiste. En effet, après vingt-trois ans de pouvoir de droite sans partage, la gauche et, au premier rang, le Parti socialiste, accédant aux plus hautes responsabilités nationales, héritaient en quelques jours d'institutions faites par et pour les autres et d'une situation économique et sociale dont l'état expliquait l'ampleur de leur succès.

Les socialistes allaient appliquer sans tarder le programme à partir duquel ils avaient gagné les élections de mai et juin 1981. Mais n'oublions pas que, dès le mois de juillet, la droite relevait la tête, s'opposant avec rage à la décentralisation, puis à l'automne, au moment du Congrès de Valence, aux projets de loi de nationalisations. L'« état de grâce » n'aura pas duré plus de quelques semaines et, malgré l'ampleur des changements — économiques, sociaux, concernant les droits et libertés —, la « déception » a gagné assez vite une partie des nôtres, comme l'ont montré non



seulement les résultats des élections cantonales de mars 1982 (moins de neuf mois après notre victoire aux législatives), mais aussi les élections partielles. Le Parti socialiste pendant tout ce temps défendait la politique du gouvernement sans le moindre état d'âme, mais s'apercevait qu'il ne suffisait pas d'avoir conquis le pouvoir politique au sommet par les urnes pour détenir forcément un certain nombre de pouvoirs, sans la maîtrise desquels le gouvernement des gens et des choses est difficile.

Pendant tout ce temps-là, le Parti a donc assumé pleinement, avec le groupe parlementaire qui était en première ligne, la politique de changement. Il a soutenu le gouvernement et agi comme un aiguillon. Il a commencé à reconstituer son encadrement, car beaucoup des siens étaient soudain aspirés par des tâches de gouvernement, d'autorité ou de gestion. Par la double volonté du président de la République et des socialistes, l'Etat n'est pas devenu un Etat-P.s. Rien de plus étranger à la pensée socialiste qu'une telle confusion. La droite nous avait fait connaître en vingt ans successivement l'Etat-U.n.r. et l'Etat-U.d.f., extraordinaire dévoiement de la pensée prétendument libérale. Le Parti socialiste a échappé à la tentation de confondre les pouvoirs et les genres.

Le président de la République s'est engagé fermement sur la voie de changement selon une démarche qui lui est bien particulière : progressive, en s'assurant du terrain sur lequel il s'avançait, préférant la durée à la précipitation, acceptant de renoncer à certains avantages immédiats pour un gain futur plus important. Les militants du Parti socialiste soucieux de voir les choses changer plus vite et plus profondément en ont parfois ressenti de l'inquiétude ou de l'amertume, il est vrai.

Les socialistes sont aujourd'hui l'axe de la majorité, mais dans les deux tiers des départements, dans la moitié des régions, dans beaucoup de villes depuis les dernières élections municipales, dans la plupart des entreprises, malgré l'introduction lente, mais certaine, des lois Auroux, ils demeurent minoritaires face à l'ordre établi, face au pouvoir de l'argent. Méfions-nous de l'usage abrupt de ces notions institutionnelles de majorité et d'opposition. Et préférons-leur les idées claires de droite et de gauche. Le rôle du Parti socialiste est précisément, au milieu d'un « combat douteux » (voir le livre de John Steinbeck, *In dubious battle,)* où rien n'est jamais gagné ni fini, d'expliquer et d'éclairer l'action du président de la République et du gouvernement, de la replacer dans la durée historique, de la mettre en perspective.

L'opinion perçoit les socialistes comme un bloc. La même opinion qui, à juste titre n'accepterait pas la colonisation de l'Etat par le Parti socialiste s'étonne chaque fois qu'il y a différence d'appréciation entre le parti et le gouvernement. Et cependant cette distance qui doit exister entre les deux est l'une des conditions de la démocratie et nous entendons la préserver. Mais nous y parviendrons d'autant mieux que nous sauvegarderons chaque fois que l'essentiel est en jeu la cohérence et la solidarité nécessaires.

Parti et gouvernement doivent jouer un rôle complémentaire et non pas antagoniste. Le parti a pour fonction d'inspirer, de découvrir et d'assurer l'avenir. L'imagination doit redevenir une de ses fonctions principales.

Le parti a pour tâche également de combattre la droite au quotidien et sur le plan idéologique où elle fait preuve d'une virulence certaine, même si son stock d'idées ne s'est guère renouvelé. Le combat politique et idéologique offre au Parti socialiste un champ d'action immense à l'heure où la droite se radicalise, se coalise de plus en plus avec l'extrême droite, tend à adopter en plusieurs circonstances une démarche subversive. Le Parti socialiste doit se rassembler pour contreattaquer sur le terrain politique et idéologique et comprendre qu'il y a aujourd'hui urgence. Le Parti socialiste doit aussi faire connaître ses valeurs, les diffuser, les défendre et les proposer au dialogue et à la confrontation à tous les hommes et à toutes les femmes de bonne volonté de quelque horizon politique ou intellectuel qu'ils viennent.

Oui ! Le Parti doit inventer et imaginer, ce que le gouvernement, pris dans l'action quotidienne, n'a pas le temps de faire.

Le Parti socialiste a gagné en mai et juin 1981 dans des circonstances qui rendaient la droite un moment fragile et vulnérable. Aujourd'hui, elle a redressé la tête. Elle est plus arrogante et mobilisée que lorsque les siens étaient au pouvoir. Elle dispose en France et hors de France de soutiens puissants. Le Parti socialiste n'a pas une minute à perdre pour donner la priorité absolue au combat contre les forces de réaction.

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325